

RAPPORT ANNUEL

2021

COOPÉRATION
POUR LES EAUX
INTERNATIONALES
EN AFRIQUE



REMERCIEMENTS

Le présent rapport a été préparé par une équipe CIWA, composée de Charles Gilman, Karen Schneider, Carine Durand, Jung Roxanne Weil, et Anna Kim, sous la direction de Noosha Tayebi et Christine Ochieng. La Banque mondiale a également apporté sa contribution par l'intermédiaire des membres de ses services et des consultants suivants : Victor Osei Kwadwo, Anders (Lars) Jagerskog, Anna Cestari, Angelica V. Ospina, Ellen Hagerman, Fook Chuan Eng, Francois Bertone, Yeli Mariam Sou, Habab Taifour, Nathan Engle, Nicolas Salazar-Godoy, Palesa Mokorosi, Piet Theron, Sanjay Pahuja, Richard Abdounour, Shyam KC, Yukio Tanaka, Malala Wakunguma, et Tesfaye Bekalu Wondem. Des remerciements particuliers sont adressés à Maria Angelica Sotomayor Araujo, Catherine Signe Tovey et Yogita Mumssen pour leurs directives. La conception graphique du document a été réalisée par Scriptoria.

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ

Cet ouvrage a été préparé par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent.

La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

DROITS ET AUTORISATIONS

Le contenu du présent ouvrage fait l'objet d'un dépôt légal. La Banque mondiale encourage la diffusion de ses études et autorise la reproduction partielle ou intégrale à des fins non commerciales du présent ouvrage, à condition d'en mentionner la source.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, notamment sur les droits dérivés, s'adresser à World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, États-Unis ; fax : +1 (202) 522-2422 ; courriel : pubrights@worldbank.org.

PHOTOGRAPHIES

Première de couverture : Patrick Shepherd/CIFOR. Page 5 : Handmade Pictures/Shutterstock. Page 10 : Kwame Amo/Shutterstock. Page 12 : klublu/Shutterstock. Page 14 : ENTRO/IBN. Page 15 : Egypt NDF. Page 16 : UNDF. Page 18 : lier 4 life/Shutterstock. Page 19 : Amna Omer/ENTRO. Page 20 : hikrcn/Shutterstock. Page 21 : Sarah Farhat/Banque mondiale. Page 23 : Piyaset/Shutterstock. Page 24 : Chantal Richey/Banque mondiale. Page 25 : Torsten Pursche/Shutterstock. Page 27 : Anton_Ivanov/Shutterstock. Page 28 : CBLT. Page 29 : UHL & Associates, Inc. Page 30 : Apex 360/Unsplash. Page 31 : Redcharlie/Unsplash. Page 33 : Dietmar Temps/Shutterstock. Page 34 : Thandeka Ngobe. Page 36 : Eva Mont/Shutterstock. Page 37 : Wilford Machili. Page 38 : TLF Images/Shutterstock. Page 41 : Vadim Petrakov/Shutterstock. Page 42 : Amors photos/Shutterstock. Page 44 : STEPHANGLadieu/Banque mondiale. Page 45 : Thandeka Fortunate Ngobe. Page 47 : Eva Mont/Shutterstock. Page 48 : Photographer RM/Shutterstock. Page 49 : Travel stock. Page 57 : Banque mondiale. Page 79 : Deldew/Shutterstock.

TABLE DES MATIÈRES

ACRONYMES	4
AVANT-PROPOS.....	5
CIWA : L'EXERCICE 2021 EN BREF	8
IMPACT DE CIWA.....	9
AFRIQUE DE L'EST.....	10
COOPÉRATION À L'APPUI DE RÉSULTATS DANS LE BASSIN DU NIL.....	11
COOPÉRATION POUR LA RÉSILIENCE CLIMATIQUE DANS LE BASSIN DU NIL.....	13
PARTICIPATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE AU RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE CLIMATIQUE ET SOCIALE DANS LE BASSIN DU NIL	15
QUALITÉ DE L'EAU DES GRANDS LACS	16
RÉSILIENCE FACE AUX INONDATIONS ET GESTION DES RESSOURCES EN EAU AU SOUDAN	17
COMMENT LE STRESS HYDRIQUE PEUT CONDUIRE À UNE CARRIÈRE DANS LA GESTION DES RESSOURCES EN EAU.....	19
CORNE DE L'AFRIQUE.....	20
INITIATIVE POUR LES EAUX SOUTERRAINES DE LA CORNE DE L'AFRIQUE.....	21
GESTION DES RESSOURCES EN EAUX TRANSFRONTALIÈRES EN SOMALIE	22
RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE.....	23
AFRIQUE DE L'OUEST ET AFRIQUE CENTRALE	25
AMÉLIORER LA GESTION DES RESSOURCES EN EAU DANS LE SAHEL CENTRAL ET DANS LE SAHEL OCCIDENTAL.....	26
COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE AUTOUR DU LAC TCHAD.....	28
INITIATIVE SUR LES EAUX SOUTERRAINES AU SAHEL.....	29
AFRIQUE AUSTRALE.....	31
GESTION DURABLE DES EAUX SOUTERRAINES DANS LES ÉTATS MEMBRES DE LA SADC.....	32
INITIATIVE POUR LA RÉSILIENCE DE L'AFRIQUE AUSTRALE FACE À LA SÉCHERESSE	34
SANS EAU, LA VIE EST IMPOSSIBLE	37
ORIENTATIONS STRATÉGIQUES.....	38
FRAGILITÉ, CONFLITS ET VIOLENCE	39
RÉSILIENCE	39
BIODIVERSITÉ.....	40
THÈMES TRANSVERSAUX	42
RÉVOLUTION DES DONNÉES SUR L'EAU : COMBLER LE MANQUE DE DONNÉES SUR LES EAUX TRANSFRONTALIÈRES EN AFRIQUE.....	43
PARITÉ FEMMES-HOMMES ET INCLUSION SOCIALE	43
LA PASSION NOURRIT LA PERSÉVÉRANCE DANS UN SECTEUR HYDRIQUE MAJORITAIREMENT MASCULIN	45
COMMUNICATIONS.....	46
PERSPECTIVES.....	47
ANNEXES	49
ANNEXE 1 : RÉPARTITION DU PORTEFEUILLE DE CIWA.....	50
ANNEXE 2 : CADRE DE RÉSULTATS.....	52
ANNEXE 3 : ANALYSE DES RISQUES.....	63
ANNEXE 4 : INFORMATIONS FINANCIÈRES.....	67
ANNEXE 5 : OPTIMISATION DE L'EMPLOI DES RESSOURCES.....	75

ACRONYMES

ABN	Autorité du bassin du Niger	LIMCOM	Commission du bassin du Limpopo
ABV	Autorité du bassin de la Volta	LVBC	Commission du bassin du lac Victoria
Asdi	Agence suédoise pour le développement international	LVEMP	Projet de gestion de l'environnement du lac Victoria
BAfD	Banque africaine de développement	MDTF	Fonds d'affectation spéciale multidonateurs
BIOLPALT	Projet Biosphère et patrimoine du lac Tchad	NBD	Discours du bassin du Nil
CAE	Communauté d'Afrique de l'Est	NBDF	Forum pour le développement du bassin du Nil
CBLT	Commission du bassin du lac Tchad	NCCR	Projet de coopération pour la résilience climatique dans le bassin du Nil
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest	NCORE	Projet de coopération à l'appui de résultats dans le bassin du Nil
CIWA	Coopération pour les eaux internationales en Afrique	NELSAPCU	Unité de coordination du programme d'action subsidiaire des pays des lacs équatoriaux du Nil
CMAE	Conseil des ministres africains sur l'eau	Nile-Sec	Secrétariat de l'Initiative du bassin du Nil
COP	Conférence des Parties	NORAD	Agence norvégienne de coopération pour le développement
COVID-19	Maladie à coronavirus 2019	ODP	Objectifs de développement du programme
CUVECOM	Commission des cours d'eau de Cuvelai	ONG	Organisation non gouvernementale
DANIDA	Agence danoise de développement international	OSC	Organisation de la société civile
Dfid	Ministère du développement international du Royaume-Uni	OKAKOM	Commission permanente des eaux du bassin de l'Okavango
ENTRO	Bureau technique régional du Nil oriental	ORASECOM	Commission de l'Orange-Senqu
FEM	Fonds pour l'environnement mondial	PRODEBALT	Projet de développement durable du bassin du lac Tchad
FF-Bén.	Fonds fiduciaire exécuté par le bénéficiaire	PROLAC	Projet pour la relance et le développement de la région du lac Tchad
FF-BM	Fonds fiduciaire exécuté par la Banque mondiale	RAOB	Réseau africain des organismes de bassin
FCV	Situation de fragilité, de conflit et de violence	SADC	Communauté de développement d'Afrique australe
GESI	Parité femmes-hommes et inclusion sociale	SADC-GMI	Institut de gestion des eaux souterraines de la Communauté de développement d'Afrique australe
GFDRR	Dispositif mondial de réduction des effets des catastrophes et de relèvement	SADRI	Initiative pour la résilience de l'Afrique australe face à la sécheresse
GIZ	Agence allemande pour la coopération internationale	SAPP	Pool énergétique d'Afrique australe
GWSP	Projet mondial sur les systèmes hydriques	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
IBN	Initiative du bassin du Nil	ZAMCOM	Commission du bassin du Zambèze
IDA	Association internationale de développement	ZRA	Autorité du fleuve Zambèze
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement		



AVANT-PROPOS

Cette année a été marquée par des événements sans précédent depuis des générations, y compris dans les pays dans lesquels CIWA intervient. La pandémie de COVID-19 et ses retombées socio-économiques ont mis en évidence la contribution cruciale de l'eau au maintien des populations en bonne santé et à la poursuite d'une reprise résiliente. Elle a également fait ressortir les obstacles que l'Afrique doit surmonter pour garantir l'accès à l'eau afin de préserver les vies, d'accroître la prospérité économique et d'améliorer la résilience face au changement climatique.

Les activités du programme CIWA se sont poursuivies à un rythme soutenu pendant l'exercice qui s'est achevé le 30 juin 2021, même si nous avons dû mener la plupart de nos activités à distance et adapter certains projets et certaines initiatives. Ces activités contribuent de manière essentielle aux efforts de relance menés après la pandémie et à la réponse aux autres graves chocs et tensions auxquels les pays africains ont été confrontés l'année dernière, notamment les situations de fragilité, de conflit et de violence (FCV), les inondations destructrices au Soudan et les invasions massives de criquets pèlerins dans la Corne de l'Afrique.

Ces crises ont redoublé la détermination de CIWA à renforcer la résilience et à aider les pays riverains à gérer les eaux transfrontalières plus efficacement, sur la base des données et en collaboration.

Ces efforts se sont manifestés, cette année, par la poursuite des engagements de longue date pris par CIWA dans le bassin du Nil et la région des Grands Lacs, et le lancement d'un nouveau projet sur la résilience face au climat dans le bassin du Nil. Cette initiative succède au projet de coopération à l'appui de résultats dans le bassin du Nil (NCORE) qui, après avoir considérablement amélioré la coopération transfrontalière, la gestion des ressources en eau et la mise en valeur du bassin, a pris fin cette année. CIWA entend poursuivre activement son action dans la région du lac Victoria, en renforçant l'initiative de coopération technique sur la qualité de l'eau dans les Grands Lacs, qui a donné lieu à des recommandations pour des opérations régionales et nationales visant à intégrer la résilience dans les investissements multisectoriels.

En 2021, le Soudan a renoué des relations avec la Banque mondiale après près de trois décennies, et CIWA lui a fourni une assistance technique afin d'élaborer des politiques et des systèmes fondamentaux de gestion des risques d'inondation ainsi que des protocoles de sécurité pour les équipements de collecte d'eau, afin de contribuer à accroître la résilience face aux chocs climatiques.

La pandémie de COVID-19 a mis en évidence la contribution cruciale de l'eau au maintien des populations en bonne santé

CIWA a accordé une plus grande place aux aquifères souterrains, en raison de leur durabilité et des possibilités qu'ils offrent d'améliorer les moyens de subsistance à long terme

Les activités de coopération technique soutenues par CIWA dans la Corne de l'Afrique ont produit d'importants résultats. L'initiative de coopération technique sur la gestion des ressources en eau transfrontalière en Somalie, qui s'est achevée cette année, a permis de renforcer la capacité à formuler des solutions de mise en valeur des ressources en eau dans les bassins de Jubba et de Chébéli et à concevoir un solide programme transfrontalier. L'initiative régionale sur les eaux souterraines dans la Corne de l'Afrique, mise en œuvre par l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), a enrichi la base de connaissances sur les ressources régionales en eaux souterraines et renforcé les capacités des pays membres de l'IGAD à mettre en valeur et à gérer ces ressources. CIWA entend poursuivre son soutien aux efforts d'intégration régionale et aux investissements des États membres de l'IGAD destinés à renforcer la résilience des populations face au climat en encourageant l'utilisation et la gestion durables des ressources en eau souterraine.

CIWA intervient dans des points chauds fragiles d'Afrique de l'Ouest. Ses projets s'inscrivent dans la stratégie élaborée par la Banque mondiale en matière de fragilité, de conflit et de violence, qui consiste notamment à prévenir les conflits, à poursuivre ses opérations dans les zones de conflit et à aider les pays à sortir de la fragilité en renforçant les capacités des institutions centrales. Le renforcement des institutions et des infrastructures nationales est une condition essentielle pour garantir une participation significative aux questions transfrontalières dans de nombreux pays dont les capacités sont particulièrement insuffisantes. Il est important de proposer des plateformes crédibles favorisant la coopération et le dialogue transfrontaliers afin de prévenir les conflits liés aux ressources en eau et aux actifs connexes.

En ce qui concerne les nouvelles activités de coopération technique, l'initiative sur la sécurité de l'eau transfrontalière du lac Tchad vise à établir une base analytique et institutionnelle pour la sécurité de l'eau, et l'initiative sur les eaux souterraines au Sahel, à consolider les connaissances et les capacités de gestion des eaux souterraines dans le Sahel occidental.

CIWA a entamé la deuxième phase du projet de gestion durable des eaux souterraines de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC-GMI), qui soutient le renforcement des capacités et des institutions au travers d'une série d'activités d'assistance technique et la création d'une plateforme d'information sur les eaux souterraines pour la région. Il a également lancé l'Initiative pour la résilience de l'Afrique australe face à la sécheresse (SADRI) afin d'aider les États membres de la SADC à faire face à ce risque transfrontalier et de promouvoir la gestion concertée des ressources naturelles qu'ils partagent.

Les programmes régionaux de CIWA accordent une plus grande place aux « eaux invisibles » – les aquifères souterrains – en raison de leur durabilité et des possibilités qu'elles offrent d'améliorer les moyens de subsistance à long terme. CIWA a fait progresser un programme de gestion concertée des eaux souterraines dans la Corne de l'Afrique, en Afrique australe et en Afrique de l'Ouest, et plus particulièrement au Sahel, en soulignant la nécessité de trouver des solutions régionales pour résoudre les problèmes communs.

CIWA a saisi les occasions d'intensifier son soutien aux activités et aux investissements visant à enrayer la perte de biodiversité dans la région, cette dernière étant essentielle pour préserver les moyens de subsistance et atténuer les effets du changement climatique. Ces mesures témoignent de la détermination du programme qui vise, à long terme, à mieux équiper les populations pour leur permettre de se préparer et de s'adapter aux effets d'épisodes de sécheresse et d'inondations de plus en plus graves et fréquents.

Les femmes sont moins nombreuses que les hommes à participer à la gestion des eaux transfrontalières. Il nous faut donc faire des progrès considérables pour réduire les disparités entre les femmes et les hommes sur le terrain. CIWA aborde la question de la parité, du développement durable et de la gestion des ressources en eau de manière holistique grâce à son nouveau cadre sur la parité femmes-hommes et l'inclusion sociale

(GESI). Nous avons commencé à intégrer cet aspect de la question ainsi que son analyse dans tous nos projets, et intensifierons encore nos efforts en ce domaine l'année prochaine.

L'expansion rapide des solutions technologiques multiplie les possibilités d'accroître la contribution de CIWA à un processus décisionnel fondé sur des données probantes, qui permet aux pouvoirs publics de prendre des décisions plus rapidement et en connaissance de cause. Il sera ainsi possible de garantir un approvisionnement en eau résilient face aux catastrophes naturelles, qui permettra aux populations de mieux faire face à ces dernières. Nous renforçons nos activités de gestion des connaissances afin d'améliorer l'accès des pays aux plateformes de données pour mieux gérer les ressources en eau internationales. Nous intensifions nos campagnes de communication et de sensibilisation dans la région pour souligner l'importance de la coopération transfrontalière et nous nous efforçons de promouvoir la participation des citoyens, qui a fait ses preuves dans le bassin du Nil, en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale.

L'agilité, la créativité et la souplesse de CIWA expliquent les résultats probants obtenus par le programme dans le domaine de la coopération transfrontalière au cours des dix dernières années. Nous avons entrepris, à l'occasion de notre 10^e anniversaire, de faire le bilan de nos activités et de notre impact depuis notre création. Nous avons de quoi être fiers et nous sommes impatientes de contribuer à une croissance plus durable et résiliente du continent face aux changements climatiques.

La demande continue de croître et surpasse les capacités actuelles du programme CIWA. Il est donc impératif de trouver de nouveaux financements pour permettre à ce dernier d'étendre et de renforcer ses activités en faveur d'une gestion efficace, efficiente et durable des ressources en eau ; toutes les ressources obtenues à ce jour ont été entièrement allouées. CIWA compte, l'année prochaine, organiser une collecte de fonds pour assurer le financement du programme pendant les cinq prochaines années.

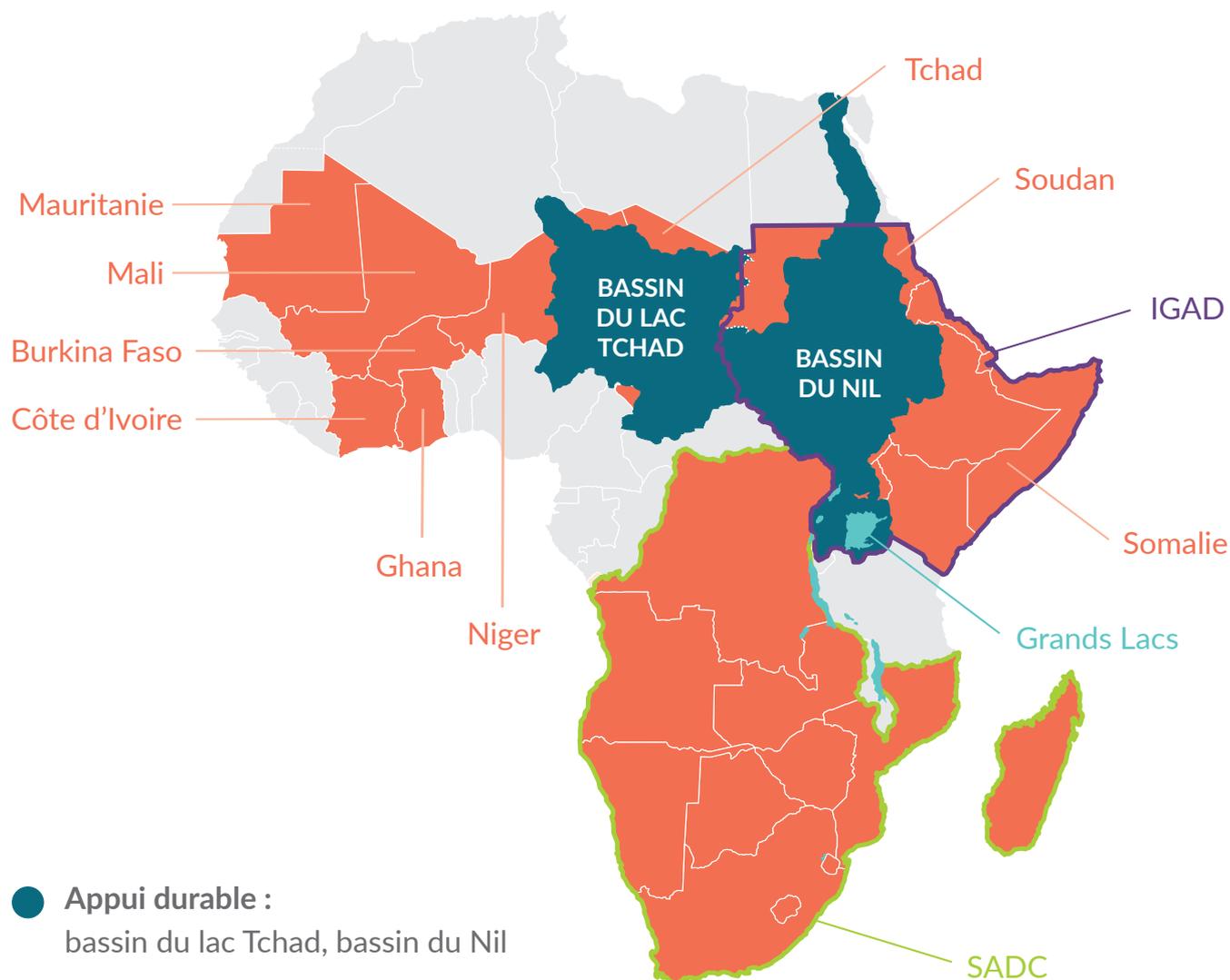
Nous vous remercions de soutenir notre mission essentielle.

Erwin De Nys et Ai-Ju Huang

Responsables du Programme



CIWA : L'EXERCICE 2021 EN BREF



IMPACT DE CIWA

Personnes qui bénéficient d'investissements mobilisés avec l'appui de CIWA



36,86 millions

INVESTISSEMENTS

Pour gérer les bassins versants, mettre en valeur les eaux souterraines, renforcer les capacités de stockage, etc.



17,146 milliards de dollars

Valeur des investissements mobilisés avec l'appui de CIWA

Valeur des investissements pouvant être mobilisés par CIWA

6,34 milliards de dollars

10,806 milliards de dollars



INSTITUTIONS

Pour instaurer un climat de confiance, coordonner les activités de planification et gérer les ressources partagées

Institutions transfrontalières bénéficiant d'une assistance technique et du financement de CIWA

16



INFORMATION

Pour comprendre les risques, prendre de meilleures décisions et s'assurer du respect des prescriptions

Analyses stratégiques et produits du savoir exposant les raisons d'être de la coopération

82

Toutes les données sont cumulées.

A young woman with a warm smile is the central focus. She wears a vibrant red t-shirt and a colorful, patterned headscarf. On her head, she balances a large, blue plastic water container. The background is a soft-focus outdoor setting with green foliage and a building. The title 'AFRIQUE DE L'EST' is overlaid in large, white, bold letters across the middle of the image.

AFRIQUE DE L'EST

L'Afrique de l'Est renferme certaines des plus grandes masses d'eau douce de la planète. Trop souvent, cependant, la répartition et la gestion des ressources en eau de la région ne sont pas optimales, ce qui se traduit par des inondations, des sécheresses et l'insécurité. Cette année, CIWA a réaffirmé sa volonté de s'engager durablement dans le bassin du Nil en lançant un nouveau projet axé sur le renforcement de la résilience face au climat. Le programme s'est par ailleurs développé pour fournir une aide indispensable à la gestion des risques d'inondation au Soudan et pour tirer parti des partenariats renforcés dans la région des Grands Lacs afin de remédier aux problèmes liés à la qualité de l'eau dans le lac Victoria.

AFRIQUE DE L'EST

Coopération à l'appui de résultats dans le bassin du Nil

Contexte

Le bassin du Nil est l'une des rares régions à avoir connu autant de bouleversements sociaux, économiques et politiques, mais aussi de renouveau et de croissance ces dix dernières années. Des millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur de leur pays et ont été contraintes de migrer par suite d'instabilité, de conflits et de pénurie de ressources, d'invasions catastrophiques de criquets pèlerins, de graves inondations (83 dans la seule région du Nil oriental) et de foyers de maladies dues, notamment, au virus Ebola et à la fièvre jaune ; tous ces phénomènes conjuguent leurs effets à ceux du changement climatique et à ses répercussions sur l'eau. Lorsque le projet de coopération à l'appui de résultats dans le bassin du Nil (NCORE) a été lancé en 2013, il fallait que les pays participants¹ gèrent mieux leurs risques communs, aient davantage d'infrastructures de stockage de l'eau, de production d'énergie et d'irrigation, adoptent des normes communes pour la sécurité des barrages, améliorent les systèmes hydrométéorologiques et d'alerte précoce à l'échelle régionale et renforcent leur capacité d'adaptation aux phénomènes climatiques extrêmes. Malgré leurs divergences géopolitiques, ces pays ont reconnu le caractère transfrontalier des problèmes liés à l'eau et la nécessité de trouver des solutions communes.

Le projet NCORE a permis à CIWA d'assurer la continuité des activités de l'Initiative du bassin du Nil (IBN)², qui vise à promouvoir la gestion et la mise en valeur concertées des ressources en eau en fournissant des services consultatifs, analytiques et techniques, une plateforme de concertation et un appui aux investissements régionaux. Ce projet a aidé l'IBN à instaurer un climat de confiance et de coopération, à donner aux États membres les moyens de gérer et de mettre en valeur les eaux transfrontalières et à affiner les approches adoptées pour traiter de questions transversales telles que la parité femmes-hommes. Le projet NCORE a été habilement restructuré et refinancé à deux reprises. Après sa clôture en novembre 2020, il a été remplacé par le projet de coopération pour la résilience climatique dans le bassin du Nil (NCCR)³ (voir ci-dessous).

Progress réalisés

Presque toutes les cibles fixées pour les résultats avaient été atteintes ou dépassées à la clôture du projet. Le rapport d'achèvement et de résultats de la mise en œuvre⁴ et le rapport annuel 2020⁵ de CIWA donnent une évaluation complète des résultats du projet. Ce qui suit résume les différentes réalisations du projet NCORE :

Le soutien fourni par CIWA dans le cadre du projet NCORE et du programme d'appui pour le bassin du Nil a contribué de manière déterminante à la mobilisation des investissements de l'IBN et à l'approche adoptée pour l'identification et la hiérarchisation des investissements.

Sept investissements ont pu être mobilisés par l'IBN dans le cadre du projet NCORE (voir annexe 2, tableau A2.2).

Ces investissements, estimés à 648 millions de dollars, devraient bénéficier à plus de 2,1 millions de personnes. Par exemple :

- Le projet NCORE a financé l'élaboration du plan d'action régional de réinstallation du projet hydroélectrique des chutes de Rusumo⁶.
- L'unité de coordination du programme d'action subsidiaire des lacs équatoriaux du Nil (NELSAPCU) a contribué à établir la base de données sur les personnes touchées par le projet et à mener des études préliminaires concernant le déplacement du canal le long de la rivière Kagera.
- Le projet a appuyé la préparation d'études de faisabilité, d'évaluations d'impact environnemental et social/de plans d'action de réinstallation, ainsi que de conceptions détaillées et de dossiers d'appel d'offres pour quatre investissements transfrontaliers⁷.
- Le projet NCORE a appuyé la préparation de plans de gestion des bassins versants pour le Moyen-Malakisi dans le sous-bassin de Sio-Malaba-Malakisi et pour Ol Choro Lemek dans le sous-bassin de la Mara⁸.
- Le projet polyvalent lancé par l'IBN pour la mise en valeur des ressources en eau de Kabuyanda au cours de l'exercice 2021 est désormais inclus dans le financement de l'Association internationale de développement (IDA) dans le cadre du projet d'irrigation pour la résilience climatique en Ouganda de la Banque mondiale⁹.

¹ Les pays du bassin du Nil sont le Burundi, l'Égypte, l'Éthiopie, le Kenya, l'Ouganda, la République démocratique du Congo, le Rwanda, le Soudan, le Soudan du Sud et la Tanzanie. L'Érythrée participe à l'Initiative du bassin du Nil (IBN) en qualité d'observateur.

² L'IBN regroupe trois entités : le Secrétariat de l'Initiative du bassin du Nil (Nile-Sec), l'Unité de coordination du programme d'action subsidiaire des pays des lacs équatoriaux du Nil (NELSAPCU) et le Bureau technique régional du Nil oriental (ENTRO). Organe exécutif de l'IBN, le Secrétariat renforce les capacités institutionnelles et techniques des États membres et donne accès à des bases de connaissances partagées afin de soutenir la prise de décisions et l'application de mesures. ENTRO et NELSAPCU sont des centres régionaux qui apportent leur appui à l'identification, à la négociation et à la mise en œuvre de projets d'investissements menés en collaboration en mettant l'accent sur les avantages réciproques et durables que peuvent obtenir les pays participants. <https://nilebasin.org/>

³ <https://projects.banquemondiale.org/fr/projects-operations/project-detail/P172848>

⁴ <https://documents1.worldbank.org/curated/en/811171622207806568/pdf/Eastern-Africa-Nile-Cooperation-for-Results-Project.pdf>

⁵ <https://www.ciwaprogram.org/fr/annualreportfy20/>

⁶ La construction de la centrale hydroélectrique régionale des chutes de Rusumo, d'une capacité de 80 MW (prise en compte dans les investissements mobilisés pour le Nil à l'annexe 2, tableau 2) est achevée à 60 %.

⁷ Les projets polyvalents de mise en valeur des ressources en eau de la vallée de la Mara et de Ngono en Tanzanie, le projet de mise en valeur des ressources en eau de Sio-Sango au Kenya et le projet de mise en valeur des ressources en eau de Kabuyanda en Ouganda (figurant dans la liste des investissements mobilisés pour le Nil à l'annexe 2, tableau 2). Le projet polyvalent de Kabuyanda dans le bassin de Kagera en Ouganda fait maintenant partie du portefeuille de projets menés par la Banque mondiale dans le pays dans le cadre du projet d'irrigation pour la résilience climatique en Ouganda.

⁸ Les plans de gestion des bassins versants pour le Moyen-Malakisi concernent l'Ouganda et le Kenya et ceux destinés à Ol Choro Lemek concernent le Kenya et la Tanzanie.

⁹ <https://projects.worldbank.org/en/projects-operations/project-detail/P163836>



**Le projet N CORE
a atteint ou
dépassé presque
toutes ses cibles**

AFRIQUE DE L'EST

Le projet N CORE a par ailleurs directement appuyé la préparation ou la réalisation d'études majeures par l'IBN, qui ont permis de positionner 14 nouveaux investissements potentiels (voir annexe 2, tableau A2.2), dont 8 ont été jugés hautement prioritaires par les Conseils des ministres de l'IBN. Il s'agit principalement de plans de gestion intégrée de l'eau pour les bassins versants et pour la pêche, ainsi que d'autres plans polyvalents axés sur la nature, d'envergure moyenne, pour la mise en valeur des ressources en eau, dont le montant total est estimé à 6,9 milliards de dollars et qui visent plus de sept millions de bénéficiaires directs.

La forte adhésion des parties prenantes, si l'on considère notamment les décisions prises, les produits approuvés et la satisfaction des intéressés, témoigne de l'importance et de la pertinence de l'IBN et des activités du projet. Les instances dirigeantes et techniques (respectivement les Conseils des ministres et les comités consultatifs techniques) de chaque centre de l'IBN se sont réunies pour concevoir et mettre en œuvre les activités et les résultats du projet N CORE. Les décisions conjointes des conseils des ministres concernaient notamment l'approbation de produits phares en matière de savoir et de communication, tels que l'atlas des ressources en eau du bassin du Nil (*Nile Basin Water Resources Atlas*¹⁰) ; des documents stratégiques et de planification, notamment la politique et la stratégie de prise en compte des questions de parité femmes-hommes (*Gender Mainstreaming Policy and Strategy*¹¹), la stratégie pour les zones humides (*Wetlands Strategy*¹²), la stratégie de financement 2018-2022 et le plan d'action pour la mobilisation des ressources ; le soutien apporté au Soudan du Sud en sa qualité de nouvel État membre ; l'approbation du projet de réseau hydrométéorologique régional ; et la hiérarchisation et la préparation des investissements. Les concertations régionales sur les investissements ont fait avancer le programme régional, ont contribué à l'élaboration de la stratégie en matière de viabilité financière et ont mis en avant les questions transfrontalières dans la préparation des investissements.

L'IBN a par ailleurs travaillé aux côtés du Discours du bassin du Nil (NBD) pour organiser des forums, notamment en vue de favoriser des échanges stratégiques, comme les Journées annuelles du Nil, et les Forums pour le développement du bassin du Nil (NBDF), qui ont servi de plateforme pour la diplomatie de l'eau, la promotion des aspects techniques, le renforcement des capacités, la participation de la société civile et l'intensification de la coopération. Le partenariat de l'IBN avec le NBD a également permis d'accroître la participation des populations locales à la préparation des investissements et aux actions connexes, telles que la mise en œuvre de plans d'action pour la réinstallation tenant compte des questions de parité femmes-hommes.

Le renforcement institutionnel de l'IBN a été réalisé également au profit de ses parties prenantes. Il a principalement permis d'institutionnaliser la sécurité des

¹⁰ Initiative du bassin du Nil (2019). *Nile Basin Water Resources Atlas* (en anglais).

¹¹ Initiative du bassin du Nil (2013). *Gender Mainstreaming Policy and Strategy* (en anglais).

¹² Initiative du bassin du Nil (2013). *Wetland Management Strategy* (en anglais).

barrages aux niveaux national et régional et les formations en ce domaine, de renforcer les systèmes d'alerte précoce en cas d'inondation et d'apporter un soutien important au ministère de l'Eau du Soudan du Sud après l'accession du pays à l'indépendance. Le renforcement institutionnel est passé par un renforcement des ressources humaines, la fourniture d'outils de gestion et de mise en valeur des ressources en eau, la mise en place de politiques de prise en compte systématique de questions comme la parité femmes-hommes et la lutte contre le changement climatique, et le perfectionnement des moyens de suivi et de communication des résultats. Les programmes de stages et de jeunes professionnels du Bureau technique régional du Nil oriental (ENTRO) ont influé positivement sur la carrière de plus de 130 spécialistes techniques des quatre pays du Nil oriental et ont permis de recruter et de favoriser l'intégration de 31 professionnelles.

L'amélioration de la qualité, du volume et du partage des données hydrométéorologiques a favorisé la diffusion auprès du public des outils, des données et des produits de communication et de savoir concernant le bassin du Nil. Les activités menées ont notamment porté sur l'élargissement de la fonctionnalité et de l'utilisation des données d'observation de la Terre et du système d'appui à la décision (outils de modélisation servant à la planification et à l'allocation des ressources à l'échelle du bassin), des systèmes de prévision et d'alerte précoce utilisés en cas d'inondation et de sécheresse pour informer les parties prenantes de risques de catastrophe, ainsi que sur le nouveau portail intégré d'accès aux informations destiné à diffuser auprès du public les produits et outils d'information de l'IBN et à les gérer¹³. L'IBN a diffusé des produits du savoir aux principales parties prenantes, organisé des formations et mené des ateliers de consultation nationaux, qui ont contribué à guider la prise de décision et à renforcer la coopération, et donc à appuyer la planification des investissements et le renforcement institutionnel. Plus de 3400 professionnels ont été formés à la gestion des ressources en eau ou au recours à des applications de mise en valeur.

Prochaines étapes

Les réalisations accomplies dans le cadre du projet NCORE seront mises en relief et renforcées dans le cadre du nouveau projet NCCR lancé en mars 2021 (voir ci-dessous).

Coopération pour la résilience climatique dans le bassin du Nil

Contexte

Le bassin du Nil est confronté à de nombreux problèmes qu'aucun État membre ne peut résoudre seul, à commencer par les effets du changement climatique et

de la pandémie de COVID-19. Les États doivent renforcer leur résilience commune face à l'insécurité de l'eau et tirer parti des économies d'échelle pour mettre en place des infrastructures permettant d'opérer des changements en profondeur au niveau de la gestion de l'eau. Le projet de coopération pour la résilience climatique dans le bassin du Nil (NCCR), lancé en mars 2021, témoigne de l'engagement stratégique à long terme pris par la Banque mondiale pour faire face aux difficultés que connaît le bassin, en particulier pour renforcer la résilience de la région face au changement climatique. Le projet NCCR renforcera les actions et les engagements de manière à tirer parti des bons résultats des organisations régionales avec lesquelles la Banque travaille en partenariat – l'IBN, la Commission du bassin du lac Victoria (LVBC) et le NBD. Il s'attachera également à renforcer les mécanismes de coopération en matière de gestion et de mise en valeur des ressources en eau dans cinq domaines thématiques favorisant la résilience face au climat : réduction et gestion des risques d'inondation et de sécheresse ; renforcement de la sécurité des barrages ; prestation de services d'information sur les ressources en eau tenant compte du changement climatique ; promotion de plateformes favorisant la coopération, le dialogue et le renforcement des capacités ; détection des points chauds concernant la qualité de l'eau et recherche d'investissements pour relever ces défis.

Progrès réalisés

Le nouveau projet de coopération pour la résilience climatique dans le bassin du Nil contribuera à accroître la résilience face à l'insécurité hydrique et à transformer les infrastructures de gestion de l'eau.

Le projet NCCR a été conçu compte tenu des nombreux enseignements tirés du projet NCORE : intensification des partenariats stratégiques, comblement des lacunes des stratégies et des informations relatives à la qualité de l'eau, hiérarchisation des investissements à l'échelle régionale, réexamen des stratégies en matière de parité femmes-hommes et d'inclusion sociale, et renforcement des moyens permettant d'atténuer les chocs climatiques à l'échelle régionale, qui sont un facteur déterminant des problèmes de développement liés aux inondations, aux sécheresses, à la pollution, à la dégradation des sols et à l'insécurité dans le domaine de l'eau en général.

Resserrement des partenariats stratégiques : Les institutions régionales disposent de capacités et de ressources limitées et ne peuvent être pleinement efficaces lorsqu'elles n'entretiennent pas de relations solides et ne mènent pas une action concertée. Le projet NCCR permet à

¹³ www.ikp.nilebasin.org

l'IBN, au NBD et à la LVBC¹⁴ de collaborer à l'élaboration de stratégies régionales en matière de résilience climatique et à la résolution de problèmes fondamentalement régionaux. Il s'agit notamment de répondre aux défis croissants posés par la qualité de l'eau dans le bassin du lac Victoria et, pour le NBD, de systématiquement optimiser l'utilité que présentent les systèmes d'alerte précoce en cas d'inondation de l'IBN pour les communautés les plus vulnérables aux chocs climatiques dans le sous-bassin du Nil oriental.

Mesurer la qualité de l'eau : Les efforts déployés par l'IBN pour faire face aux problèmes de qualité de l'eau ont porté essentiellement sur la gestion des bassins versants. NELSAPCU et ENTRO mettent en place des investissements dans les sous-bassins stratégiques et élaborent des guides sur les bonnes pratiques. Le projet NCCR contribuera à faire avancer ce programme en comblant les lacunes des données sur la qualité de l'eau et en déterminant les actions prioritaires à prendre pour améliorer ces dernières.

Hiérarchiser les investissements : Le projet NCORE a apporté un soutien à la réalisation d'études de faisabilité et de conception pour quatre investissements polyvalents dans les lacs équatoriaux du Nil, mais les investissements préparés par l'IBN n'obtiennent pas toujours l'adhésion des États membres. Le projet NCCR a intégré les enseignements tirés de l'expérience, notamment la nécessité d'impliquer les services compétents des ministères nationaux tout au long de la préparation du projet et de concilier les vues nationales et régionales lors du choix du site de manière à assurer la disponibilité de financements nationaux avant la réalisation des études et, ainsi d'accroître les chances de la poursuite

Promotion 2018 devant le Bureau technique régional du Nil oriental à Addis-Abeba (Éthiopie)

Crédit photo : ENTRO/IBN



de l'investissement. Le projet permettra de concevoir et d'améliorer des outils et des processus permettant d'identifier et d'analyser les possibilités d'investissement dans le domaine de l'eau, y compris des analyses préliminaires de scénarios d'investissement réalisées à l'aide du système d'appui à la décision. La sélection et la hiérarchisation des investissements seront accompagnées d'un solide renforcement des capacités et donneront lieu à un processus de collaboration des États membres avec l'IBN et les unités techniques des ministères.

Repenser les stratégies en matière de parité femmes-hommes et d'inclusion sociale : Le projet NCORE, maintenant clos, a permis de déployer des efforts notables en faveur de la parité, notamment en favorisant le recrutement de femmes dans le cadre du programme de stages et de jeunes professionnels d'ENTRO. Le plan d'action élaboré par l'IBN pour sa stratégie en faveur de la parité femmes-hommes est toutefois arrivé à échéance sans avoir donné de résultat. Durant la phase de conception du nouveau projet NCCR, le programme d'appui au bassin du Nil de CIWA a procédé à une analyse approfondie des questions de parité, qui a permis d'identifier de nouvelles possibilités, notamment la mise en place d'indicateurs tenant compte de ces questions et la détermination de valeurs de référence et de cibles pour chaque contexte, l'intégration d'une approche considérant les vues des femmes et des hommes dans le cadre des consultations tenues auprès des populations locales afin d'améliorer la diffusion des informations par le système d'alerte précoce en cas d'inondation du Nil oriental, et l'intégration de la dimension de parité dans les termes de référence des principales activités.

Prochaines étapes

Il s'agira en priorité de lancer l'enquête auprès des populations locales et l'évaluation des disparités entre les hommes et les femmes dans le cadre du système d'alerte précoce en cas d'inondation, de mettre en place le groupe de travail technique régional de haut niveau sur la sécurité des barrages et de mener des consultations sur l'alerte précoce en cas de crues éclairées à l'échelle du bassin. D'autres travaux s'appuieront sur le projet régional HydroMet mené par l'Union européenne et la Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (EU-GIZ) et permettront d'installer des équipements de surveillance de la qualité de l'eau dans une partie¹⁵ des 73 stations HydroMet.

¹⁴ Outre l'appui qu'elle apporte à l'IBN, la Banque mondiale soutient également la LVBC dans le cadre des projets de gestion de l'environnement du lac Victoria (LVEMP 1 et LVEMP 2). Les mandats respectifs de la LVBC et de l'IBN sont complémentaires, mais il serait toutefois souhaitable de renforcer l'approche régionale en intensifiant la coopération, notamment dans le domaine de la qualité de l'eau. La Banque mondiale et CIWA ont également soutenu le NBD dans le cadre du projet de participation de la société civile au renforcement de la résilience face au climat et dans le domaine social mené dans le bassin du Nil ; la participation du NBD au projet NCCR permettra de renforcer la mobilisation et la participation des parties prenantes aux activités du projet.

¹⁵ Le nombre exact de stations et de sites soutenus par le projet NCCR reste à déterminer, car l'activité sera revue et mise au point tout au long de sa mise en œuvre ; environ 39 stations seront équipées dans le cadre de ce projet.

Le projet a obtenu des fonds supplémentaires du Dispositif mondial de réduction des effets des catastrophes et de relèvement (GFDRR) et du Projet mondial sur les systèmes hydriques (GWSP) (voir annexe 5, tableau A5.1). Le financement additionnel du GFDRR servira à dresser une cartographie par images satellites des principales inondations dans le bassin du Nil pendant la saison des crues de 2021, à piloter des enquêtes de sensibilisation des populations locales pour mieux intégrer les besoins des femmes et des jeunes dans les systèmes d'alerte précoce en cas d'inondation et de sécheresse de l'IBN, et à institutionnaliser la sécurité des barrages. Le cofinancement du GWSP soutiendra un examen plus concerté des notes d'orientation relatives à la qualité de l'eau du lac Victoria avec les organisations régionales, les autorités nationales, les partenaires de développement, le secteur privé et les organisations de la société civile ; la préparation d'un plan d'assainissement global à l'échelle du lac ; des études des perspectives de participation du secteur privé et l'identification des possibilités de mise en place d'infrastructures « vertes et grises » pour le traitement des eaux usées dans le bassin du lac Victoria.

Des activités sont déjà consacrées à la mise en place d'une plateforme régionale de données et de services d'analyse basée sur le cloud pour le bassin du Nil, qui donnera accès à une boîte à outils d'observation de la Terre, à des analyses et à une visualisation en ligne, à la présentation électronique de données, de tableaux de bord analytiques et interactifs pour améliorer la qualité et l'utilisation des données, et de cartes et modèles sur la qualité de l'eau pour guider l'établissement de l'ordre de priorité des investissements dans les zones particulièrement exposées à la pollution. La plateforme de données et de services d'analyse du bassin du Nil facilitera l'établissement d'un écosystème de données gratuites/ dans le domaine public et de services d'analyse de manière à construire des tableaux de bord personnalisés et d'autres outils électroniques (par exemple, des cartes interactives), qui faciliteront la visualisation interactive de données relatives à des thèmes clés (climat, ressources en eau, environnement, questions sociales, économie). Une communauté ouverte d'utilisateurs des services de données et d'analyse du bassin du Nil a été établie en octobre 2021 pour faciliter la participation des parties prenantes.

La Commission du bassin du lac Victoria travaillera avec la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), et elle collaborera avec NELSAPCU à l'inclusion de la République démocratique du Congo et du Soudan du Sud afin de préciser et d'examiner les possibilités d'harmoniser les politiques de gestion de la qualité de l'eau dans la région des lacs équatoriaux du Nil. Elle invitera le NBD à soutenir les travaux menés dans le domaine de l'atténuation des risques d'inondation et de sécheresse sous la direction d'ENTRO et de NELSAPCU dans le cadre de leur cartographie des parties prenantes, et elle élaborera une stratégie de diffusion des informations afin de tenir compte des besoins des utilisateurs des outils d'alerte précoce.



Les participants à la Journée du Nil 2021 organisée par le forum de Discours du Nil nettoient les berges du Nil dans le gouvernorat de Dakahlia (Égypte).

Crédits photo : Egypt NDF.

Participation de la société civile au renforcement de la résilience climatique et sociale dans le bassin du Nil

Contexte

Le projet de participation de la société civile au renforcement de la résilience climatique et sociale mené dans le bassin du Nil soutient le Discours du bassin du Nil (NBD) depuis huit ans. Le NBD regroupe plus de 600 organisations de la société civile (OSC) des États du bassin du Nil et donne aux citoyens la possibilité de discuter et de défendre leurs intérêts, de participer à des actions de plaidoyer et à la prestation de services, et de renforcer leurs compétences et leur implication dans la coopération transfrontalière. Le NBD fait le lien entre les populations locales et les organisations nationales et intergouvernementales, notamment l'IBN, en vue de guider et de renforcer les projets transfrontaliers.

Le Discours du bassin du Nil a donné aux populations locales les moyens de prendre part à des activités de coopération transfrontalière.

Le NBD a réalisé des progrès considérables en matière de communication et de sensibilisation des membres de son réseau. Il a impliqué de nombreuses parties prenantes dans la préparation des projets au fil des ans, contribuant ainsi à une forte participation des citoyens à la gestion des ressources en eau transfrontalières. La refonte de son site web a entraîné une augmentation du nombre de visites sur ce dernier. Le NBD a réalisé neuf vidéos sur des thèmes tels

que les catastrophes liées à l'eau et en a fait la promotion sur les plateformes de médias sociaux.

La pandémie de COVID-19 a sérieusement entravé la capacité du NBD à organiser des rencontres sur le terrain pour favoriser les échanges transfrontaliers. Toutefois, plusieurs événements ont été organisés en ligne. Dans le cadre du 6^e Forum pour le développement du bassin du Nil (NBDF) en avril 2021, le NBD a coorganisé un séminaire virtuel sur le rôle moteur de la participation et de l'inclusion pour la bonne la gouvernance de l'eau dans le bassin du Nil (« *Participation and Inclusivity as Success Factors to Water Governance in the Nile Basin* »). Il s'est également associé à l'IBN pour les *Nile Media Awards 2021*, récompensant les journalistes pour des sujets promouvant la coopération transfrontalière dans le bassin du Nil. Il a proposé un format hybride pour les échanges transfrontaliers qui sera testé à Rusumo, où les premières réunions auront lieu près des sites du projet, et seront suivies de discussions virtuelles avec la communauté.

Les forums du Discours du Nil (NDF) de la NBD ont marqué la 15^e Journée nationale annuelle du Nil dans leurs pays respectifs en invitant à repenser les investissements régionaux dans le Nil (« *Rethinking Regional Investment in the Nile* »). Les manifestations ont mis l'accent sur la protection et la gestion des ressources naturelles grâce à un meilleur partage des données et des informations, le développement

Le principal et les élèves de l'école primaire Prisons plantent des arbres dans leur école à l'occasion de la campagne de sensibilisation à la conservation de l'environnement organisée par le Forum ougandais du Discours du Nil lors de la Journée du Nil 2021 à Jinja, en Ouganda.

Crédits photo : UNDF.



des infrastructures et le renforcement des capacités institutionnelles. Les jeunes ont participé à la plantation d'arbres et à des activités de défense de l'environnement. Des experts techniques nationaux ont fait le point sur la situation à plusieurs reprises, et le NBD a collaboré avec les médias pour communiquer des informations sur les activités en cours.

Prochaines étapes

La collaboration du NBD avec les populations locales se poursuivra au-delà de la clôture du projet en décembre 2021, mais sur une échelle plus réduite. Dans le cadre de l'action qu'il mène au niveau du projet NCCR, le NBD concevra des enquêtes de sensibilisation auprès des membres de la population qui permettront de comprendre les attentes de ces derniers ainsi que la manière dont les alertes précoces en cas d'inondations sont reçues et utilisées.

CIWA s'est inspiré de l'expérience du NBD pour entreprendre une cartographie des organisations de la société civile dans les pays du G5 Sahel¹⁶ afin de déterminer la faisabilité de la formation d'un réseau d'OSC qui servirait de porte-parole aux populations locales. Cette étude conclut principalement que les organisations de la société civile sont nombreuses au Sahel, mais que l'environnement juridique est loin d'être aussi étendu et adéquat dans tous les contextes et que la participation de la société civile à l'élaboration des politiques nationales et sectorielles reste insuffisante dans tous les pays, à l'exception du Burkina Faso. De nouvelles consultations sont en cours dans le bassin du Niger, auxquelles participeront l'Autorité du bassin du Niger, des organisations non gouvernementales (ONG) et des associations communautaires. Ces consultations permettront de déterminer les principaux critères de sélection des OSC et leur participation éventuelle à la conception et à la mise en œuvre des programmes relatifs à l'eau.

Qualité de l'eau des Grands Lacs

Contexte

Le bassin du lac Victoria, qui s'étend sur 194 000 km², est partagé par la Tanzanie (44 %), le Kenya (22 %), l'Ouganda (16 %), le Rwanda (11 %) et le Burundi (7 %). Il se caractérise par une pauvreté généralisée, par l'importance revêtue par les ressources naturelles pour les moyens de subsistance et par une forte densité de population qui accroît les pressions sur les terres, les forêts, les bassins versants et le lac lui-même. Il existe quatre causes principales de pollution – les sédiments, les produits agrochimiques, les effluents industriels et les déchets fécaux, liquides et solides humains – qui proviennent des zones rurales et agricoles en amont et des villes et des zones d'habitations informelles

¹⁶ Le G5 Sahel constitue un cadre institutionnel de coordination de la coopération régionale sur les politiques de développement et les questions de sécurité au Burkina Faso, au Mali, en Mauritanie, au Niger et au Tchad.

aux abords du lac. La pollution des eaux du bassin du lac Victoria aggrave l'eutrophisation, la prolifération des algues, les jacinthes d'eau, la salinité et la turbidité. Ce phénomène se traduit par un amenuisement des stocks halieutiques et de la biodiversité, qui aggrave l'insécurité alimentaire et favorise les maladies, et touche plus particulièrement les populations pauvres et les femmes.

La coopération technique sur la qualité de l'eau des Grands Lacs, qui s'est achevée pendant l'exercice 2021, s'est appuyée sur les actions menées pendant plus de deux décennies par la Banque mondiale pour lutter contre la dégradation de l'environnement dans le bassin du lac Victoria, dans le cadre de la série de projets de gestion de l'environnement du lac Victoria (LVEMP)¹⁷. L'objectif principal de cette coopération technique consistait à déterminer les domaines prioritaires essentiels dans lesquels la Banque pourrait intervenir à l'avenir et l'aide que cette dernière et les partenaires de développement pourraient fournir à cette fin.

Le projet sur la qualité de l'eau des Grands Lacs a permis de réduire la dégradation de l'environnement dans le bassin du lac Victoria.

Une note stratégique a été publiée sur l'amélioration de la qualité de l'eau dans le bassin du lac Victoria (« *Improving Water Quality in Lake Victoria Basin* »). Elle regroupe les recommandations, notamment les mesures et les possibilités d'opérations régionales et nationales axées sur le renforcement de la résilience dans des investissements multisectoriels. Il n'a pas été possible de collecter des données primaires en raison des restrictions imposées aux déplacements par suite de la COVID-19 ; mais une analyse documentaire a été réalisée et des consultations virtuelles ont été tenues avec près de 40 parties prenantes appartenant à plus de 30 organisations.

Une analyse multicritères a été réalisée grâce à l'assistance technique, qui a notamment donné lieu à l'élaboration de directives pour l'évaluation de la qualité de l'eau, l'identification de sites sensibles en ce qui concerne la qualité de l'eau et qui revêtent une importance au niveau transfrontalier, et la réalisation d'analyses pour la hiérarchisation des investissements. ENTRO, NELSAPCU et la LVBC ont bénéficié de ce soutien.

Il ressort principalement de cette analyse qu'aucun projet d'investissement ne peut, à lui seul, résoudre plus qu'une infime partie des problèmes liés à la qualité de l'eau du bassin du lac Victoria et que, pour traiter ces derniers de manière intégrée, il est nécessaire d'adopter des approches

à long terme, globales, associant plusieurs bailleurs de fonds et plusieurs parties prenantes, afin de coordonner les investissements, d'en démultiplier l'impact et de les catalyser. Il faudra, pour poursuivre conjointement une assistance technique, le renforcement des capacités et des investissements dans les infrastructures tout en maintenant les populations locales au centre des préoccupations, procéder à des analyses multisectorielles détaillées. Ces dernières devront commencer par évaluer les mesures déjà prises pour répondre aux besoins, recenser les lacunes, établir des modèles d'intervention solides et efficaces, relever les défis institutionnels, politiques et réglementaires, et exploiter de multiples sources de financement et autres formes de soutien pour renforcer les interventions.

Plusieurs autres enseignements majeurs ont été tirés :

- Il est essentiel de restaurer les lacs pour rétablir les moyens de subsistance et minimiser les effets de leur pollution tels que la mauvaise santé, la pauvreté, la migration forcée et les conflits internes.
- Il est nécessaire de prendre des mesures nationales résolues et de mettre en place une collaboration reposant sur les efforts déjà déployés par les États.
- La restauration des lacs passe par le renforcement des capacités des acteurs nationaux et de leur leadership.
- L'assistance technique permettra de conforter le renforcement des institutions, les cadres réglementaires et politiques, les mécanismes d'application, ainsi que les mesures incitatives et la mobilisation de ressources financières. Les populations locales et les ménages doivent être encouragés à adopter de bonnes pratiques pour réduire leur impact sur les lacs, de manière à contribuer à leur pérennité.
- La destruction des zones humides se traduit par des pertes de biodiversité et d'autres fonctions écologiques. Ce phénomène résulte essentiellement du développement de l'agriculture, de l'extraction de sable et d'argile et de l'évacuation des déchets industriels et humains.

Prochaines étapes

Cette assistance technique a permis d'obtenir des informations et des ressources importantes qui sont maintenant utilisées dans les activités menées dans le cadre du projet NCCR qui porte sur la qualité de l'eau du Lac Victoria. Un financement du GWSP a été accordé pour poursuivre ce travail dans le cadre du projet NCCR, et l'équipe cherche à obtenir des ressources supplémentaires du fonds d'affectation spéciale pour assurer la poursuite des activités recommandées. La prochaine étape consistera à préparer un plan d'assainissement complet à l'échelle du bassin pour nettoyer le lac Victoria. Ce dernier devra préciser les mesures régionales et nationales à prendre pour mobiliser le soutien de tous les partenaires de développement intéressés par le nettoyage du lac, y compris les bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux, les organisations de la société civile et leurs réseaux.

¹⁷ La série de projets LVEMP de la Banque mondiale visait à renforcer la gestion concertée des ressources naturelles transfrontalières du bassin du lac Victoria et à réduire les contraintes exercées sur l'environnement en ciblant les points chauds de pollution et certains sous-bassins versants dégradés, le but étant d'améliorer les moyens de subsistance des communautés tributaires des ressources naturelles de ce bassin. Les projets LVEMP ont été cofinancés par le Fonds pour l'environnement mondial, l'Agence suédoise pour le développement international et l'IDA.



Résilience face aux inondations et gestion des ressources en eau au Soudan

Contexte

Malgré un climat aride et semi-aride, le Soudan est vulnérable aux inondations provoquées par le Nil, qui touchent en moyenne 200 000 personnes chaque année. Le niveau du Nil a atteint son plus haut niveau en 100 ans lors de la crue de 2020 qui a provoqué des dommages considérables. Elle a en effet entraîné la mort de 120 personnes, détruit plus de 166 000 logements, 34 écoles et 2 671 établissements de santé, et a forcé quelque 125 000 réfugiés à chercher refuge et à se déplacer à l'intérieur du pays. Les dégâts infligés aux cultures et aux terres arables ont intensifié les risques d'insécurité alimentaire à long terme. Les inondations ont aussi provoqué la propagation de maladies, ainsi que des perturbations au niveau des transports, des marchés et de la prestation des services de base. Elles multiplient également les risques de défaillance des petits barrages et des structures de collecte d'eau, qui retiennent l'eau de ruissellement saisonnière pour la consommation, l'irrigation et l'élevage pendant la saison sèche. En juillet 2020, l'effondrement d'un barrage dans l'État du Nil bleu a provoqué l'inondation d'une ville de 100 000 habitants située en aval, tuant six personnes et détruisant plus de 1 200 habitations. Le système de prévision et d'alerte précoce en cas d'inondation du bassin du Nil s'est fortement dégradé en raison de l'insuffisance des investissements dans ce domaine depuis plusieurs années. La plupart des stations de surveillance du niveau de l'eau installées sur le réseau hydrographique du Nil sont dégradées, ce qui compromet la fiabilité de l'ensemble du système de prévision des crues. Il n'existe pas de système d'alerte précoce en cas d'inondation pour les cours d'eau saisonniers vulnérables (oueds) en dehors du réseau du Nil. L'insuffisance des données et des capacités d'utilisation des données hydrologiques, le manque de coordination au niveau des institutions et l'insuffisance des investissements dans des technologies permettant de se préparer de manière adéquate aux inondations et de les gérer sont autant de facteurs qui entravent l'efficacité des systèmes d'alerte précoce en cas d'inondation et de la gestion intégrée des ressources en eau.

Progrès réalisés

Le programme CIWA a soutenu la mise en place de protocoles pour la gestion des risques d'inondation et pour la sécurité des structures de collecte d'eau, de manière à renforcer les systèmes de prévision et d'alerte précoce, à améliorer la sécurité des barrages et autres équipements de gestion des inondations, et à renforcer les capacités institutionnelles. Il s'est appuyé, à cette fin, sur les progrès enregistrés au niveau régional en matière de prévision des inondations et de sécurité des barrages dans le cadre du projet NCORE. ENTRO¹⁸ a entrepris des travaux d'analyse et de renforcement des capacités auprès des autorités nationales, notamment au Soudan, mais il a surtout mis l'accent sur la sécurité des grands barrages.

¹⁸ <https://www.ciwaprogram.org/fr/media/competences-des-jeunes/>

COMMENT LE STRESS HYDRIQUE PEUT CONDUIRE À UNE CARRIÈRE DANS LA GESTION DES RESSOURCES EN EAU

Enfant, Amna Omer se demandait pourquoi la population soudanaise était tellement préoccupée par son accès à l'eau malgré l'abondance de cette ressource. Cela a fini par l'amener à faire carrière dans la gestion de l'eau.

« L'eau me passionne depuis mon plus jeune âge », déclare Amna Omer qui a aujourd'hui 28 ans. « Chaque fois que je voyais le Nil, je me demandais pourquoi nous manquions tous d'eau, malgré l'abondance manifeste de nos ressources. Cette question m'a amené à examiner les causes profondes du problème et j'ai décidé de me spécialiser dans la gestion des ressources hydriques. »

Aujourd'hui Amna Omer est ingénieure en ressources en eau au Bureau technique régional du Nil oriental (ENTRO).

CIWA sait qu'il est important de former la prochaine génération de spécialistes de l'eau et soutient le programme de jeunes professionnels suivi par Amna Omer pour aider les futurs professionnels de l'eau à comprendre le potentiel, les risques et les avantages des eaux transfrontalières, à acquérir des compétences et à forger des relations.

« Le programme de stage a eu un effet catalyseur et permis de dissiper certaines des idées erronées qui circulent sur les ressources en eau du Nil oriental et qui contribuent aux tensions entre les pays de la région » explique Amna Omer.

« Il est essentiel de tendre la main à la nouvelle génération de professionnels pour échapper aux conflits intergénérationnels et entrer dans une nouvelle ère de coopération, » ajoute-t-elle.





CORNE DE L'AFRIQUE

La Corne de l'Afrique est en proie à des épisodes de sécheresse de plus en plus intenses et fréquents, qui poussent les populations locales à se déplacer régulièrement dans leur pays et au-delà pour trouver des points d'eau. CIWA joue un rôle de premier plan pour aider les pays de la Corne de l'Afrique à mieux exploiter les eaux souterraines et pour approfondir les connaissances et la planification régionales en la matière, ainsi que pour renforcer la résilience des institutions face aux chocs liés au changement climatique. Il a en outre soutenu les efforts déployés par la Somalie pour renforcer ses capacités en favorisant les échanges transfrontaliers, l'instauration de relations de confiance et l'échange d'informations.

CORNE DE L'AFRIQUE

Initiative pour les eaux souterraines de la Corne de l'Afrique

Contexte

Trente pour cent de la population de la Corne de l'Afrique vit sur des terres arides et semi-arides. L'eau, dans cette région, provient principalement des nappes phréatiques. Ces dernières sont les plus à même de garantir la sécurité hydrique et de produire des avantages socio-économiques. Cette région doit faire face à des périodes de sécheresse de plus en plus longues, à des épisodes de sécheresse catastrophiques et intenses et à une variabilité de plus en plus importante de la durée de la saison des pluies.

La mise en valeur des ressources en eaux souterraines grâce aux forages et à la collecte de l'eau a permis de réduire les conflits liés à l'accès à l'eau et au partage des ressources transfrontalières. Les forages sont toutefois souvent réalisés sans véritable coordination ni consultation des populations locales, ce qui présente des risques pour l'environnement, les moyens de subsistance et la santé. Il devient particulièrement difficile, du fait de la nature transfrontalière des ressources en eau souterraine, d'évaluer la sécurité hydrique des populations et du bétail lorsque le volume des eaux de surface est moindre, et de gérer les ressources en eau sans menacer leurs utilisations prioritaires, comme l'approvisionnement en eau des populations.

L'initiative régionale pour les eaux souterraines de la Corne de l'Afrique est mise en œuvre par l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) afin de soutenir les efforts déployés par ses pays membres (Djibouti, Éthiopie, Kenya, Ouganda, Somalie, Soudan du Sud et Soudan) pour renforcer les capacités de mise en valeur et de gestion des eaux souterraines et enrichir la base de connaissances sur ces ressources régionales. Elle est entrée dans sa dernière année de mise en œuvre et se terminera durant l'exercice 2022.

Progrès réalisés

L'initiative pour les eaux souterraines enrichit les connaissances sur les ressources en eaux souterraines dans la Corne de l'Afrique.

Le projet a permis de consolider la base de connaissances sur les ressources en eaux souterraines de la région, notamment en déterminant la disponibilité des eaux de



Collecte d'eau le soir dans le village de Halayat, État de Kassala, Soudan.
Crédits photo : Sarah Farhat/Banque mondiale

surface, la variabilité de l'eau et la reconstitution naturelle des eaux souterraines peu profondes. Des évaluations ont été réalisées à Djibouti, en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda et au Soudan et sont en cours en Somalie et au Soudan du Sud. Des ateliers de vérification ont été organisés avec les États membres pour passer en revue les conclusions et recommandations de ces dernières. La plupart des activités sont en voie d'achèvement, notamment les rapports sur la gestion des connaissances et le renforcement des capacités ainsi que les évaluations des besoins de chacun des États membres, à l'exception du Soudan.

La portée du projet, qui prévoyait initialement de réaliser une étude de faisabilité portant sur trois aquifères transfrontaliers – Mt Elgon (Kenya et Ouganda), Merti (Kenya et Somalie) et Bagarra (Soudan du Sud et Soudan) – a été réduite. L'IGAD a demandé d'annuler l'étude de faisabilité pour deux aquifères (Mont Elgon et Bagarra) et de privilégier l'étude consacrée à l'aquifère de Merti faute de temps et de ressources. Le rapport préparatoire à cette dernière étude a été présenté aux représentants du Kenya et de la Somalie et examiné avec ces derniers. Les activités suivantes ont également été menées : étalonnage régional du modèle GeoSFM du bassin de la rivière Jubba-Chébéli, collecte et traitement des données relatives aux eaux souterraines, formation à la diplomatie de l'eau et première réunion du comité directeur du projet.

Prochaines étapes

Le projet, qui prendra fin pendant l'exercice 2022, apportera des éléments d'information à l'appui du 2^e Forum de l'eau organisé par l'IGAD¹⁹ qui traitera essentiellement de la contribution des eaux souterraines au renforcement de la résilience. Il fournit aussi des enseignements pour la conception et la préparation d'un projet d'intégration régionale financé par l'IDA, dont l'objectif sera de renforcer la résilience face au climat de certaines communautés en améliorant l'utilisation et la gestion durables des ressources en eaux souterraines. Ce projet, d'un montant de 375 millions de dollars, couvrira Djibouti, l'Éthiopie, le Kenya, la Somalie, le Soudan et l'IGAD.

Gestion des ressources en eaux transfrontalières en Somalie

Contexte

La mise en œuvre soutenue des réformes a permis à la Somalie de franchir la première étape pour obtenir un allègement de sa dette et de renouer pleinement avec la communauté internationale en mars 2020. Le rétablissement du pays est toutefois compromis par une situation politique encore incertaine et par sa vulnérabilité à des chocs comme les catastrophes climatiques, les invasions de criquets et les inondations. L'initiative de coopération technique menée en Somalie soutient les efforts déployés par le pays pour renforcer ses capacités grâce à des échanges transfrontaliers, l'instauration d'un climat de confiance et l'échange d'informations. Ces mesures lui permettent de formuler des solutions de mise en valeur des ressources en eau dans les bassins de Jubba et de Chébéli, de concevoir son programme transfrontalier et de poursuivre ces échanges.

Progrès réalisés

CIWA a aidé la Somalie à renforcer ses capacités, à instaurer un dialogue, à créer un climat de confiance et à définir un programme transfrontalier.

L'initiative de coopération technique, qui a pris fin en juin 2021, a soutenu la mise en place d'une formation portant sur la modélisation des ressources en eau, la formulation d'une stratégie nationale de l'eau et l'accroissement des données sur les débits des cours d'eau et des données régionales enregistrées sur le cloud. Les efforts menés pour tisser des relations et lancer un dialogue international sur les fleuves Chébéli et Jubba avec les pays en amont (Éthiopie et Kenya), ont quelque peu peiné, mais

la préparation, la collecte d'informations et l'expérience se sont améliorées en Somalie. La formation consacrée à la modélisation des ressources en eau s'est effectuée dans le cadre de quatre sessions d'une semaine au cours desquelles 13 techniciens ont appris à identifier les bassins devant être modélisés, à traiter les données climatiques, à préparer les modèles pour l'application de scénarios et à aider les responsables à prendre des décisions éclairées fondées sur des données. Les participants mettent à profit leur formation pour sélectionner les sites du projet sur l'eau pour la productivité et la résilience agropastorales (Biyoole), qui constitue le premier projet d'infrastructure financé par l'IDA en Somalie. La coopération a été renforcée par l'apport d'un soutien au personnel technique venu des différentes régions du pays, qui a permis d'établir une communauté de praticiens et un réseau de responsables techniques.

L'initiative de coopération technique a permis de produire les documents suivants :

- **Aperçu stratégique de la mise en valeur des ressources en eau et des options statistiques**, qui décrit l'importance des leviers de politique économique ne relevant pas du secteur de l'eau, notamment la politique commerciale et la planification familiale, pour résoudre les problèmes liés à l'eau.
- **Somalie : Gestion des données et de l'information au XXI^e siècle**, une évaluation de haut niveau des différentes solutions permettant de produire des données et des informations sur l'eau et de formuler des principes pour leur gestion.
- La Somalie a lancé la **Stratégie nationale pour les ressources en eau**, qui contribuera largement à la concertation relative aux eaux transfrontalières, car elle aidera le pays à déterminer les sites à considérer, ainsi la fréquence et la nature des données et des informations sur les ressources en eau qui doivent être échangées avec les pays voisins. Bien que cette stratégie tienne compte du temps nécessaire à la Somalie pour mettre en œuvre les actions proposées, elle offre à la Banque mondiale et au ministère de l'Énergie et des Ressources en eau un bon point de départ pour engager des discussions sur la manière d'améliorer le suivi et l'information sur les ressources en eau en Somalie.

Prochaines étapes

Cette coopération technique présente deux avantages importants : elle aide en effet la Somalie à élaborer un cadre permettant de présenter et de discuter des principaux problèmes et priorités du secteur avec ses partenaires de développement, et elle donne aux spécialistes somaliens du secteur de l'eau les moyens de faire valoir leurs priorités dans un contexte où la définition des programmes et

¹⁹ <https://igad.int/divisions/agriculture-and-environment/2709-1st-announcement-for-2nd-igad-water-forum-entebbe-uganda-5-7-october-2021-groundwater-for-resilience-a-virtual-and-face-to-face-event>

leur mise en œuvre sont généralement la prérogative des agences internationales et des ONG.

Cette assistance technique a aidé le personnel du ministère de l'Énergie et des Ressources en eau à renforcer ses capacités en gestion des eaux transfrontalières et en modélisation hydrologique et hydrique. Les objectifs d'apprentissage visant à effectuer des simulations hydrologiques au niveau des bassins et sous-bassins versants à l'aide du modèle d'évaluation des ressources hydrologiques n'ont toutefois pas été atteints en raison des restrictions imposées aux déplacements par suite de la pandémie de COVID-19. Les prochaines simulations donneront lieu à des activités plus poussées de renforcement des capacités et à un dialogue politique sur la modélisation et la gestion des données hydrométéorologiques.

La coopération technique a également aidé le ministère à préparer le projet sur l'eau pour la productivité et la résilience agropastorales en Somalie (Biyoole), financé par l'IDA, et le prochain projet de contribution des eaux souterraines à la résilience dans la Corne de l'Afrique.

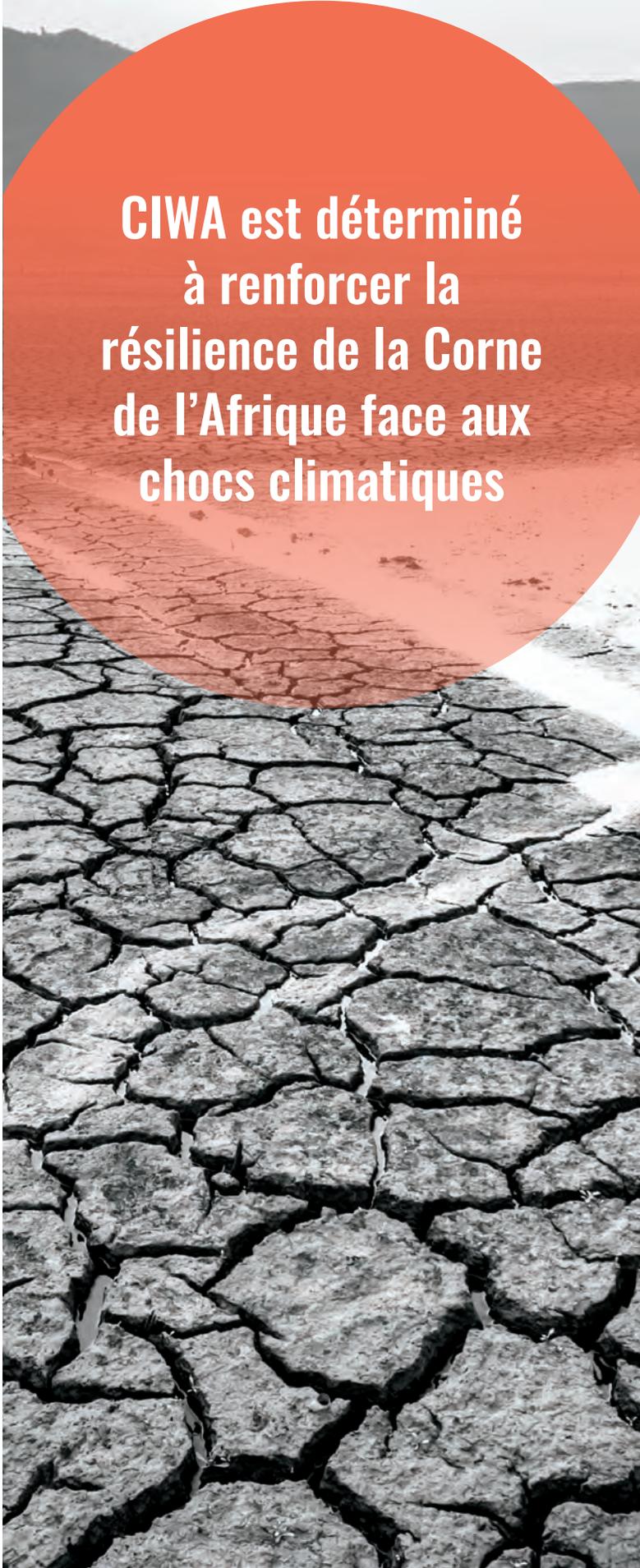
Renforcement de la résilience dans la Corne de l'Afrique

Contexte

Les pays de la Corne de l'Afrique font partie des 20 % des pays les plus vulnérables, selon l'indice ND-GAIN²⁰, qui mesure la vulnérabilité au changement climatique et la capacité à s'y adapter. Les effets du changement climatique aggravent les conséquences de chocs et de facteurs de stress concomitants, notamment l'invasion de criquets pèlerins (dans 13 pays), les conflits et l'insécurité. Les risques liés au climat étant régionaux par nature, les organisations régionales ont un rôle clé à jouer dans la préparation et la réponse à leurs effets. Cette initiative de coopération technique, qui entre dans sa deuxième année, vise à renforcer ces organisations et à créer un environnement plus propice à l'intensification des efforts d'intégration et des investissements dans la résilience. Elle soutient la préparation de produits qui permettront de dégager une vision de ce que pourrait être une Corne de l'Afrique résiliente, d'évaluer les possibilités d'investissement régional dans de multiples secteurs et d'améliorer les données, ainsi que les plateformes et événements axés sur la coopération.

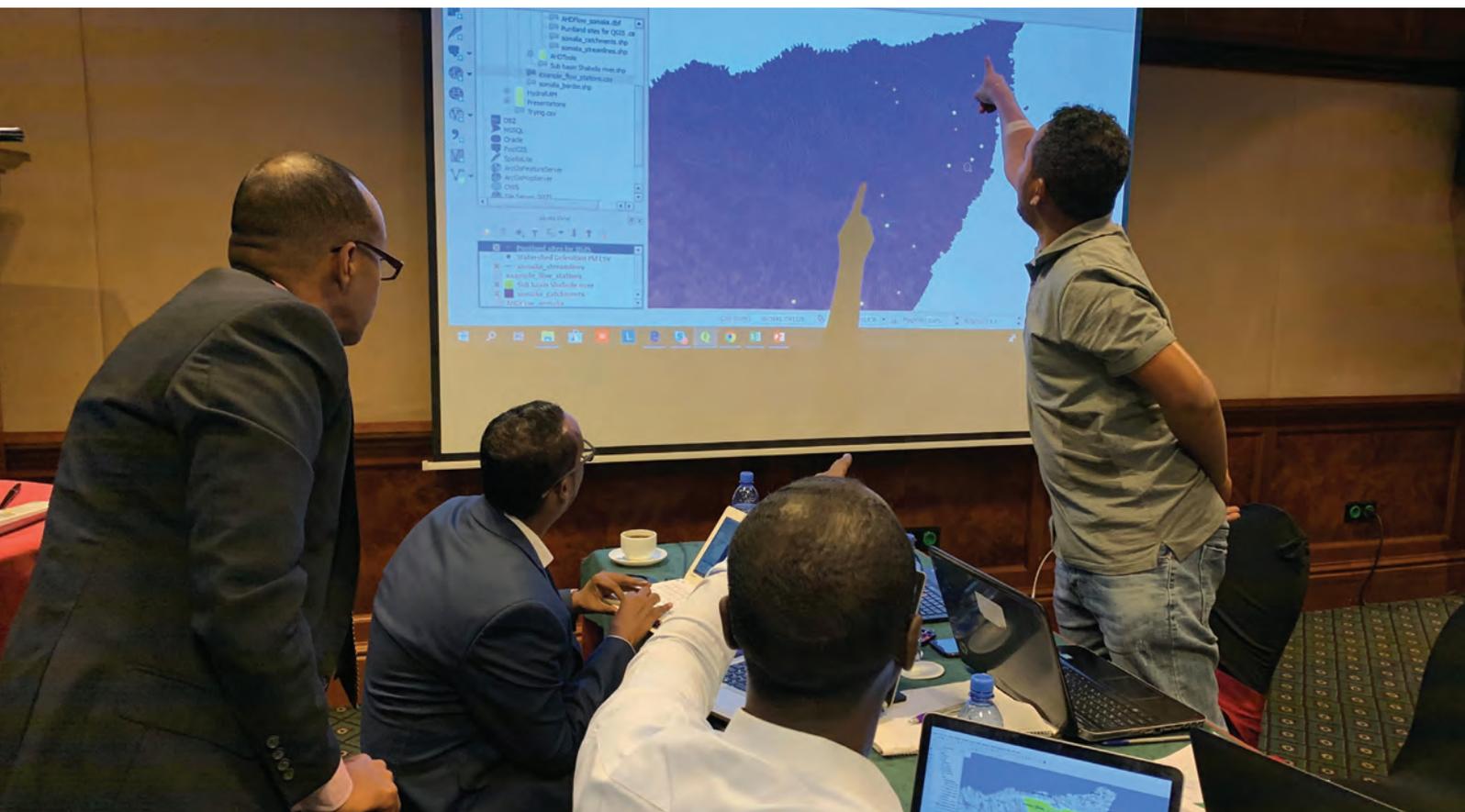
Progrès réalisés

L'initiative de coopération technique a permis de dresser un inventaire des initiatives régionales à l'appui de la résilience soutenues par la Banque mondiale, d'enrichir la base de connaissances et de renforcer la capacité institutionnelle à faire face aux chocs climatiques. Le



**CIWA est déterminé
à renforcer la
résilience de la Corne
de l'Afrique face aux
chocs climatiques**

²⁰ <https://gain.nd.edu/our-work/country-index/>



Formation à la modélisation des ressources en eau par HydroRam, en Somalie en 2020.

Crédit photo : Chantal Richey/Banque mondiale

rapport intitulé « *Invisible Bonds: Transboundary Resilience Building in the HoA* » (Liens invisibles : renforcement de la résilience transfrontalière dans la Corne de l’Afrique), présente les principaux enseignements tirés d’une sélection de projets régionaux financés par la Banque mondiale et recense les différentes stratégies adoptées en matière de résilience transfrontalière ainsi que les investissements potentiels. Il présente un nouveau cadre de résilience transfrontalière (T-Res), conçu à l’intention des praticiens qui participent à la conception et à la mise en œuvre de projets dans ce domaine. La démarche suivie pour ce cadre et les conclusions du recensement ont notamment servi à la conception du projet d’intégration régionale susmentionné sur la contribution des eaux souterraines à la résilience de la Corne de l’Afrique, en approfondissant son approche du renforcement de la résilience transfrontalière et en adoptant une démarche solide et systémique pour la conception des composantes et des sous-composantes du projet.

Ces échanges ont créé une dynamique favorable au renforcement des capacités et de la coopération dans le cadre d’un programme régional de résilience de plus vaste portée. L’initiative a donné lieu à plusieurs réunions consultatives techniques sur les menaces transfrontalières, en collaboration avec les pays de la Corne de l’Afrique, les parties prenantes régionales et les partenaires de

développement, en vue d’améliorer la préparation et la réactivité de la région aux chocs transfrontaliers.

Prochaines étapes

Des produits du savoir sont en préparation, qui permettront de mieux comprendre le rôle des institutions et des organisations de la Corne de l’Afrique dans le renforcement de la résilience et d’accroître la réserve de projets d’investissement dans ce domaine dans la région. Il s’agit notamment de :

- L’évaluation institutionnelle concernant la gestion régionale des eaux souterraines, qui apportera un éclairage sur le rôle des communautés dans la gestion des eaux souterraines, ainsi que sur les difficultés et les avantages que présentent les eaux souterraines pour la résilience des populations locales face au changement climatique.
- La note de synthèse sur le renforcement des institutions locales pour favoriser la résilience dans la Corne de l’Afrique, qui reprendra les conclusions de plusieurs études de cas, d’un examen plus large et de deux études secondaires portant sur les conflits, la résilience et les institutions confrontées à la sécheresse et à l’insécurité alimentaire.
- L’évaluation qualitative rapide visant à renforcer la gestion des risques de sécheresse, qui met l’accent sur le secteur de l’eau au Kenya.

AFRIQUE DE L'OUEST ET AFRIQUE CENTRALE

Le développement de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale sera tributaire des eaux transfrontalières, qu'il s'agisse des eaux de surface ou des eaux souterraines. CIWA s'est orienté vers des collaborations stratégiques avec les pays du G5 Sahel et certains pays voisins pour répondre aux besoins en matière de connaissances et de gestion des eaux souterraines et de surface, de mesures stratégiques et d'investissements. Il se prépare à renforcer son soutien au bassin du lac Tchad en mettant l'accent sur le développement d'un cadre régional transformateur pour la sécurité hydrique.

AFRIQUE DE L'OUEST ET CENTRALE

Améliorer la gestion des ressources en eau dans le Sahel central et dans le Sahel occidental

Contexte

Le Sahel, dont 80 % de la population vit avec moins de 2 dollars par jour, connaît une pauvreté généralisée. Sa population, qui est en outre l'une des plus jeunes et des plus dynamiques au monde, devrait doubler d'ici 2045. Cette région présente les niveaux de capital humain les plus bas du monde et doit faire face à de graves difficultés, notamment en raison du changement climatique et de sécheresses de plus en plus dévastatrices. Les saisons des pluies sont plus courtes, plus intenses et moins prévisibles, ce qui augmente le risque d'inondation dans l'un des endroits les plus secs du monde.

L'initiative de coopération technique visant à améliorer la gestion des ressources en eau dans le Sahel central et dans le Sahel occidental, d'une durée de trois ans, a pour ambition d'améliorer la gestion des ressources en eau en identifiant des mesures et des investissements concrets et en comblant les insuffisances fondamentales au niveau des connaissances et des capacités. La première étape des consultations et de la sélection des activités s'est achevée en novembre 2020 avec la sélection de sept interventions.

Progrès réalisés

Les différentes interventions ont été lancées en 2020 et ont bien progressé ; l'une d'entre elles est terminée :

- **Burkina Faso — Mobilisation des ressources en eau au service du développement** : Cette intervention visait à effectuer un diagnostic rapide des difficultés actuelles et émergentes liées aux ressources en eau et à formuler des recommandations pour un programme intégré de sécurité hydrique afin d'y faire face. Le projet a impliqué les principaux interlocuteurs gouvernementaux du secteur de l'eau au Burkina Faso, sous la direction du ministère de l'Eau et de l'Assainissement. L'étude a été cofinancée par la Banque mondiale, et les recommandations formulées au niveau national font l'objet d'un projet de note technique qui sera présenté lors d'une table ronde organisée en octobre 2021 par les partenaires de développement. Dans le même temps, les problèmes et les possibilités de coopération transfrontalière avec le Ghana dans le bassin de la Volta sont également analysés et feront l'objet d'un chapitre distinct préparé avec le Ghana (voir ci-dessous).
- **Ghana — Résoudre les principales difficultés liées à la gestion des ressources en eau** : Cette initiative vise à élaborer un cadre de discussion entre le gouvernement ghanéen et les partenaires de développement sur les priorités d'investissement et les mesures politiques et institutionnelles à prendre pour améliorer la gestion des ressources en eau, en mettant l'accent sur le nord du Ghana. Elle a mobilisé les principaux représentants du secteur de l'eau au sein du gouvernement ghanéen, sous la direction du ministère de l'Assainissement et des Ressources en eau. Les aspects transfrontaliers de cette étude sont coordonnés avec l'équipe du Burkina Faso (voir ci-dessus), et feront l'objet d'un chapitre conjoint présentant les opportunités et les recommandations, en raison des liens étroits créés en amont avec le Burkina Faso par les différents affluents du bassin de la Volta. Ce chapitre servira de base aux discussions internes qui se tiendront entre la Banque mondiale et CIWA en décembre 2021, et qui seront éventuellement suivies de discussions avec les pays et l'Autorité du bassin de la Volta. Ce rapport sera achevé pendant l'exercice 2022.
- **Côte d'Ivoire — Évaluation des insuffisances liées à la gestion des ressources en eau** : Cette initiative vient appuyer une revue sectorielle rapide et la formulation d'un programme intégré de sécurité hydrique et de services liés à l'eau susceptible de répondre aux besoins de différents secteurs dans ce domaine. Les principaux interlocuteurs sont le ministère de l'Hydraulique et le ministère des Eaux et forêts de la Côte d'Ivoire. La synthèse des difficultés rencontrées au niveau national, dont l'identification a bien progressé, sera présentée dans un rapport préliminaire en janvier 2022, mais les priorités concernant les évaluations transfrontalières n'ont pas encore été arrêtées avec les autorités nationales.
- **Renforcement de la sécurité hydrique dans les pays du G5 Sahel (régional)** : Cette initiative comprend une analyse rapide des enjeux de la sécurité hydrique et des recommandations pour les prochains investissements dans la sécurité hydrique régionale. Elle propose une

approche axée sur le développement afin de préciser les liens entre développement socio-économique et fragilité, ainsi que 14 principes directeurs pour les prochaines initiatives régionales en matière de sécurité hydrique. Les organismes de bassins fluviaux restent un interlocuteur important étant donné la nature transfrontalière de la plupart des ressources en eau au Sahel ; il est toutefois suggéré dans ce document de faire dûment participer d'autres acteurs, notamment les éleveurs et les agriculteurs ou les utilisateurs ruraux et urbains, selon la nature du problème. Cette initiative a été cofinancée par la Banque mondiale et a fait l'objet de discussions avec l'Alliance Sahel, le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel, le Comité économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Autorité du bassin du Niger (ABN) et l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal. L'équipe s'appuie sur ces conclusions pour examiner les domaines dans lesquels il serait possible de consentir des investissements et d'apporter un soutien technique et un appui en matière de savoirs.

- **Mise en œuvre d'une stratégie de stockage de l'eau dans le Sahel occidental** (thématique) : Alors que l'Afrique de l'Ouest connaît la croissance démographique la plus rapide au monde, les ressources en eau dont elle dispose sont de moins en moins abondantes. Dans le même temps, l'approche traditionnelle consistant à stocker l'eau au moyen de grands réservoirs et barrages est de plus en plus remise en question pour des raisons environnementales et sociales, ce qui suscite de graves questions sur la manière dont cette région trouvera l'eau dont elle a besoin. La recherche et la mise au point de solutions à petite échelle et respectueuses de la nature pour le stockage de l'eau répondent à un besoin régional urgent. Il a été fait appel à un consortium d'organisations techniques de premier plan (Aidenvironment, Rain Foundation, IHE Delft, Meta Meta, Acacia, IGRAC, WOCAT et GWP Afrique de l'Ouest, entre autres). Les études analytiques pour la mise au point des typologies sahéniennes et des stratégies recommandées de stockage sont terminées, et les versions préliminaires des manuels techniques et de mise en œuvre devraient être prêtes en novembre 2021. Un outil d'aide à la décision en ligne a également été mis au point à l'intention des praticiens et sera mis à l'essai au Niger en 2022, avant d'être déployé dans la région.
- **Identification de partenaires pour le dialogue avec les organisations de la société civile dans le Sahel occidental** (thématique) : Un diagnostic préliminaire des organisations de la société civile dans les pays du G5 Sahel a été réalisé ; il devrait être établi sous sa forme définitive après de nouvelles consultations au cours de l'exercice 2022. Ce travail prometteur permettra de déterminer comment impliquer plus efficacement les organisations de la société civile dans la conception et la mise en œuvre des programmes liés à l'eau et de tirer parti de leur expérience et de

Le projet sur le Sahel permettra d'améliorer la gestion des ressources en eau en identifiant les investissements et en comblant les lacunes en matière de savoirs et de capacités

leur capacité à atteindre, autonomiser et représenter les groupes vulnérables et socialement exclus.

Prochaines étapes

Les interventions régionales concernant le G5 Sahel et les trois activités thématiques feront l'objet de consultations approfondies au cours de l'exercice 2022 auprès des partenaires régionaux et nationaux, des partenaires de développement et des parties prenantes internes de la Banque mondiale afin de déterminer les mécanismes qui permettront de soutenir les investissements et la coopération technique. La Note d'orientation sur la contribution de l'eau au développement du Burkina Faso à l'horizon 2030 doit servir de document de référence pour la table ronde sur les ressources en eau organisée par le pays en octobre 2021 et contribuera à la préparation d'un projet national sur la sécurité hydrique qui pourrait bénéficier d'un financement de la Banque. Les rapports du Ghana et de la Côte d'Ivoire seront achevés fin 2021. Ces trois évaluations nationales comporteront des chapitres conjoints axés sur l'identification de domaines, de thèmes et de régions spécifiques dans lesquels la concertation et la coopération transfrontalières pourraient être renforcées. Elles serviront de base aux discussions entre la Banque mondiale et CIWA organisées en décembre 2021, lesquelles pourront être suivies de discussions avec les pays et leurs homologues

Un jeune garçon se repose pendant que ses vaches et son cheval s'abreuvent.

Crédits photo : CBLT



régionaux, telle que l'Autorité du bassin de la Volta, afin de promouvoir les investissements potentiels et l'appui en matière de savoirs. Les chapitres conjoints sur la coopération transfrontalière seront achevés d'ici janvier 2022.

Coopération transfrontalière autour du lac Tchad

Contexte

La région du lac Tchad²¹ s'étend sur les parties les plus pauvres et les plus marginalisées des différents pays qui se partagent ce bassin hydrologique actif. Sa population est prise en tenaille entre les risques de conflit et les risques climatiques. En effet, la plupart des pays ne sont plus en mesure de faire face aux tensions politiques, sociales et sécuritaires de la dernière décennie, et le changement climatique accroît encore la variabilité des conditions et l'incertitude. La Commission du bassin du lac Tchad (CBLT), dont la mission est de gérer les ressources transfrontalières du bassin, est l'une des principales plateformes de coopération régionale. Pourtant, le lac reste l'un des endroits les plus difficiles à administrer.

De nombreux efforts sont déployés par la communauté internationale pour promouvoir la paix et la stabilité dans la région. CIWA a récemment achevé sa dernière intervention de soutien analytique, le Dialogue sur l'action à mener dans le lac Tchad²², et a appuyé la préparation du plan d'action pour le développement et la résilience climatique du lac Tchad, qui a été présenté par les chefs d'État de la CBLT lors de la COP21 à Paris en 2015. Ces travaux ont permis de lancer la conception d'un vaste projet régional d'investissement pour la relance et le développement du lac Tchad (PROLAC), financé par l'IDA et approuvé par la Banque mondiale en 2020.

Aujourd'hui, CIWA soutient un nouveau cycle de concertation dans le cadre du programme sur la sécurité de l'eau transfrontalière du lac Tchad. Ce programme vise à renforcer les interventions de la Banque mondiale dans le secteur de l'eau dans la région du lac Tchad et à passer d'une approche conventionnelle des eaux transfrontalières à un cadre régional porteur de transformation dans le domaine de la sécurité hydrique. Il comportera deux volets : il commencera en effet par évaluer l'état actuel de la sécurité hydrique au niveau de la coopération transfrontalière dans le bassin, puis il catalysera et soutiendra les investissements nationaux et régionaux.

²¹ Le lac Tchad est un lac tropical du Sahel, entouré de terres humides, que se partagent le Cameroun, le Niger, le Nigeria, et le Tchad. Certaines parties de la République centrafricaine se situent dans son bassin hydrologique actif et certains des aquifères reliés au lac se trouvent en Libye.

²² L'assistance technique de CIWA à la CBLT dans le cadre du Dialogue sur l'action à mener dans le lac Tchad a pris fin au cours de l'exercice 2020 et a guidé cette nouvelle phase de soutien.

Progrès réalisés

L'initiative de coopération technique pour le lac Tchad permettra d'élaborer un cadre régional porteur de transformation dans le domaine de la sécurité hydrique.

Le premier volet du programme permettra de jeter les bases analytiques et institutionnelles nécessaires pour assurer la sécurité hydrique. Il permettra de réaliser une évaluation approfondie de la sécurité hydrique, qui aidera à identifier les lacunes sur le plan analytique et institutionnel ainsi que les différents réformes, programmes ou projets en cours ou à venir susceptibles d'être soutenus dans le cadre du deuxième volet. Cette évaluation, qui s'appuie sur un processus de consultation systématique des principales parties prenantes du bassin, étudiera des thèmes majeurs tels que l'eau et la trappe du climat et des conflits, le rôle des organisations de la société civile, et comprendra une analyse approfondie de la gestion des eaux souterraines, dont certaines parties seront réalisées en partenariat avec l'UNICEF. L'évaluation de la sécurité hydrique a été lancée en juillet 2021 et devrait prendre fin en septembre 2022.

Le deuxième volet comprendra des activités destinées à soutenir les opérations en cours ou prévues en fonction des conclusions de cette évaluation. Il commencera par l'apport d'un soutien à la CBLT dans le cadre du PROLAC pour la gestion des communications et des connaissances, mais d'autres activités seront identifiées et conçues pendant le déroulement de l'évaluation selon les besoins, l'état de préparation, les répercussions et la pertinence pour le bassin du lac Tchad. Ces activités pourraient permettre d'identifier des investissements susceptibles d'être soutenus dans le cadre des prochaines phases du PROLAC.

Prochaines étapes

Un premier atelier de consultation sera organisé avec les principales parties prenantes d'ici octobre 2022 pour vérifier l'adéquation de l'approche proposée face aux besoins de la région.

Un premier projet devrait être présenté d'ici mars 2022, date à laquelle une nouvelle série d'ateliers plus approfondis sera organisée afin de recueillir les réactions sur le terrain et de finaliser l'évaluation de la sécurité hydrique. Ces ateliers aideront à mieux comprendre les perspectives et les priorités des pays, et du bassin dans son ensemble, en matière de sécurité hydrique. Ils permettront également d'obtenir les réactions des clients et l'adhésion nécessaire pour améliorer le modèle de soutien à la gestion transfrontalière dans le bassin.

Le soutien à la CBLT, dans le cadre du deuxième volet, devrait commencer en septembre 2021 et s'achever en



Membres d'une coopérative de femmes devant les panneaux solaires alimentant la pompe submersible de puits creusés à la main pour l'irrigation à petite échelle.
Crédits photo : UHL & Associates, Inc.

mars 2022. D'autres activités pourraient être lancées en parallèle, au fur et à mesure que de nouvelles possibilités de soutien opérationnel seront mises en évidence par l'évaluation de la sécurité hydrique. L'examen annuel portera également sur les activités en cours et proposées dans le cadre du deuxième volet.

Initiative sur les eaux souterraines au Sahel

Contexte

L'initiative de coopération technique de CIWA sur les eaux souterraines au Sahel, qui entre dans sa deuxième année de mise en œuvre, vise à renforcer les bases nécessaires à l'amélioration des connaissances sur les eaux souterraines et des capacités de gestion dans le Sahel occidental. Elle a trois objectifs principaux : fournir des solutions, notamment en ce qui concerne la parité femmes-hommes, afin de lever les contraintes qui pèsent sur l'utilisation des eaux souterraines pour l'irrigation à petite échelle par les agriculteurs, faire le point sur les capacités d'évaluation et d'exploration des eaux souterraines dans le Sahel occidental, en mettant l'accent sur les situations de fragilité, de conflits et de violence, et faciliter la coopération régionale en matière de développement de l'expertise dans le domaine des eaux souterraines.

Les activités d'assistance analytique et technique appuient les efforts déployés par le Burkina Faso, la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Tchad pour compiler et analyser les informations disponibles sur la gestion des ressources en eau, identifier les lacunes importantes et déterminer les mesures à prendre pour les combler.

L'initiative sur les eaux souterraines au Sahel permettra d'améliorer les connaissances sur ces ressources et de renforcer les capacités dans le Sahel occidental

Progrès réalisés

Les premiers résultats ont donné lieu à une analyse des lacunes et à une typologie des écosystèmes dépendant des eaux souterraines, ainsi qu'à des recommandations visant à combler les lacunes des données. La quantification et l'évaluation des ressources en eau souterraine au Sahel sous-estiment, ou n'incluent pas, l'utilisation des eaux souterraines par les micro-organismes, les animaux et les plantes, et les substrats associés, dont le fonctionnement dépend de la présence d'eau dans le sous-sol et/ou de son émergence à la surface. Le volume d'eau réellement disponible pour de nouvelles activités de mise en valeur peut donc être surestimé. Le rapport final présentera une analyse plus approfondie, ainsi que la conception d'une carte des écosystèmes dépendants des eaux souterraines établie en fonction de la typologie. Il s'agit de la toute première estimation de la valeur de la biodiversité régionale.

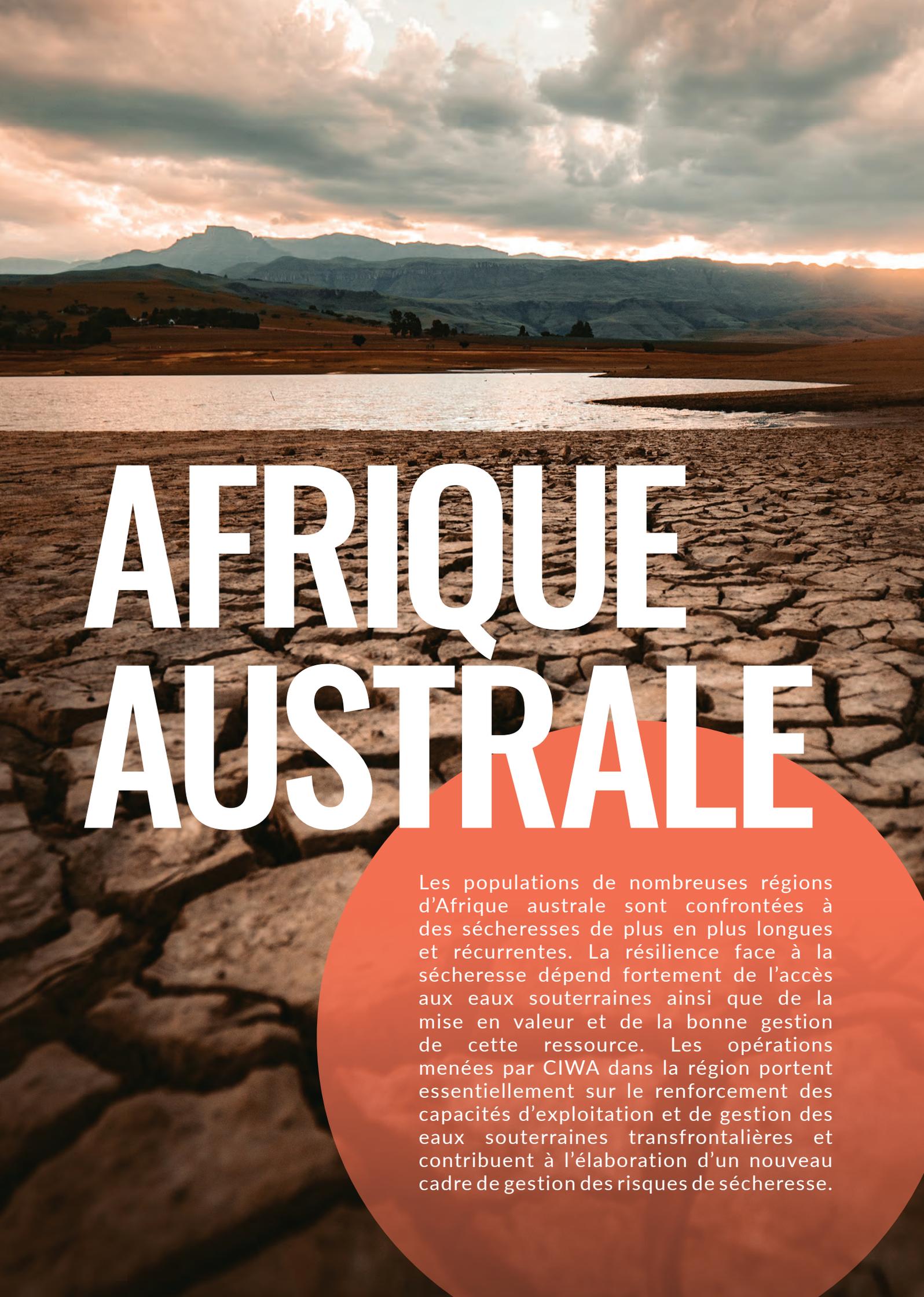
Les premiers résultats couvrent également l'identification des obstacles qui entravent la parité femmes-hommes, notamment en ce qui concerne l'accès aux eaux souterraines pour l'irrigation, les activités de gestion des eaux souterraines et les carrières dans le domaine de l'hydrogéologie. Des activités sont en cours pour remédier à ces disparités.

Prochaines étapes

Partant des recommandations du diagnostic susmentionné concernant l'état des connaissances sur les eaux souterraines au Sahel et compte tenu des obstacles à l'accès des femmes aux carrières dans le secteur de l'eau, un mécanisme de coopération scientifique et/ou universitaire au Sahel sera établi pour former la prochaine génération de spécialistes dans ce domaine, et pour aider les scientifiques à coopérer sur les aquifères transfrontaliers.

Pendant l'exercice 2022, l'initiative évaluera également une approche de gestion intégrée aux niveaux local, national et international qui permettrait de mettre en valeur les ressources en eaux souterraines à des fins productives dans le cadre de l'approche « une seule santé²³ ». Elle traitera également des nouvelles questions liées à la qualité des eaux souterraines, en mettant l'accent sur la qualité des eaux souterraines peu profondes se trouvant dans les zones urbaines et dans les situations de fragilité, de conflits et de violence. Un projet pilote sera également conçu dans le but de promouvoir l'utilisation des eaux souterraines pour l'irrigation à petite échelle par les agriculteurs dans les zones disposant de ressources peu profondes, tout en veillant à ce que les femmes aient tout autant accès que les hommes à la technologie déployée.

²³ L'expression « une seule santé » a été forgée pour représenter les liens inextricables entre la santé humaine et animale et la santé des écosystèmes qu'ils habitent. <https://oneworldonehealth.wcs.org/news/ID/16322.aspx>



AFRIQUE AUSTRALE

Les populations de nombreuses régions d'Afrique australe sont confrontées à des sécheresses de plus en plus longues et récurrentes. La résilience face à la sécheresse dépend fortement de l'accès aux eaux souterraines ainsi que de la mise en valeur et de la bonne gestion de cette ressource. Les opérations menées par CIWA dans la région portent essentiellement sur le renforcement des capacités d'exploitation et de gestion des eaux souterraines transfrontalières et contribuent à l'élaboration d'un nouveau cadre de gestion des risques de sécheresse.

AFRIQUE AUSTRALE

Gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC

Contexte

Les 16 États membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)²⁴ sont extrêmement vulnérables au changement climatique, notamment aux épisodes de sécheresse répétés et prolongés qui compromettent la sécurité alimentaire, la production d'énergie et l'accès à l'eau et aux services écologiques. Le manque d'infrastructures résilientes face au climat et de systèmes d'assurance climatique dans la plupart des pays d'Afrique australe pourrait accentuer ces risques.

La pandémie de COVID-19 a accentué les vulnérabilités aux chocs liés à l'eau et au climat. L'insécurité alimentaire devrait considérablement s'aggraver. En outre, la dégradation de la situation macro-budgétaire compromet la capacité des pouvoirs publics à mettre en place des systèmes de protection sociale ou à financer ceux qui existent déjà. Ces différents facteurs fragilisent les pauvres et pèsent lourdement sur les femmes.

La contribution essentielle des eaux souterraines au développement et à la résilience exige une exploitation plus durable des eaux de surface et des eaux souterraines dans la région, qui compte 30 aquifères transfrontaliers et 15 bassins fluviaux. Le protocole de la SADC sur les cours d'eau partagés, la politique régionale de l'eau et la stratégie régionale de l'eau constituent le cadre dans lequel l'Institut de gestion des eaux souterraines de la SADC (GMI) inscrit l'action qu'il mène pour promouvoir au niveau régional la gestion et l'exploitation durables des ressources en eaux souterraines.

Le projet de gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC, qui s'est achevé en juin 2021, a permis d'atténuer les effets du changement climatique, de la pollution et d'une rapide augmentation de la demande d'eau en renforçant la capacité institutionnelle et technique de mise en œuvre des réformes nationales et en facilitant la coopération au niveau des aquifères partagés. CIWA a soutenu la gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC et dans le cadre de sa collaboration avec cinq commissions de bassin fluvial : Commission de l'Orange-Senqu (ORASECOM), Commission du bassin du Limpopo (LIMCOM), Commission des cours

d'eau de Cuvelai (CUVECOM), Commission de bassin du Zambèze (ZAMCOM) et Commission permanente des eaux du bassin de l'Okavango (OKAKOM).

Progrès réalisés

Ce qui suit résume les réalisations du projet clôturé.

Les 13 projets de financement subsidiaires ont contribué de manière déterminante aux changements intervenus dans la gestion des eaux souterraines et, ce faisant, ont permis d'améliorer les conditions socio-économiques, l'accès à l'eau et l'équité de la répartition des ressources en eau souterraine. Les financements ont été octroyés au Malawi (1), au Botswana (3), au Zimbabwe (3), à la Tanzanie (1), au Mozambique (1), à la Zambie (1), à la Namibie (1), à l'Eswatini (1) et au Lesotho (1). Les activités couvertes étaient, notamment, des études visant à mieux cerner les possibilités d'exploitation et de gestion des aquifères transfrontaliers et à enrichir les connaissances sur les eaux souterraines. Des analyses diagnostiques transfrontalières et un programme d'action subsidiaire ont été réalisés pour trois aquifères transfrontaliers : le Shire (Malawi/Mozambique), le bassin de l'est du Kalahari-Karoo (Botswana/Zimbabwe), et le Tuli-Karoo (Afrique du Sud/Botswana/Zimbabwe). Ces différents travaux ont abouti à l'établissement de cadres communs permettant de définir et de formuler des stratégies, des programmes et des investissements pour faire face aux problèmes transfrontaliers de gestion de l'environnement et de la biodiversité.

Afin de renforcer les politiques régionales de gestion des ressources en eau, le projet a établi des rapports d'analyse des carences stratégiques, juridiques et institutionnelles dans le domaine des eaux souterraines et a élaboré des plans d'action pour la région et pour chacun des 16 États membres de la SADC. Le projet a permis de mettre en œuvre certaines interventions prioritaires prévues dans les plans d'action stratégiques régionaux de la SADC pour la gestion intégrée des ressources en eau (phase IV, 2016-2020)²⁵, conformément au protocole révisé de la SADC sur les cours d'eau partagés (2000)²⁶ et aux accords relatifs aux bassins hydrographiques. Il a donné lieu à une actualisation de la carte du risque posé aux nappes souterraines par la sécheresse²⁷ ainsi qu'au recensement des points chauds pour la sécurité hydrique et des moyens d'approvisionnement en eau. Vingt initiatives ont été mises en œuvre conjointement avec les cinq principaux organismes de bassin dans le but de promouvoir la prise en compte des eaux souterraines. Des groupes de coordination nationaux multipartites ont été établis dans cinq États membres afin d'améliorer la promotion et la gouvernance des eaux souterraines. La SADC-GMI a élaboré des directives pour assurer une

²⁴ Afrique du Sud, Angola, Botswana, Comores, Eswatini, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, République démocratique du Congo, Seychelles, Tanzanie, Zambie, et Zimbabwe.

²⁵ https://www.sadc.int/files/9914/6823/9107/SADC_Water_4th_Regional_Strategic_Action_Plan_English_version.pdf

²⁶ https://www.sadc.int/documents-publications/show/Revised_Protocol_on_Shared_Watercourses_-_2000_-_English.pdf

²⁷ https://sadc-gip.org/layers/Groundwater_drought_risk_updated_final:geonode:Groundwater_drought_risk_updated_final

gestion coordonnée des différentes questions relatives aux eaux souterraines.

La SADC-GMI a renforcé les capacités de ses États membres en menant à bien de nombreuses initiatives de promotion des savoirs et des projets d'infrastructure pilotes. Des mesures ciblées ont permis de renforcer les capacités des ministères, notamment en formant 200 personnes à la collecte, à la gestion et au partage des données sur les eaux souterraines. Le projet a financé 65 stages pour de jeunes professionnels, dont 34 % de femmes, qui ont ainsi pu travailler sur des projets de collecte et de gestion de données et mettre en place le portail d'information sur les eaux souterraines de la SADC²⁸ et les archives documentaires sur les eaux souterraines de la SADC²⁹. Les formations organisées ont été relativement moins nombreuses et se sont déroulées pour la plupart de manière virtuelle en raison de la pandémie de COVID-19.

Prochaines étapes

Les systèmes d'information utilisés pour gérer les données sur les eaux souterraines dans la région sont très divers. Il importe de renforcer la mise en œuvre des plans d'action pour la gestion des eaux souterraines qui ont pu être formulés, d'accroître les capacités hydrogéologiques des institutions publiques et d'établir des réglementations. Ces dernières, lorsqu'elles existent, ne sont souvent pas appliquées et les activités illicites sont rarement sanctionnées. De plus, la coordination avec les secteurs de l'énergie et des mines est limitée.

Un financement de 9 millions de dollars de CIWA a été approuvé pour la nouvelle phase du projet de gestion durable des ressources en eau souterraine, qui devrait débuter fin 2021. Un financement complémentaire de 5 millions de dollars du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) a été également approuvé et un financement de 500 000 dollars du GFDRR a été sollicité (annexe 5, tableau A5.1). Cette deuxième phase contribuera au renforcement des capacités et des institutions à travers une série d'activités d'assistance technique et s'appuiera sur les travaux réalisés pour créer une plateforme d'information utile sur les eaux souterraines. Le projet appuiera la poursuite d'approches de gestion des eaux souterraines tenant compte de la contribution essentielle des populations locales, notamment des femmes et des groupes vulnérables, qui sont les principaux promoteurs, éducateurs et responsables des pratiques d'approvisionnement en eau et d'assainissement des ménages et des collectivités. Cette composante permettra de mettre à l'essai des solutions innovantes concernant les infrastructures pour les eaux souterraines, qui pourront être transposées à plus grande échelle dans le cadre d'un futur programme d'investissement.

²⁸ <https://sadc-gip.org/>

²⁹ <http://sadc-gla.org/SADC/>



Le projet appuiera la poursuite d'approches de gestion des eaux souterraines tenant compte de la contribution essentielle des populations locales, notamment des femmes et des groupes vulnérables



Thandeka Ngobe participe au programme des jeunes professionnels de la SADC-GMI, soutenu par CIWA, avec d'autres jeunes professionnels spécialistes des ressources en eau.

Crédit photo : Thandeka Ngobe

Initiative pour la résilience de l'Afrique australe face à la sécheresse

Contexte

L'utilisation et la pollution de l'eau liées à la croissance démographique pèsent sur le système fluvial, et les sécheresses constituent un problème croissant. Les pays riverains dépendent de l'hydroélectricité générée grâce au fleuve Zambèze, mais la forte variabilité climatique exerce une pression importante sur cette production. Le changement climatique entraînera une augmentation de l'évapotranspiration par suite du réchauffement de la température de l'air, et la COVID-19 devrait aggraver la vulnérabilité à la sécheresse.

Cette initiative de coopération technique, qui entre dans sa deuxième année, s'attaque aux risques de sécheresse transfrontaliers, encourage une gestion concertée des ressources naturelles partagées et replace la gestion des risques de sécheresse dans une perspective globale qui tient compte des liens entre l'eau, l'énergie, l'alimentation et l'environnement. Elle finance une assistance technique et des analyses dans trois domaines — les villes, les systèmes énergétiques, les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire — et comble les lacunes en matière de connaissances, donne des conseils sur les stratégies et les approches de gestion des risques de sécheresse

transfrontaliers et facilite les investissements potentiels :

- **Villes** : Ce domaine d'intervention encourage une utilisation plus efficace des systèmes hydrométéorologiques nationaux et de gestion des risques de sécheresse afin de renforcer les systèmes d'alerte précoce et la planification grâce à la normalisation des outils permettant d'évaluer les vulnérabilités et de tirer parti des possibilités d'amélioration des capacités de résilience face à la sécheresse. Les mesures d'atténuation consisteront notamment à élaborer des notes d'orientation, des plans d'intervention d'urgence et à planifier et/ou appliquer des stratégies de gestion adaptative de l'eau, telles que la collecte des eaux de pluie et la mise en place d'autres infrastructures vertes.
- **Systèmes énergétiques** : Ce domaine d'intervention concerne les opérateurs d'hydroélectricité, les services publics d'électricité et les efforts déployés pour assurer des systèmes énergétiques plus résilients, en particulier au niveau transfrontalier. Les activités poursuivies permettent de combler les principales lacunes au niveau de l'analyse des liens existants entre l'eau, l'énergie, l'alimentation et l'environnement, d'améliorer la prise de décision opérationnelle des opérateurs de barrages et d'appuyer les priorités stratégiques du Pool énergétique d'Afrique australe (SAPP).
- **Moyens de subsistance et sécurité alimentaire** : Ce domaine d'intervention s'appuie sur la mise en place d'un cadre de financement des risques agricoles³⁰ en Afrique australe et crée des produits et des solutions d'analyse et de conseil sur les risques posés par la sécheresse pour la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance ; il s'agit notamment des solutions axées sur la chaîne de valeur agroalimentaire qui ont pour objet de gérer les risques de sécheresse, de financer leur atténuation ainsi que l'établissement de manuels opérationnels pour les mécanismes d'intervention d'urgence intégrés dans les opérations d'investissement. Ce domaine aide également les zones de conservation transfrontalières à explorer les possibilités d'adopter des pratiques d'agriculture intelligentes face au climat et de diversifier les moyens de subsistance. Ces zones abordent la conservation de la biodiversité dans une perspective régionale, en recherchant des solutions communes pour une utilisation durable des terres et le développement économique.

Progrès réalisés

Le programme SADRI traitera des risques de sécheresse transfrontaliers, encouragera la coopération et développera des principes globaux de gestion des risques de sécheresse.

³⁰ <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/34314>

Le lancement du projet a donné lieu à un atelier régional virtuel pour SADRI en février 2021 auquel ont participé plus de 90 représentants de 30 institutions.

Les partenaires régionaux et les experts techniques qui ont participé à cet atelier ont débattu de l'impérieuse nécessité de gérer la sécheresse dans la région d'Afrique australe et de partager le plan de route et le modèle de travail du projet avec les agents de liaison des États membres de la SADC.

L'inventaire et l'évaluation des besoins aux niveaux national et régional ont été poursuivis de manière à produire des profils complets qui font ressortir les points communs et les possibilités qui s'offrent.

Des profils de résilience face à la sécheresse ont été établis pour l'Afrique du Sud, le Botswana, la Namibie, l'Eswatini, le Lesotho, la Zambie, le Zimbabwe, le Mozambique, l'Angola, la République démocratique du Congo, le Malawi, Madagascar, les Comores, les Seychelles, Maurice et la Tanzanie (<https://www.ciwaprogram.org/fr/ressources/>). Ces travaux doivent permettre de mieux comprendre la situation en matière de gestion du risque de sécheresse dans les pays membres de la SADC en s'appuyant sur les trois éléments du cadre de gestion intégrée du risque de sécheresse ci-après : détermination des principales parties prenantes, cadre politique et institutionnel, et existence et état de fonctionnement des principaux systèmes devant améliorer la résilience face à la sécheresse. L'inventaire et l'évaluation des besoins doivent guider le processus de consultation et permettre d'identifier les possibilités d'investissement dans la gestion du risque de sécheresse à l'échelle régionale.

Le centre de documentation sur la résilience face à la sécheresse (*Knowledge Hub for Drought Resilience*³¹) a été créé dans le but de donner aux utilisateurs aisément accès à des articles, des rapports, des vidéos et des sites web sur des sujets liés à la sécheresse.

Une carte narrative présentant le programme SADRI et donnant accès à des publications et des profils électroniques relatifs à la gestion des risques de catastrophes a aussi été conçue. L'équipe étudie la possibilité d'héberger le centre de documentation sur l'Atlas d'évaluation des risques et des vulnérabilités pour la SADC (Risk and Vulnerability Assessment Atlas) établi par le Programme alimentaire mondial, qui est en cours d'élaboration, et d'utiliser le portail d'information sur le changement climatique comme plateforme conjointe.

Le programme SADRI appuiera une utilisation plus efficace des systèmes nationaux hydrométéorologiques et de gestion des risques de sécheresse afin de renforcer les systèmes d'alerte précoce et la planification en normalisant les outils d'évaluation de la vulnérabilité et en créant des possibilités d'amélioration de la résilience des villes face à la sécheresse. Les mesures d'atténuation comprendront l'élaboration de notes

d'orientation pour permettre aux villes et aux prestataires de services urbains de gérer les ressources en eau en cas de sécheresse, d'élaborer des plans d'intervention d'urgence et de prévoir des stratégies de gestion adaptative de l'eau, telles que la collecte des eaux de pluie et la mise en place d'autres infrastructures vertes. Une boîte à outils de renforcement de la résilience des villes face à la sécheresse fournira des informations actualisées sur les meilleures pratiques mondiales. Les notes d'orientation régionales concernant les systèmes d'approvisionnement en eau visant à accroître la résilience face à la sécheresse s'appuient sur des études de cas réalisées en Afrique et dans le monde pour améliorer le suivi des épisodes de sécheresse, les systèmes d'alerte précoce, les réformes politiques et institutionnelles et les investissements.

La mise à disposition d'outils d'aide à la décision pour optimiser l'exploitation du barrage du Zambèze, qui était initialement prioritaire, a subi des retards imputables à de multiples difficultés.

Il est prévu de redéfinir le domaine d'intervention et ses objectifs afin d'assurer une plus grande cohérence et une répartition plus claire des tâches avec la Facilité de financement des infrastructures régionales de transport. Le centre de coordination du Pool énergétique d'Afrique australe a approuvé la révision et la prolongation de l'évaluation de la vulnérabilité au risque de sécheresse entreprise à l'origine dans le cadre du plan du Pool. L'équipe continue d'examiner les opérations nationales pour associer la capacité hydroélectrique existante à l'électricité qui pourraient être générée par suite d'autres projets d'énergie renouvelable éventuels.

Une étude exploratoire des problèmes rencontrés dans le cadre de la gestion des bassins versants et des interventions en cours dans la province du Cap oriental (ciblée sur le bassin versant d'Umzimvubu, qui fait partie du bassin versant transfrontalier de Maloti-Drakensberg) a été réalisée et présentée au gouvernement provincial du Cap oriental.

Le rapport relève la nécessité d'investir dans la restauration du paysage, la gestion du bétail en pâturage, l'agroforesterie communautaire, la création de microentreprises exploitant les ressources naturelles, ainsi que la collecte et la gestion de l'eau dans le bassin versant supérieur.

Les composantes et les mécanismes d'urgence en cas de sécheresse intégrés dans les opérations d'investissement dans l'agriculture et la sécurité alimentaire ont été mis en œuvre.

Une note d'orientation préliminaire portant sur l'inclusion d'un mécanisme de réponse rapide aux urgences agricoles dans les opérations de la Banque mondiale a été préparée à l'intention des équipes opérationnelles de cette dernière et de ses unités de mise en œuvre de projets dans les pays clients. Elle décrit les modalités de mise en œuvre

³¹ <https://geoweb.maps.arcgis.com/apps/MapJournal/index.html?appid=cb0fc8aa450f4b35a018f7e0115867be>



Le projet testera la théorie générale des systèmes sur les risques liés à la sécheresse en exploitant de nouvelles données et des méthodes d'apprentissage en profondeur

AFRIQUE AUSTRALE

et les sources de financement du mécanisme de réponse rapide aux urgences agricoles. Des supports de formation basés sur cette note seront par ailleurs préparés, et une formation sera dispensée au cours de l'exercice 2022 aux chefs d'équipe de la Banque.

Des activités ont été consacrées à la gestion des bassins versants en vue de renforcer les moyens de subsistance dans les bassins du Limpopo et de Cubango/Okavango.

Ces dernières ont principalement pour objet d'accroître la résilience des moyens de subsistance, notamment pour les populations qui sont régulièrement exposées à des sécheresses et qui n'ont guère de filets de protection pour gérer ce risque. Elles visent à tirer parti des stratégies régionales de gestion des ressources naturelles en s'appuyant sur la structure de gouvernance des zones de conservation transfrontalières. Les populations qui vivent dans ces zones et à leurs abords appartiennent à des groupes marginalisés d'Afrique australe et tirent de manière disproportionnée leurs moyens de subsistance d'activités liées à la terre, notamment l'agriculture, ce qui les rend très vulnérables à la sécheresse. La région du Pafuri et du Zengwe, située au cœur de la zone de conservation transfrontalière du Grand Limpopo (Afrique du Sud, Zimbabwe et Mozambique) a été choisie pour le lancement de cette initiative. Les consultations bilatérales ont permis d'établir une cartographie des parties prenantes et des activités prioritaires pour cette région.

Prochaines étapes

Le projet testera la théorie générale des systèmes sur les risques liés à la sécheresse en exploitant de nouvelles données et des méthodes d'apprentissage en profondeur. L'analyse des liens entre la sécheresse, les rendements agricoles, les prix des produits de base et les perceptions qu'ont les groupes sociaux des inégalités et de la violence permettra de mieux comprendre les facteurs intermédiaires et contextuels complexes qui contribuent au risque de conflit. Ces analyses serviront de base aux investissements régionaux et nationaux destinés à renforcer la résilience face à la sécheresse.

Une étude transnationale sera lancée pendant l'exercice 2022 afin d'explorer le lien entre, d'une part, l'eau et la sécheresse dans le contexte des chocs climatiques et, d'autre part, la violence et les troubles sociaux. D'autres activités porteront sur la description des zones humides de la région du Pafuri et du Zengwe et de l'aquifère transfrontalier, la détermination des zones propices à la petite agriculture dans la plaine inondable du fleuve Limpopo (Mozambique et Zimbabwe), un recensement hydrologique des systèmes fluviaux du Limpopo, de la Luvuvhu, de la Mwenezi/Nuanetsi et de la Bubyé afin d'identifier les pratiques d'utilisation de l'eau, les caractéristiques de la gestion et de la gouvernance des ressources en eau existantes et les investissements potentiels. Des supports de formation reposant sur les modalités de mise en œuvre seront distribués et des ressources seront dégagées dans le but de financer les mécanismes de réponse rapide aux urgences agricoles en Zambie et au Zimbabwe.

SANS EAU, LA VIE EST IMPOSSIBLE

Les habitants de Muchocolote, qui vivent dans le district de Matutuíne, dans la province de Maputo, au sud du Mozambique, élèvent du bétail et d'autres animaux. Comme partout en Afrique, les femmes et les filles parcouraient jusqu'à trois kilomètres chaque jour pour aller chercher de l'eau pour leur famille, souvent après de nombreuses heures de travail dans les champs ou à la maison. La population courait le risque de contracter le choléra et d'autres maladies à cause de l'insalubrité de l'eau. Au Mozambique, seulement 35 % des ruraux ont accès à l'eau potable.

Désormais, les habitants de Muchocolote peuvent satisfaire à tous leurs besoins en eau salubre, grâce à un projet de l'Institut de gestion des eaux souterraines (GMI) de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), qui bénéficie du soutien de CIWA et du Fonds pour l'environnement mondial. Une nouvelle pompe submersible alimentée par l'énergie solaire fournit de l'eau à 2 000 personnes à Muchocolote. Des canalisations souterraines acheminent l'eau des réservoirs souterrains vers plusieurs autres villages.

La situation a radicalement changé.

« Nous apprécions les progrès accomplis » déclare l'agricultrice Linda Fazenda Sucane. « Avant, je rentrais épuisée d'une longue journée de travail au champ et je devais trouver le moyen d'aller jusqu'au point d'eau, qui est éloigné. La vie est désormais plus facile parce que l'eau dont nous avons besoin pour nous et nos animaux est plus proche. »

Les femmes peuvent mettre à profit le temps qu'elles ne consacrent plus à la corvée d'eau pour se lancer dans d'autres activités productives, et elles ne redoutent plus les violences fondées sur le genre auxquelles elles étaient exposées lorsqu'elles partaient loin chercher de l'eau.

Selon Paulo Francisco Baloi, agriculteur, « sans eau, la vie est impossible. Mais maintenant l'eau est là en permanence. C'est une victoire pour nous ! »





ORIENTATIONS STRATÉGIQUES

Fragilité, conflits et violence

CIWA accroît son appui à 11 pays aux prises avec la fragilité, les conflits et la violence.

CIWA élargit la portée et accroît l'ampleur de l'appui qu'il apporte aux pays touchés par la fragilité, les conflits et la violence (FCV). Il intervient dans 11 des 21 pays d'Afrique qui étaient classés dans la catégorie des pays FCV en 2021.

Pendant l'exercice 2021, CIWA a renforcé les synergies avec le groupe chargé des questions de fragilité, de conflits et de violence au sein de la Banque mondiale en participant aux évaluations des risques et de la résilience menées au Sahel, dans la Corne de l'Afrique et au Soudan du Sud. Ces évaluations permettent de mieux comprendre les causes de FCV et les facteurs de résilience face à ces situations, et d'orienter les choix stratégiques, opérationnels et politiques. L'évaluation des risques et de la résilience menée dans la Corne de l'Afrique considère la gouvernance de l'eau transfrontalière sous l'angle des « facteurs de conflit » et détermine les possibilités de favoriser la collaboration, d'instaurer la confiance et d'atténuer les conflits.

CIWA poursuit son action dans quatre régions en situation de FCV hautement prioritaires — la Corne de l'Afrique, le Sahel occidental et central, la région du lac Tchad et la région des Grands Lacs. Le programme intervient dans les zones frontalières de la Corne de l'Afrique dans le cadre du nouveau projet financé par l'IDA portant sur la contribution des eaux souterraines à la résilience. Ce dernier renforce la capacité des organisations et des populations ciblées à faire face et à s'adapter aux chocs climatiques en améliorant la gestion et l'utilisation des ressources en eaux souterraines.

De même, CIWA améliore les mécanismes de coopération pour la gestion et la mise en valeur des ressources en eau dans le bassin du Nil grâce au projet NCCR. En Afrique de l'Ouest et en Afrique du Sud, il participe à l'établissement d'une base d'analyses et à la constitution d'institutions pour renforcer la coopération transfrontalière sur la sécurité hydrique dans la région du Sahel (projet d'amélioration de la gestion des ressources en eau en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale) et du lac Tchad (initiative de sécurité de l'eau transfrontalière du lac Tchad), deux zones hautement prioritaires touchées par les situations de fragilité, de conflits et de violence.

Il est essentiel de prendre des décisions sur la base de données pour dûment planifier la mise en valeur des eaux transfrontalières. Cependant, les pays en situation de fragilité, de conflits et de violence sont ceux où les informations font le plus défaut. En 2020, CIWA a lancé la plateforme de données numériques afin de renforcer

les capacités institutionnelles régionales et de montrer comment les outils de données de télédétection peuvent servir à améliorer la gestion des eaux transfrontalières. La plateforme de données numériques présente des synergies avec l'initiative de géo-activation pour le suivi et la supervision (GEMS) lancée par la Banque mondiale pour améliorer le suivi, l'évaluation et la supervision dans le contexte de FCV et aidera les clients et les partenaires de CIWA à prendre des décisions fondées sur des éléments probants.

CIWA a fait réaliser une étude sur la manière dont la coopération dans le domaine de l'eau peut aider à éliminer les causes des conflits liés à l'eau dans la Corne de l'Afrique, dans le but de mieux comprendre les formes de fragilité et les types de coopération dans le domaine de l'eau au niveau local. L'étude sera menée par l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm pendant l'exercice 2022.

Résilience

CIWA aide les populations locales et les autorités nationales à atténuer les effets des chocs et des catastrophes naturelles.

CIWA intervient dans des environnements soumis à une multitude de chocs, dans lesquels les effets du changement climatique sur la sécurité hydrique font partie d'un scénario beaucoup plus complexe. Il est essentiel de considérer la résilience sous un angle plus large car le programme contribue à renforcer la capacité des pays riverains à mieux s'adapter au changement, voire même à se transformer sous l'effet de ce dernier.

La résilience s'entend de l'adoption d'une perspective holistique à long terme axée sur le renforcement de la capacité des institutions et des populations vulnérables à mieux se préparer, à gérer, à s'adapter et à prévenir ou atténuer les effets des catastrophes à venir. Une bonne gestion des ressources en eau contribuera de manière décisive à passer d'une croissance *quantitative* à une croissance *qualitative* — évolution jugée de plus en plus pertinente par les pays africains qui se relèvent des répercussions de la pandémie mondiale, mais aussi par la Banque mondiale et les autres partenaires de développement.

CIWA doit jouer un rôle fondamental dans le renforcement des capacités nécessaires à une relance plus vigoureuse et plus performante et à un avenir plus résilient et durable. Les travaux d'analyse réalisés dans le cadre de l'initiative visant à renforcer la résilience dans la Corne de l'Afrique ont montré que les relations entre les pays, mais également entre les parties prenantes aux niveaux régional, national

et local, sont essentielles et permettent de produire des effets à long terme. La contribution de CIWA au renforcement des capacités institutionnelles à s'adapter au changement est essentielle pour favoriser l'intégration et l'inclusion et jeter les bases nécessaires à l'instauration d'un climat de confiance et de responsabilisation. CIWA appuie le renforcement de la résilience de la région par :

- **Une action de sensibilisation aux conditions sur le terrain et l'amélioration des systèmes d'alerte précoce grâce à une base de connaissances fiable et accessible à laquelle ont recours les pays riverains.** Ainsi, la participation de CIWA au Dialogue sur le bassin du lac Tchad a facilité l'établissement d'un modèle des eaux souterraines du bassin qui aide les pays à comprendre la dynamique hydrologique et à prendre de meilleures décisions concernant la mise en valeur et l'exploitation de ces ressources.
- **La production de données, de systèmes d'information et de produits du savoir servant à guider une planification prenant en compte les questions climatiques et à répondre aux chocs rapidement et efficacement.** Dans le Sahel occidental, CIWA travaille avec un consortium de professionnels afin de mettre au point un outil innovant permettant de concevoir des solutions appropriées pour le stockage de l'eau à petite échelle dans les communautés rurales. Il mène plusieurs opérations dans la Corne de l'Afrique, notamment : un projet pilote sur les eaux souterraines mis en œuvre par l'IGAD, une mission d'assistance technique en Somalie pour la gestion des ressources en eau transfrontalières, et une étude visant à renforcer la résilience transfrontalière en améliorant les systèmes d'information et les capacités institutionnelles.
- **La définition, en collaboration avec des partenaires, de stratégies pour assurer la viabilité des bassins fluviaux à long terme et promouvoir une gestion et une mise en valeur concertées des ressources en eau.** Les interventions de CIWA au Sahel ont notamment permis d'encourager le dialogue entre les pays du G5 et de fournir un soutien au niveau national, de réaliser une étude sur le stockage de l'eau et de constituer une réserve de projets pour faciliter la gestion et la mobilisation durables de ressources en eau transfrontalières devant servir de base à un développement socio-économique plus large.
- **La poursuite d'efforts pour remédier aux carences institutionnelles et le renforcement des capacités permettant de prévoir les chocs, de déterminer les facteurs de stress dans la région, de faire face à ceux qui se concrétisent et de se préparer à un avenir incertain.** Les opérations de CIWA dans la région des Grands Lacs visent à renforcer les capacités dont disposent les institutions du bassin du Nil pour analyser et identifier des investissements axés sur les sites sensibles en ce qui concerne la qualité de l'eau et pour entreprendre une analyse décisionnelle multicritères afin de hiérarchiser les options d'investissement.

Les efforts déployés par CIWA pour renforcer la résilience sont en phase avec ceux menés par la Banque mondiale pour aider les pays à investir dans un avenir à faible émission de carbone et résilient face au changement climatique. L'adaptation et la résilience sont des priorités majeures de la Banque mondiale, comme en témoignent ses [objectifs de lutte contre le changement climatique pour 2025](#), ce qui place l'adaptation au même niveau que les mesures d'atténuation du changement climatique.

Biodiversité

Le programme CIWA cherche à mieux concilier les initiatives de coopération dans le domaine des eaux transfrontalières avec les objectifs de conservation de la biodiversité, notamment en identifiant les points de convergence entre la gestion des eaux transfrontalières et la conservation de la biodiversité des eaux douces.

Les rivières et les autres écosystèmes d'eau douce sont essentiels au maintien de la biodiversité et à la production de services de systèmes naturels sains et fonctionnels. Les rivières fournissent des sédiments essentiels à la préservation des berges, des plaines inondables, des dunes côtières et des deltas. Les zones humides forment l'un des écosystèmes les plus riches en biodiversité. Elles contribuent à réduire les risques d'inondation, à favoriser la purification de l'eau et la reconstitution des nappes phréatiques, et à assurer une pêche durable. Les poissons d'eau douce sont essentiels à la survie des populations rurales vulnérables, renforcent la sécurité alimentaire et contribuent souvent de manière significative à l'économie locale. Un approvisionnement durable en eaux souterraines est indispensable aux écosystèmes qui en dépendent, comme la végétation et les prairies bordant les cours d'eau, et assure indirectement la survie des lacs et des zones humides. Les débits écologiques des eaux souterraines et des eaux de surface contribuent à maintenir la résilience des écosystèmes aquatiques et à assurer la fourniture systématique de biens et de services aux populations locales.

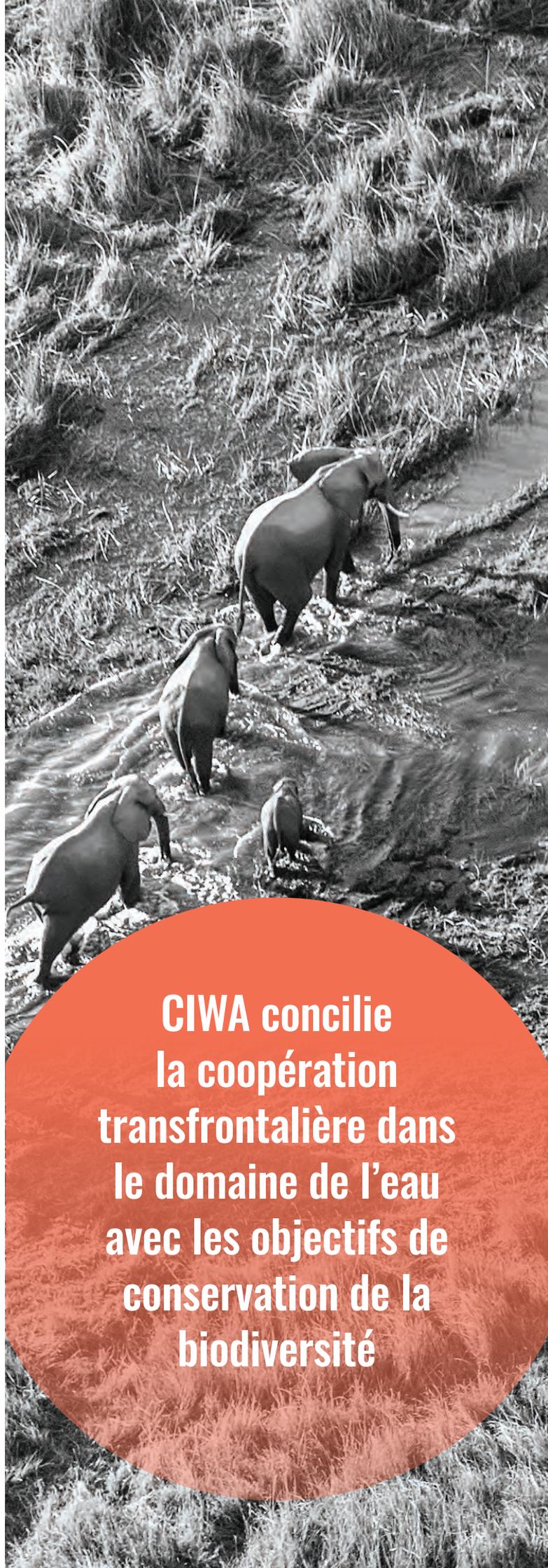
CIWA a recensé plusieurs possibilités de renforcer les interventions en faveur de la biodiversité dans la région en soutenant une série d'activités dans ce domaine. En Afrique de l'Est, le projet NCORE a aidé l'IBN à renforcer les mécanismes de gouvernance et à consolider la base de connaissances pour assurer une prise de décisions mieux fondées et tenant compte des questions de biodiversité. Il a également veillé à l'application des meilleures pratiques mondiales en matière de sauvegarde environnementale, dans le droit fil des normes de la Banque mondiale, dans tous les dossiers d'investissement. Une eau de qualité a des effets très positifs sur les réserves halieutiques et la biodiversité, et contribue ainsi à réduire l'insécurité

alimentaire et la morbidité. Le projet sur la qualité de l'eau dans les Grands Lacs visait à améliorer cette dernière dans le bassin du lac Victoria, et, ce faisant, à réduire la dégradation de l'environnement.

L'assistance technique et analytique fournie dans le cadre de l'initiative sur les eaux souterraines au Sahel occidental et central a permis de mieux comprendre les écosystèmes sahéliens dépendant des eaux souterraines, qui sont très importants pour le développement et le bien-être des populations, de la faune, de la flore et de l'environnement. CIWA a soutenu la poursuite d'une approche intégrée pour la conception d'un programme de sécurité hydrique dans le bassin du lac Tchad, qui a donné lieu à l'examen de la possibilité de recourir principalement à des solutions basées sur la nature associant la gestion des bassins versants, la reforestation et la rémunération des services écosystémiques. L'initiative sur les eaux souterraines de la Corne de l'Afrique a permis d'approfondir les connaissances sur les ressources régionales en eaux souterraines, y compris pour la planification et la prise de décisions conjointes reposant sur des données probantes concernant des ressources naturelles comme l'élevage, les cultures et l'eau.

Le programme SADRI a fourni un appui aux travaux d'analyse effectués pour mieux comprendre les ressources en eau et la manière dont elles sont utilisées dans la région de Pafuri et de Zengwe, dans la zone de conservation transfrontalière du Grand Limpopo. Ces travaux ont notamment consisté à cartographier les plaines inondables et les systèmes de zones humides associés à quatre systèmes fluviaux de la région, à évaluer la demande et l'utilisation de l'eau, à déterminer la contribution des zones humides aux moyens de subsistance et à la résilience climatique, et à évaluer la gouvernance dans le domaine de la gestion des ressources en eau. L'objectif général est de donner à des populations plus résilientes face au changement climatique de meilleurs moyens de se préparer aux sécheresses et d'atténuer leurs effets et, ce faisant, de limiter la perte de biodiversité.

Le Banque mondiale cherche à concilier les initiatives de coopération dans le domaine des eaux transfrontalières avec les objectifs de conservation de la biodiversité, notamment en identifiant les points de convergence entre la gestion des eaux transfrontalières et la conservation de la biodiversité des eaux douces. Les possibilités qui s'offrent en ce domaine seront présentées dans une étude de référence.



**CIWA concilie
la coopération
transfrontalière dans
le domaine de l'eau
avec les objectifs de
conservation de la
biodiversité**



THÈMES TRANSVERSAUX

Révolution des données sur l'eau : combler le manque de données sur les eaux transfrontalières en Afrique

CIWA améliore l'accès aux données de télédétection et aux plateformes de données pour s'attaquer aux obstacles à la gestion concertée de l'eau.

Il est indispensable d'avoir des informations et des données sur les volumes et la qualité des eaux disponibles pour garantir une utilisation équitable et efficiente des ressources transfrontalières. Il faut en effet comprendre la dynamique des ressources en eau au niveau du bassin pour améliorer la gestion de ces ressources et accroître la résilience face aux conditions hydrologiques extrêmes. Les réseaux de surveillance hydrométéorologique en Afrique sont toutefois souvent insuffisants et ont une grande latence, de sorte qu'ils n'appuient pas la prise de décisions en temps réel. Nombre de gestionnaires des ressources en eau ont besoin d'un meilleur accès aux données de télédétection acquises par satellite.

Les données et les informations de télédétection, couplées aux données in situ, peuvent assurer une couverture systématique et fiable à l'appui de la planification des ressources en eau aux niveaux des bassins et des activités transfrontalières, telles que la prévision des crues, la surveillance de la qualité des eaux de surface, le suivi des détournements et des allocations d'eau, et la quantification du stockage de l'eau dans les réservoirs. De nombreux décideurs n'ont pas les capacités requises pour accéder aux nombreuses plateformes gratuites ou peu onéreuses permettant de collecter, de stocker et d'analyser les données de télédétection, ou pour adapter ces dernières, de manière à proposer des solutions d'envergure. Les utilisateurs de ces plateformes, comme les organismes de bassin, doivent être à même d'interpréter ces données pour améliorer la prise de décision et renforcer l'échange et le partage d'informations.

Le programme CIWA aide les pays à surmonter les obstacles entravant la gestion concertée des ressources en eau en améliorant l'accès aux données de télédétection et aux plateformes de données dans le cadre de la nouvelle coopération technique pour une révolution des données sur l'eau. Il renforce les capacités de ses partenaires pour leur permettre de prendre des décisions fondées sur des éléments probants et d'utiliser des technologies de pointe, tout en instaurant un climat favorisant la collaboration afin de résoudre les problèmes. La révolution des données sur

l'eau devrait permettre d'apporter de nombreux éléments aux autres projets d'investissement de CIWA.

L'initiative pour une révolution des données sur l'eau appuie certaines interventions grâce à une approche ascendante, axée sur les utilisateurs, qui permet d'identifier et de promouvoir les points de recoupement, et à une approche descendante qui met à la disposition des utilisateurs des technologies innovantes comme les outils de télédétection, l'imagerie satellitaire et les plateformes de données. Elle aidera les pays à améliorer leur capacité à collecter, stocker et analyser des données et des informations et à prendre des décisions concernant l'eau sur la base d'éléments probants. Elle favorisera, ce faisant, la prise de meilleures décisions, essentiellement en réduisant le coût et la complexité des données relatives à l'eau et en établissant des liens avec des plateformes de données qui facilitent l'interprétation des informations.

Les évaluations en cours devraient permettre de mieux cerner les groupes d'utilisateurs, leurs besoins et leurs capacités en examinant l'état actuel, la disponibilité et l'utilisation des données et des plateformes de données des organismes de bassin. Un bref examen de l'expérience et des opérations menées par la Banque mondiale en matière de collecte, d'analyse et de gestion des données pour appuyer la coopération dans le domaine des eaux transfrontalières sera également effectué.

Des ateliers et des formations sur les outils d'analyse des données de télédétection et leur utilisation pour les besoins de la gestion de l'eau sont actuellement préparés dans le but de renforcer les capacités des organisations de gestion des eaux transfrontalières, en coordination avec des partenaires tels que Digital Earth Africa, l'Institut international de gestion de l'eau et le Partenariat mondial pour les données du développement durable.

Une plateforme de données sera adaptée à une application de gestion de l'eau déterminée de certains clients. Si sa présentation et sa mise en œuvre sont concluantes, elle devrait permettre d'accroître durablement l'utilisation des données de télédétection, d'analyser les problèmes de gestion des ressources en eau et de renforcer la capacité de prise de décisions fondées sur des données.

Parité femmes-hommes et inclusion sociale

Les travaux de CIWA sur la parité femmes-hommes et l'inclusion sociale (GESI) reposent sur une approche porteuse de changements qui, au lieu de recourir à des interventions ponctuelles, privilégie une action remettant en cause des normes et des attitudes profondément ancrées concernant les inégalités entre les femmes et les hommes et l'exclusion sociale, et vise de multiples parties prenantes. La gestion

des ressources en eau transfrontalières restant un domaine majoritairement masculin, CIWA reconnaît l'importance d'associer les hommes pour réduire autant que possible la résistance aux efforts déployés pour donner aux femmes les moyens d'agir.

Durant l'exercice 2021, CIWA a élaboré un [cadre pour la promotion de la parité femmes-hommes et l'inclusion sociale \(GESI\)](#) qui présente des orientations sur les stratégies et les approches les plus appropriées et porteuses de transformation. Ce cadre aborde la dimension de l'inclusion sociale en tenant dûment compte du fait que les femmes et les hommes ne forment pas des populations homogènes, et ont de multiples caractéristiques et vulnérabilités dont il convient de tenir compte lors de l'élaboration de projets et de programmes.

CIWA est déterminé à assurer la prise en compte de ces questions dans l'ensemble de ses projets, auxquels il apporte une assistance technique et une contribution stratégique à ce titre dès l'élaboration des documents de projet. Les recommandations portent sur des points aussi divers que la conduite et l'intégration des résultats d'entretiens et de recherches secondaires sur la prise en compte des questions de parité et d'inclusion sociale dans la région des Grands Lacs ; la préparation d'une note de synthèse sur ces questions dans le cadre de l'initiative sur les eaux souterraines au Sahel, qui propose des stratégies pour faciliter l'inclusion des femmes hydrogéologues ; ou l'apport d'éléments stratégiques à l'appui des notes conceptuelles établies pour l'initiative sur la gestion des eaux souterraines de la SADC et l'initiative sur la sécurité de l'eau transfrontalière du lac Tchad.

CIWA a tiré parti de ses nombreuses années de collaboration avec l'Initiative du bassin du Nil pour mener des entretiens avec des parties prenantes clés sur les enseignements tirés de l'adoption d'une approche porteuse de changements. Il a présenté ses conclusions lors d'une conférence internationale sur les questions de genre et les ressources en eau transfrontalières, ainsi que dans une note d'apprentissage destinée à aider son personnel et ses partenaires à suivre une approche porteuse de changements pour la parité femmes-hommes et l'inclusion sociale dans différents contextes transfrontaliers.

Des notes d'apprentissage répertoriant les meilleures pratiques, les enseignements tirés et des recommandations à l'appui de l'adoption d'une perspective de parité femmes-hommes et d'inclusion sociale pour la gestion et la mise en valeur des ressources en eau transfrontalières, seront préparées. La première reflétera les enseignements tirés et les recommandations qui en découlent, et décrira les étapes essentielles à suivre dès la conception du projet afin de garantir une solide prise en compte de ces questions durant la mise en œuvre. D'autres outils seront consacrés à des questions transversales fondamentales, comme le changement climatique, les situations de fragilité, de conflits et de violence et la sécurité alimentaire. CIWA continuera par ailleurs à déterminer les possibilités de faire prendre conscience aux parties prenantes externes des moyens et des raisons d'intégrer ces questions dans le contexte de l'eau transfrontalière, et des domaines à cibler à cet égard, en utilisant des blogs ou d'autres supports de communication.



**CIWA s'efforce
de faire évoluer les
mentalités sur les
inégalités entre les
femmes et les hommes
et l'exclusion sociale
dans le secteur
de l'eau**

LA PASSION NOURRIT LA PERSÉVÉRANCE DANS UN SECTEUR HYDRIQUE MAJORITAIREMENT MASCULIN

Lorsqu'elle vivait, enfant, à Nkomonye, petit village rural du Royaume d'Eswatini, en Afrique australe, Thandeka Ngobe voyait sa grand-mère parcourir chaque jour de longues distances pour aller chercher de l'eau dans un réservoir creusé dans la terre servant à la fois aux hommes et aux animaux.

Les habitants du village ont fini par pouvoir s'approvisionner à un puits de forage voisin et, ainsi d'avoir de l'eau plus propre à moindre distance. L'eau de ce puits était toutefois salée, et la jeune Thandeka se demandait pourquoi. Plus tard, durant ses études secondaires, elle a participé avec sa classe à un projet dont l'objectif était d'identifier les sources de pollution d'un ruisseau voisin.

Ces premières expériences ont éveillé sa passion pour l'étude de l'eau.

Âgée aujourd'hui de 28 ans, Thandeka Ngobe est la première de sa famille à fréquenter l'université. Elle prépare un master en hydrogéologie à l'université de Free State et participe à des recherches sur le débit des eaux souterraines dans les écosystèmes qui en dépendent, au niveau de l'aquifère transfrontalier de Khakhea Bray, financées par l'Institut de gestion des eaux souterraines de la Commission de développement d'Afrique australe et par le projet de biodiversité de JRS.

En 2018, elle a intégré le programme des jeunes professionnels de la SADC-GMI soutenu par CIWA où elle a participé aux côtés d'autres jeunes professionnels spécialisés dans les ressources en eau à des projets de recherche.

Elle dit aimer « travailler sur le terrain, collecter des données et les analyser ». Pourtant, elle sait que pour une femme, cela est loin d'être normal. « C'est plus facile pour un homme d'être sur le terrain », dit-elle, car les métiers de l'eau sont en grande majorité exercés par des hommes.

Le nombre très limité de femmes occupant des postes de direction, dit-elle, « a d'importantes répercussions pour les jeunes comme moi qui souhaitent travailler comme hydrogéologues. C'est un métier masculin. Nous n'avons personne sur qui prendre modèle. »

Pour autant, elle ne laisse pas les stéréotypes de genre l'empêcher de poursuivre sa passion. « Je suis convaincue de pouvoir faire carrière dans ce domaine », dit-elle. « Ce sera possible tant que je ferai tout pour et ne perdrai pas courage. »



Communications

CIWA cible ses efforts de communication de manière à accroître la compréhension des questions de coopération transfrontalière et intersectorielle. En formulant une stratégie cohérente, il a pu lancer un programme de communication, de mobilisation et de plaidoyer auprès des parties prenantes dans toute l'Afrique.

La stratégie de communication de CIWA vise à toucher une large audience grâce à un contenu instructif et passionnant publié en anglais et en français. La stratégie a notamment pour objectif d'accroître la visibilité des projets et des travaux d'analyse de CIWA. Le programme a travaillé en étroite collaboration avec le Pôle mondial d'expertise sur l'eau et d'autres départements de la Banque mondiale pour coordonner les activités et trouver des synergies avec les publications de la Banque mondiale.

Le site Web anglais-français de CIWA (ciwaprogram.org et ciwaprogram.org/fr), qui vient d'être remanié, a été doté de nouvelles fonctionnalités et d'un contenu actualisé, notamment des données en direct, des blogs, des entretiens, des podcasts, de courts documentaires et des animations.

CIWA a lancé sa première campagne de médias sociaux consacrée au cadre sur la parité femmes-hommes et l'inclusion sociale à l'occasion de la Journée internationale de la femme, le 8 mars. Il a également commencé à publier un bulletin d'information trimestriel – [CIWA Bulletin](#) – en mars 2021, pour communiquer plus largement sur les activités de CIWA et sensibiliser ses lecteurs aux efforts déployés pour améliorer la coopération transfrontalière dans le domaine de l'eau en Afrique. Les dernières actualités concernant CIWA sont disponibles sur son tout nouveau compte Twitter [@CIWAProgram](#).

Un nombre croissant de professionnels de multiples secteurs forment et développent des communautés de pratique afin d'élargir leurs compétences et de tirer parti de leurs expériences respectives. En juillet 2021, CIWA



Découvrez le nouveau [Bulletin de CIWA](#) (en anglais), lancé en mars 2021.

a créé la Communauté de pratique pour l'information et la communication sur l'eau en Afrique (*Water Information and Communications in Africa—WICA*), poursuivant ainsi ses relations de travail positives avec les professionnels de la communication des commissions de bassin et des organisations de l'eau en Afrique. Cette communauté qui regroupe la [Commission du bassin du Lac Tchad](#) (CBLT), le [Conseil des ministres africains chargés de l'eau](#) (CMAE), la [Coopération pour les eaux internationales en Afrique](#) (CIWA), le [Discours du bassin du Nil](#) (NBD), l'[Initiative du bassin du Nil](#) (IBN), et l'[Institut de gestion des eaux souterraines de la Communauté de développement d'Afrique australe](#) (SADC-GMI) et le [Réseau africain des organismes de bassin](#) (RAOB) permet à ses membres de procéder à des échanges d'informations sur les meilleures pratiques et de collaborer pour promouvoir ensemble le contenu de leurs communications respectives et des événements qu'ils organisent.

L'équipe lancera une campagne multimédia pour marquer le 10^e anniversaire de CIWA au début de 2022. Elle décrira les fondations de CIWA, dressera le portrait des chefs de file de la coopération dans le domaine de l'eau transfrontalière, soulignera la nécessité d'une plus grande coopération entre les pays partageant les mêmes eaux en Afrique subsaharienne et fera état des progrès réalisés à ce jour.

Rendez-vous sur le [site Web de CIWA 2021](#)





PERSPECTIVES

JENNI GIR

CIWA mettra l'accent sur les vertus du dialogue et de la coopération pour renforcer la résilience face aux sécheresses, aux inondations et aux autres catastrophes naturelles.

Nous avons accompli beaucoup au cours de l'année qui vient de s'écouler malgré les difficultés posées par une pandémie mondiale, ce qui témoigne de la ténacité, de la détermination et de la créativité de notre personnel et de nos partenaires en Afrique subsaharienne. Nous sommes impatients de saisir les possibilités d'appuyer de manière significative la croissance et le développement de la région dans les mois et les années à venir, maintenant que les pays se rapprochent d'une trajectoire de reprise résiliente.

Au cours de l'année à venir, nous mettrons l'accent sur les vertus du dialogue et de la coopération pour renforcer la résilience face à toute une série de chocs, de la sécheresse dans la Corne de l'Afrique aux inondations en Afrique occidentale. Nous y parviendrons grâce à des programmes novateurs axés sur la résilience climatique dans le bassin du Nil, sur les possibilités offertes par les eaux souterraines en Afrique australe et sur le renforcement de la coopération dans la région du lac Tchad, en butte à de nombreuses difficultés et crises.

L'une des priorités de notre action en matière de résilience consiste à aider les populations à mieux se préparer et

*Femmes transportant de l'eau dans un village près de Dar Es Salaam, en Tanzanie.
Crédits photo : Photographe RM/Shutterstock*



à s'adapter aux effets du changement climatique, qui continuent de s'intensifier sur le continent. CIWA s'emploie en effet, notamment, à promouvoir la gestion durable des ressources en eau dans les États fragiles et ravagés par les conflits, ainsi que la protection de la biodiversité de la région, qui est essentielle au maintien des moyens de subsistance des populations, des écosystèmes et du développement économique durable. Nous allons évaluer la contribution de CIWA à la protection de la biodiversité dans la région et mettre à profit les enseignements tirés pour orienter les travaux futurs dans ce domaine.

Nous nous réjouissons à l'idée de poursuivre notre travail sur les questions de parité femmes-hommes et d'inclusion sociale, et notamment d'expliquer au personnel de CIWA et à leurs homologues des organisations de bassins fluviaux et des administrations publiques ce que signifie l'intégration de ces questions dans la gestion des ressources en eau transfrontalières.

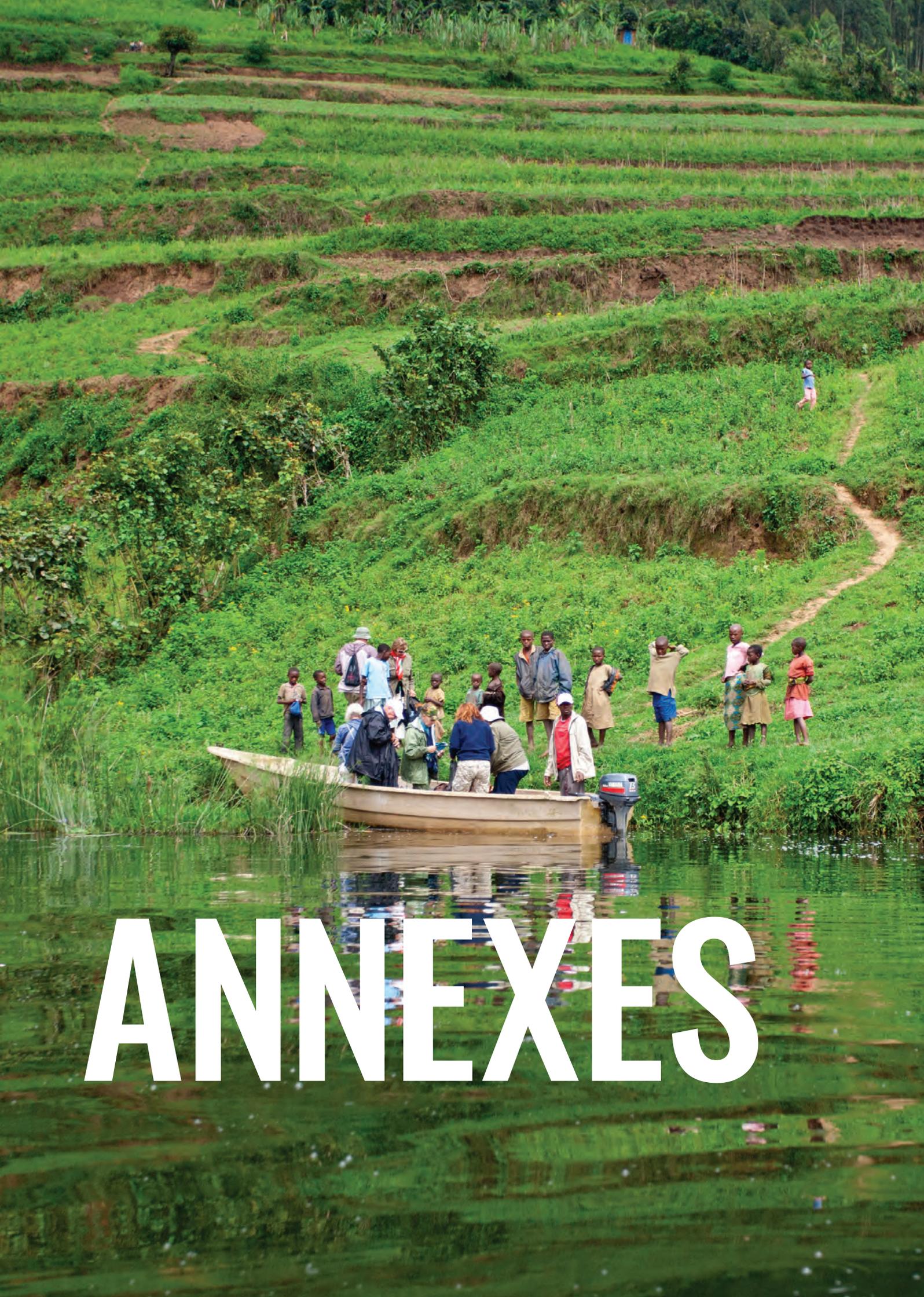
Naturellement, CIWA continuera de renforcer la coopération transfrontalière en s'appuyant sur ses trois piliers : améliorer l'accès à l'information, renforcer les institutions, et identifier, préparer et mobiliser des investissements durables. Le programme maintiendra l'approche fructueuse privilégiant la continuité et le changement, à la fois en mobilisant des engagements à long terme dans les bassins prioritaires et en poursuivant des projets stratégiques de courte durée.

Le volume, la qualité et la répartition des ressources en eau conditionnent la capacité des pays à se préparer et à réagir aux crises, y compris aux conséquences de la pandémie de COVID-19. Les ressources en eau continueront de contribuer de manière fondamentale non seulement à une reprise inclusive, durable et plus efficace, mais aussi aux avancées en direction des objectifs fixés par les pays en matière de développement et de climat. Dans ce contexte, CIWA joue un rôle de premier plan en construisant les fondations d'un avenir plus bleu, plus vert et plus résilient.

Alors que nous célébrons dix années passées à renforcer la coopération sur les eaux transfrontalières, nous procédons à une évaluation externe des réalisations du programme et tirons les leçons de l'expérience acquise afin de définir notre stratégie pour les cinq prochaines années. Nous devrions pouvoir partager les conclusions de cette évaluation avec le conseil consultatif des bailleurs de fonds au printemps 2022.

Nous savons aussi que les 135 millions de dollars levés auprès des bailleurs de fonds ont déjà été intégralement alloués (voir annexe 4) et qu'il nous est impératif d'obtenir des financements supplémentaires pour poursuivre notre action au cours des cinq années à venir. Nous allons, par ailleurs, examiner la possibilité de mobiliser des ressources auprès d'autres sources, notamment des financements climatiques.

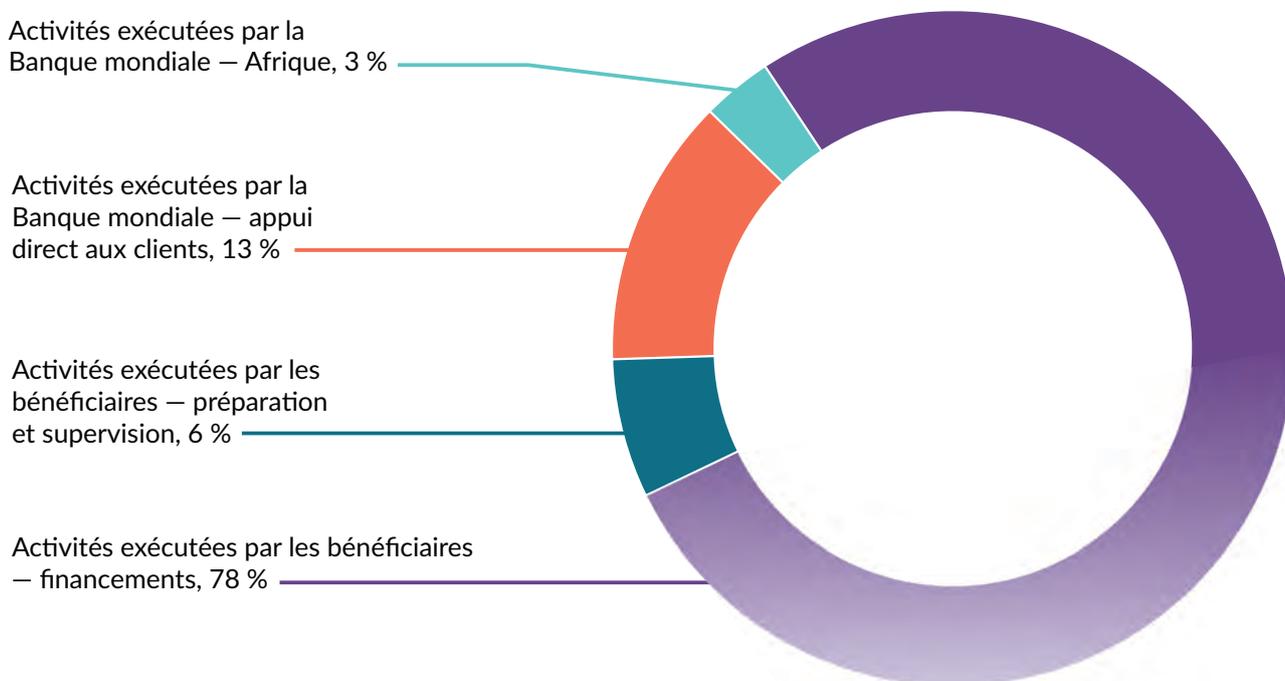
Nous sommes convaincus, qu'ensemble, nous pourrions continuer à réaliser des progrès au profit des autorités publiques et des organisations qui servent les populations d'Afrique subsaharienne.



ANNEXES

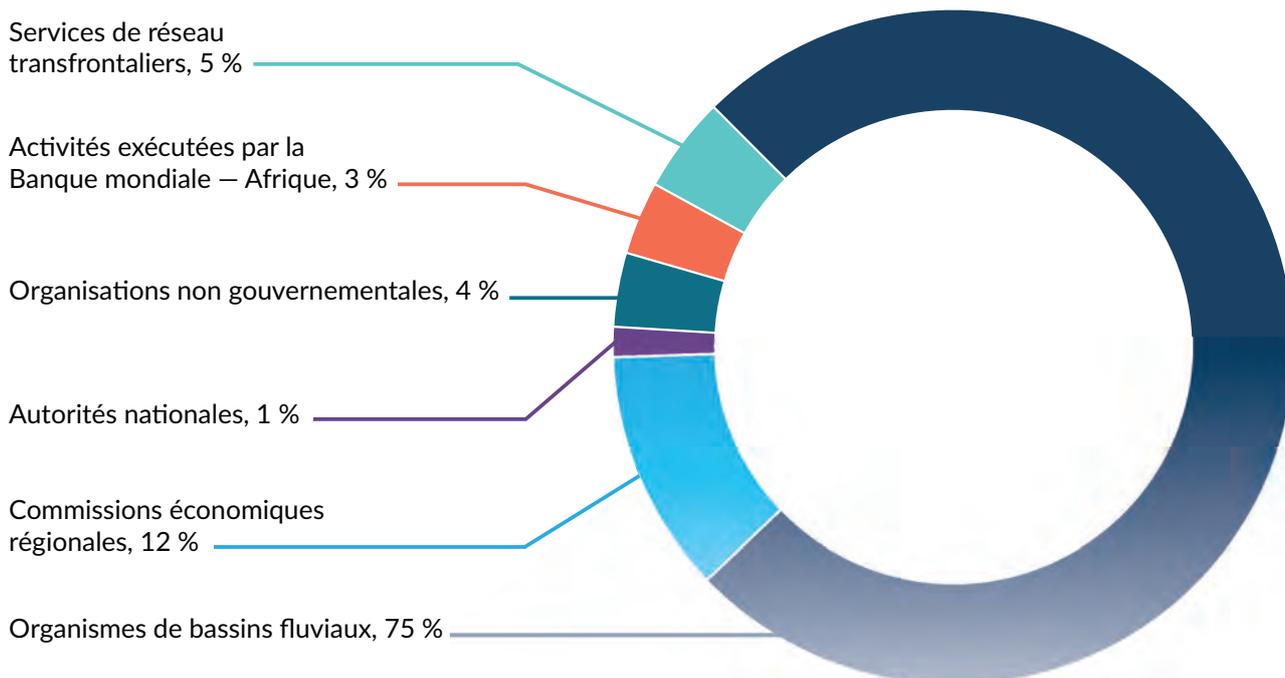
Annexe 1 : Répartition du portefeuille de CIWA

Graphique A1.1. Répartition par catégorie de financement



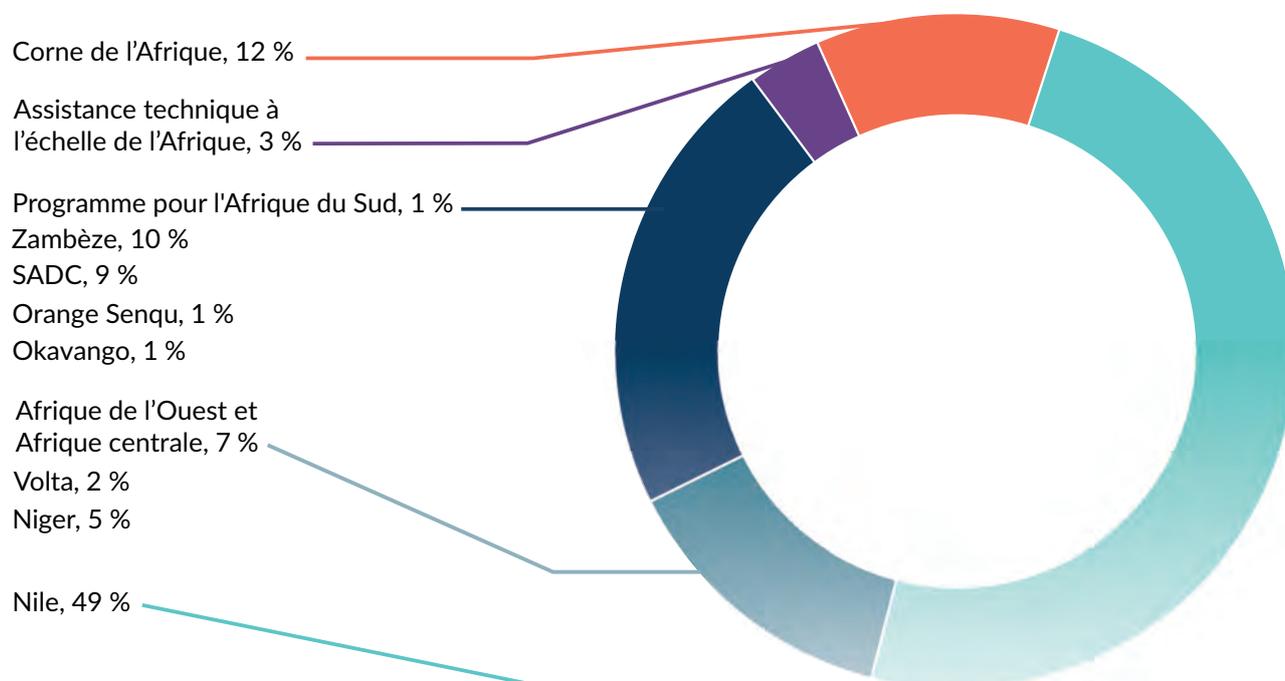
Le graphique A1.1 montre que la plus grande partie (78 %) des montants cumulés affectés et engagés par CIWA sont consacrés aux financements d'activités exécutées par les bénéficiaires. Comme indiqué plus en détail à l'annexe 5, l'utilisation moyenne des fonds pour la préparation et la supervision de ces dons reste à 6 %.

Graphique A1.2. Répartition par catégorie de partenaire



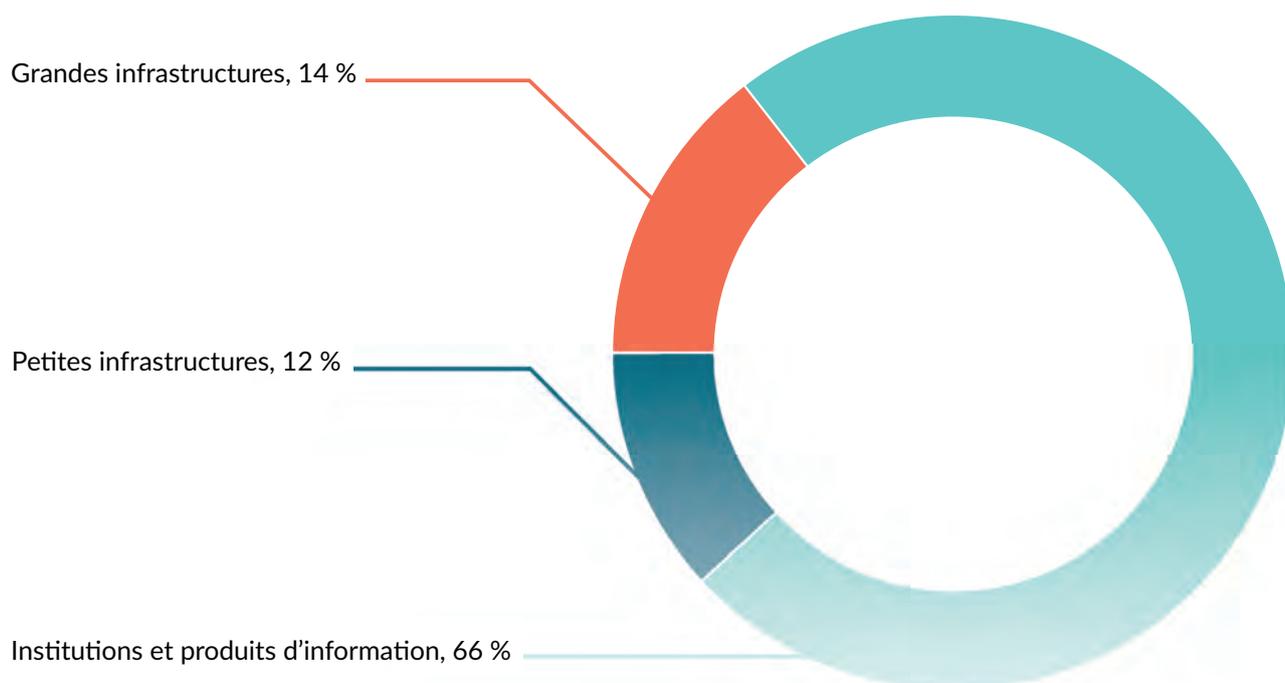
Le portefeuille cumulé de CIWA rassemble une grande diversité d'institutions régionales ; cependant, la majorité (75 %) des clients obtenant des financements au titre d'activités exécutées par les bénéficiaires et des partenaires d'assistance technique sont des organismes régionaux de bassins fluviaux. Les autorités nationales du Soudan et de la Somalie travaillent avec CIWA.

Graphique A1.3. Répartition par engagement



CIWA travaille avec des pays dans toutes les régions de l'Afrique. Le graphique A1.3 indique l'intégralité des allocations et engagements cumulés.

Graphique A1.4. Répartition par résultat prioritaire



Le graphique A1.4 présente les allocations et les engagements cumulés du portefeuille de CIWA. Le portefeuille de CIWA met l'accent sur la durabilité et les investissements dans le capital humain grâce aux institutions et à des produits d'information essentiels. Les investissements dans les infrastructures soutiennent à la fois les grandes initiatives de stockage d'eau et de production d'électricité et les petites infrastructures respectueuses de la nature, ou les infrastructures vertes et grises.

Annexe 2 : Cadre de résultats

Le tableau A2.1 répertorie les projets d'investissement qui pourraient être induits par le programme lorsque les études préparatoires permettent d'estimer le montant de l'investissement et le nombre de bénéficiaires du projet. Le tableau A2.2 répertorie les projets d'investissement catalysés par CIWA pour lesquels des ressources ont été mobilisées. Le montant des investissements est cumulé et mis à jour sur une base annuelle.

Tableau A2.1. Investissements pouvant être catalysés par CIWA

Possibilité d'investissement	Rôle de CIWA	Valeur estimée des investissements en cours (USD, milliards)	Nombre estimé de bénéficiaires possibles (millions)	Avantages prévus
Aquifère de Merti ³² (Kenya et Somalie)	Réalisation d'une étude de faisabilité	Pas encore disponible	Pas encore disponible	Renforcement de la résilience et développement économique
Aquifère transfrontalier de Khakea ³³ (Botswana et Afrique du Sud)	Réalisation de plans de gestion	Pas encore disponible	Pas encore disponible	Amélioration de la protection de la biodiversité et gestion durable des eaux souterraines
Investissement dans le bassin du Nil (14)	Soutien pour permettre à l'IBN de faciliter les activités de coopération telles que l'amélioration de la planification et de la gestion intégrée des ressources en eau, ainsi que l'identification et la préparation d'investissements concertés importants pour la région	6,936	7	Augmentation de l'approvisionnement en eau ; accroissement de la production d'électricité, amélioration de la gestion des bassins versants; développement de l'irrigation
Transfert d'eau des hauts plateaux du Lesotho vers le Botswana	Financement d'une étude des coûts et des avantages du transfert d'eau et des possibilités de stimuler la coopération	0,8	2	Augmentation de l'approvisionnement en eau, revenus supplémentaires
Programme d'amélioration des moyens de subsistance dans le bassin Cubango-Okavango	Soutien à l'analyse des opportunités d'investissements multisectoriels en vue de mettre en place des programmes d'investissement à long terme et d'amélioration des moyens de subsistance. Poursuite de l'appui à la préparation de l'étape suivant l'analyse	0,9	Pas encore disponible	Augmentation des revenus, accès à l'eau, aux services d'assainissement et à une énergie durable, mesures visant à lutter contre la faim et la maladie, et promotion de la parité femmes-hommes, de l'éducation et de la durabilité dans le domaine de l'environnement
Investissement dans le sous-bassin de Lwapula ³⁴	Exploration des possibilités de modalités de coopération juridique et institutionnelle pour une future Autorité du fleuve Lwapula	2,17	8,4 ³⁵	Augmentation de la production d'électricité
Total		10,806	17,4	

³² Ajouté pendant l'exercice 2021.

³³ Ajouté pendant l'exercice 2021.

³⁴ L'état d'avancement et les montants des investissements dans le sous-bassin de Lwapula préparés par Harza ont été passés en revue, réévalués et mis à jour par le consortium EDF-GIBB dans le cadre d'un contrat avec le pool énergétique d'Afrique australe en 2020. Ces valeurs reposent sur le scénario prévoyant la mise en œuvre des activités dans cinq sites.

³⁵ Le nombre de bénéficiaires est déterminé à partir de la production annuelle moyenne prévue de 4 420 GWh/an, de la consommation moyenne en Afrique subsaharienne et de la demande intérieure estimée à 35 %.

Tableau A2.2. Investissements mobilisés, catalysés³⁶ avec l'appui de CIWA

Investissement mobilisé	Rôle de CIWA	Valeur estimée des investissements en cours (USD, milliards)	Nombre estimé de bénéficiaires possibles (millions)	Avantages prévus
Projet d'investissement pour la résilience climatique du bassin du fleuve Niger	Tenue de consultations techniques et politiques pour l'élaboration du plan d'investissement	0,2	4,0	Amélioration des moyens de subsistance ruraux, systèmes d'alerte précoce et d'information climatique et résilience climatique
Barrage de Kandadji	Appui aux travaux d'analyse des meilleures pratiques en matière de réinstallation	1,0	1,0	Augmentation de la production d'électricité, développement de l'irrigation, création d'emploi
Barrage de Kariba	Études sur la réhabilitation du barrage à l'origine de la décision d'investir dans le renforcement de la sécurité et de la fiabilité	0,294	3,0	Augmentation de la production d'électricité, réduction des risques, et prévention de catastrophes
Projet hydroélectrique de la Gorge de Batoka	Analyse des implications financières de l'investissement et facilitation des négociations pour examiner les conclusions et encourager le renouvellement du projet. Réalisation de nouvelles études d'ingénierie et préparation de l'investissement	4,0	6,0	Augmentation de la production d'électricité
Programme de réhabilitation du lac Tchad (basé sur le Plan d'action pour le développement et la résilience climatique du lac Tchad)	Appui à la formulation du plan d'action afin de mettre en œuvre les investissements prévus dans le cadre du projet de résilience climatique	0,17	0,213	Amélioration des moyens de subsistance ruraux et résilience climatique
Projet de développement durable du bassin du lac Tchad (PRODEBALT)	Réalisation d'analyses et d'études de projet	0,021 au total (dont 0,0094 de la Banque mondiale)	0,022	200 micro projets pour le développement des moyens de subsistance ruraux et amélioration de la gestion des ressources en eau
Projet Biosphère et patrimoine du lac Tchad (BIOPALT)	Réalisation d'analyses et d'études de projet	0,0065	3,0	Biodiversité et dépollution de l'écosystème
Dons subsidiaires de SADC-GMI (9)	Réalisation d'analyses diagnostiques transfrontalières et planification d'actions stratégiques conjointes, réunion des parties prenantes	0,0014	0,155	Neuf investissements dans huit pays : exploitation des aquifères ; forages, pompes et installation d'équipements de surveillance ; stockage de l'eau
Investissement dans le bassin du Nil (7)	Réalisation d'études de pré faisabilité (évaluation de reconnaissance) des caractéristiques du projet et coordination de la mobilisation des ressources, de l'appui institutionnel et/ou facilitation de la participation des parties prenantes	0,648	2,07	Données hydrologiques et météorologiques ; stockage de l'eau ; irrigation ; production d'électricité ; amélioration de la gestion des bassins versants et de la pêche
Total (42)		6,34	19,46	

³⁶ Les *Investissements mobilisés* font référence à l'ensemble des investissements prévus et effectifs intégrés dans un processus de planification financière formel et public ou vérifiable. CIWA peut catalyser un projet en facilitant le dialogue sur l'investissement, les études exploratoires ou l'identification du projet, n'importe quelle étape de la préparation du projet ou en contribuant à une analyse liée à cette étape, la négociation d'une transaction et/ou la mobilisation des ressources.

Note sur toutes les cibles des indicateurs : Les cibles initiales des indicateurs à long terme ont été fixées pendant la première année de mise en œuvre de CIWA et ont été maintenues jusqu'à l'exercice 2020. Étant donné qu'elles ont été atteintes et que le programme CIWA devrait prochainement être passé en revue, des cibles intermédiaires ont été fixées pour les exercices 2021 et 2022. L'examen du programme donnera lieu à l'établissement de nouvelles cibles à long terme. Les cibles adoptées pour les exercices 2021 et 2022 sont expliquées dans la section suivante pour chaque indicateur.

Objectifs de développement du programme (ODP) : Renforcer la gestion et la mise en valeur concertées des eaux internationales en Afrique subsaharienne en vue de contribuer à une croissance durable résiliente face au climat.

Indicateur 1 :

Financements en dollars des États-Unis mobilisés pour des projets de gestion et de mise en valeur concertées des eaux internationales catalysés par CIWA (montant cumulé).

Cible pour l'exercice 2021 :

12 milliards de dollars d'investissement pour financer les projets de gestion et de mise en valeur concertées des eaux internationales catalysés par CIWA.

Les cibles relatives à l'indicateur 1 pour les exercices 2021 et 2022 ont été sensiblement revues à la hausse compte tenu de l'évolution des résultats observés ; cette décision semble logique puisque les résultats sont cumulés et que les résultats observés sont supérieurs à la cible. Le programme CIWA estime que les études finales des deux nouveaux investissements dans les aquifères potentiels seront achevées au cours du prochain exercice, ce qui justifiera de nouvelles augmentations. Il convient toutefois de rester prudent car, bien que les résultats soient cumulés, il est possible de retirer du portefeuille un investissement pour lequel les ressources requises n'ont pas été mobilisées s'il n'est plus viable. C'est notamment le cas du barrage de Fomi.

Réalisations pour l'exercice 2021 :

- Total – 17,146 milliards de dollars
- Potentiel – 10,806 milliards de dollars
- Mobilisés – 6,34 milliards de dollars

Indicateur 2 :

Nombre de personnes bénéficiant directement de l'amélioration de la gestion et de la mise en valeur des ressources en eau dans les bassins ciblés grâce aux projets soutenus par CIWA (chiffre cumulé).

Cible pour l'exercice 2021 :

30 millions de personnes bénéficieront directement des projets d'amélioration de la gestion et de la mise en valeur des ressources en eau catalysés par CIWA.

Cette cible a été revue à la baisse par rapport à celle de l'exercice 2020 (50 millions de personnes). En l'absence de soutien au barrage de Fomi ou d'un investissement similaire dans le portefeuille, il est logique de prendre pour cible les résultats actuels. Ce chiffre devrait être légèrement relevé et porté à 35 millions pour l'exercice 2022. Cette cible semble raisonnable parce que deux nouveaux investissements dans les aquifères pourraient accroître le nombre de bénéficiaires. Il est vrai que la réorientation des activités du portefeuille au détriment d'investissements dans de très grands barrages et au profit d'investissements de moindre envergure, axés sur les eaux souterraines et la nature, réduira le nombre des bénéficiaires. Il faut souvent concilier deux objectifs différents dans le cadre de la planification des investissements, qui consistent à perturber la vie d'aussi peu de personnes que possible tout en permettant d'obtenir des résultats qui profitent au plus grand nombre possible. Si l'on suit cette logique, toutes les personnes qui n'ont pas été déplacées par la construction du barrage de Fomi par suite de l'application du Cadre environnemental et social de la Banque mondiale profitent du projet même si elles ne sont pas incluses dans le nombre de bénéficiaires.

Réalisations pour l'exercice 2021 :

Total – 36,86 millions de personnes³⁷
Potentiel – 17,4 millions
Mobilisés – 19,46 millions

Résultat intermédiaire 1. Renforcement de l'intégration et de la coopération régionales

Indicateur 1 :

Nombre d'institutions transfrontalières pertinentes renforcées en vue d'améliorer la coopération régionale (chiffre cumulé).

Cible pour l'exercice 2021 :

12 institutions transfrontalières dans au moins 5 bassins ont renforcé la coopération et l'intégration régionales.

La cible établie pour l'exercice 2021 a été revue à la hausse par rapport à celle de l'exercice 2020 (8 institutions), car la valeur prise par l'indicateur est cumulée et que le résultat atteint pour l'exercice 2020 est de 12 institutions. Bien qu'il ne soit pas souhaitable que CIWA disperse ses ressources limitées entre différents partenaires, il est raisonnable d'accroître progressivement le nombre de partenaires et d'obtenir un chiffre cumulé plus élevé.

³⁷ Le nombre de bénéficiaires directs des investissements catalysés par CIWA est plus important que le nombre communiqué ici les études permettant d'établir ce nombre n'étant pas terminées dans le cas de plusieurs investissements (voir tableau 1 et 2 de cette annexe).

Réalisations pour l'exercice 2021 :

16 institutions pertinentes – ABN, ABV, CBLT, CUVECOM, CEDEAO, IBN, IGAD, LVBC, LIMCOM, NBD, OKACOM, ORASECOM, SADC-GMI, SAPP, ZAMCOM et ZRA – ont mis en œuvre des projets ou des activités depuis la mise en place de CIWA. Ces institutions interviennent dans le bassin du Nil, le bassin du Niger, le bassin du lac Victoria, le bassin du lac Tchad et les bassins d'eaux souterraines en Afrique australe, en Afrique occidentale/centrale et dans la Corne de l'Afrique.

Pendant l'exercice 2021, les projets et l'assistance technique de CIWA ont permis de fournir un soutien à 12 institutions transfrontalières poursuivant des activités : CBLT, CUVECOM, IBN, IGAD, LIMCOM, LVBC, NBD, OKACOM, ORASECOM, SADC-GMI, SAPP et ZAMCOM.

Indicateur 2 :

Nombre d'analyses stratégiques et de produits du savoir utilisés pour exposer les raisons d'être de la coopération, les besoins et les difficultés (chiffre cumulé).

Cible pour l'exercice 2021 :

80 analyses stratégiques et produits du savoir exposant les raisons d'être de la coopération.

Cette cible est nettement plus élevée que celle de l'année précédente (20). Elle n'avait pas été relevée depuis plusieurs années et les résultats obtenus l'année dernière était déjà deux fois supérieurs à la cible. Le niveau retenu pour l'exercice 2021 a donc été établi en fonction des résultats observés et relevé pour l'exercice 2022.

Réalisations pour l'exercice 2021 :

82 analyses stratégiques ont été réalisées au total. Le nombre total cumulé enregistré pour l'année précédente était de 49 analyses stratégiques. Ces dernières mettent en évidence les raisons d'être de la coopération en présentant des scénarios de résilience climatique, les avantages de l'harmonisation des législations, des informations sur les ressources en eaux souterraines, ainsi que sur les inondations et les sécheresses régionales, la production d'électricité, etc.. Les projets soutenus par CIWA au cours de l'exercice 2021 ont donné lieu à la réalisation de 33 nouvelles³⁸ analyses stratégiques qui mettent en évidence les raisons d'être de la coopération, les besoins et les difficultés :

- Liens invisibles : Renforcement de la résilience transfrontalière dans la Corne de l'Afrique (en anglais)
- Aperçu stratégique de la mise en valeur des ressources en eau et des options statistiques pour la Somalie (en anglais)
- Somalie : Gestion des données et de l'information au XXI^e siècle (en anglais)
- Note conceptuelle : Programme national pour le suivi des ressources en eau et la gestion de l'information (en anglais)

- Somalie – Assistance technique pour une formation portant sur la modélisation des ressources en eau – rapport final (en anglais)
- Somalie – Stratégie nationale pour les ressources en eau (en anglais)
- Étude technique axée sur la détermination du volume, de la variabilité et de la reconstitution naturelle des eaux souterraines peu profondes à Djibouti, en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda, au Soudan et au Soudan du Sud (en anglais).
- Évaluation des besoins institutionnels et des possibilités de coopération régionale entre Djibouti, l'Éthiopie, le Kenya, l'Ouganda, le Soudan et le Soudan du Sud dans le domaine de la gestion des eaux souterraines (en anglais).
- Élaboration de 16 profils nationaux et d'un profil régional de résilience à la sécheresse (SADC) (en anglais).
- Rapport sur les scénarios hydrologiques du bassin du Nil pour les périodes à venir (en anglais)
- Brochure sur les avantages partagés de la coopération dans le bassin du Nil et quatre bulletins sur la surveillance du bassin (en anglais).
- Analyse décisionnelle multicritères des investissements dans la qualité de l'eau, et note stratégique sur l'amélioration de la qualité de l'eau dans le bassin du lac Victoria (en anglais).

Résultat intermédiaire 2. Renforcement de la gestion des ressources en eau**Indicateur :**

Nombre d'institutions transfrontalières pertinentes ayant accès à de meilleurs outils d'analyse, produits du savoir, données et prévisions, et/ou à de plus amples capacités pour renforcer la gestion des risques liés au climat ou à l'eau ou la coordination des opérations d'investissement (chiffre cumulé).

Cible pour l'exercice 2021 :

11 institutions transfrontalières dans au moins 5 bassins ont accès à de meilleurs outils d'analyse, produits du savoir, données, prévisions, et/ou de plus amples capacités pour renforcer la gestion des risques liés au climat ou à l'eau ou la coordination des opérations d'investissement.

La cible établie pour l'exercice 2021 est supérieure à celle de l'exercice 2020 (7 institutions). Cette forte augmentation se justifie car les chiffres sont cumulés et le nombre enregistré pour l'exercice 2020 était de 10 institutions.

Réalisations pour l'exercice 2021 :

Au total, 11 institutions pertinentes – ABN, CBLT, CEDEAO, IBN, IGAD, LVBC, NBD, OKACOM, SADC-GMI, SAPP et ZRA – ont mis en œuvre des projets contribuant au renforcement de la gestion des risques liés au climat ou de la coordination des opérations d'investissement. Elles

³⁸ Un certain nombre de ces nouvelles analyses stratégiques et produits du savoir ne sont pas encore accessibles au public. Les informations rendues publiques sont disponibles sur la page web de CIWA.

opèrent dans sept bassins distincts, soit un de plus que l'année passée.

Résultat intermédiaire 3. Renforcement de la mise en valeur des ressources en eau

Indicateur 1 :

Nombre d'opportunités d'investissement ayant des retombées régionales qui ont été poursuivies grâce au soutien de CIWA (chiffre cumulé).

Cible pour l'exercice 2021 :

40 opportunités d'investissement ayant des retombées régionales qui ont été poursuivies grâce au soutien de CIWA.

La cible établie pour l'exercice 2021 est supérieure à celle de l'exercice 2020 (35 investissements). La cible de cet indicateur n'a pas été revue à la hausse depuis plusieurs années, mais malgré les gains et les pertes non linéaires d'investissements potentiels, on peut s'attendre à ce qu'elle soit atteinte. Compte tenu du passage à 40 du nombre d'investissements durant l'exercice 2020, les cibles fixées pour les exercices 2021 et 2022 ont été revues à la hausse. Cela est raisonnable, sachant que de nouveaux investissements se matérialiseront certainement. Il se peut toutefois que certains investissements potentiels peu prioritaires perdent finalement leur crédibilité et ne soient pas maintenus.

Réalisations pour l'exercice 2021 :

Depuis le lancement de CIWA, 42 projets d'investissement ont été appuyés par des projets en cours (40 communiqués au cours de l'exercice 2020). ABN, CBLT, IBN, OKAKOM, SADC-GMI, SAPP et ZRA poursuivent actuellement des projets qui contribuent à promouvoir les opportunités d'investissement. Cette année, l'aquifère de Merti et l'aquifère transfrontalier de Khakea ont été inscrits dans la catégorie des nouveaux investissements potentiels, mais les études exploratoires ne font que commencer (voir les tableaux 1 et 2 de cette annexe).

Indicateur 2 :

Nombre d'institutions transfrontalières pertinentes qui ont amélioré leur approche pour la planification d'investissements durables³⁹ et la préparation d'opérations susceptibles d'être financées (chiffre cumulé).

Cible pour l'exercice 2021 :

Six institutions transfrontalières pertinentes ont amélioré leur approche de la planification d'investissements durables et de la préparation d'opérations susceptibles d'être financées. Cette cible a été relevée par rapport à celle de l'année précédente (5) puisque cette dernière a été dépassée d'une institution durant l'exercice 2020.

Réalisations pour l'exercice 2021 :

Six institutions (ABN, CBLT, IBN, SADC-GMI, SAPP et ZRA)

poursuivent des projets contribuant à l'amélioration de l'approche de la planification d'investissements durables et de la préparation d'opérations susceptibles d'être financées.

Résultat intermédiaire 4. Renforcement de la coordination et de la participation des parties prenantes

Indicateur 1 :

Nombre de bassins bénéficiant d'un renforcement de la participation de la société civile, du secteur privé et des milieux universitaires ; pourcentage d'engagements dans le cadre desquels la participation accrue des parties prenantes appuie explicitement la prise en compte de la question de la parité femmes-hommes durant la conception et la mise en œuvre des activités de gestion et de mise en valeur des ressources en eau (chiffre cumulé).

Cible pour l'exercice 2021 :

Sept bassins ont renforcé la participation de la société civile, du secteur privé et des milieux universitaires ; 60 % des engagements appuient explicitement la prise en compte de la question de la parité femmes-hommes durant la conception et la mise en œuvre de l'activité.

La cible établie pour l'exercice 2020 était de cinq bassins, celle de l'exercice 2021 est plus élevée puisque le résultat obtenu pour l'exercice 2020 était de sept bassins.

Réalisations pour l'exercice 2021 :

Sept organismes de bassin et une communauté économique régionale de sept bassins (le Nil, le Niger, le lac Victoria, la Volta, le lac Tchad, la SADC et le Zambèze) ont ou avaient des projets en cours qui contribuent à renforcer la participation et la coordination des parties prenantes. L'ABN, l'ABV, l'IBN, le NBD, la SADC-GMI et la ZRA ont formulé des stratégies claires entre autres pour les communications, la participation des parties prenantes, la parité femmes-hommes qui contribuent à améliorer cette parité en intégrant l'autonomisation des femmes dans toutes les activités de gestion de l'eau, de renforcement des capacités, de formation et de développement.

Au cours de l'exercice 2021, CIWA a soutenu de nouvelles activités dans les bassins prioritaires existants, qui ont permis d'améliorer la participation de la société civile. Les nouvelles notes d'apprentissage de CIWA sur les questions de parité femmes-hommes dans les projets de CIWA témoignent de l'intégration de ces dernières dans la conception et la mise en œuvre des activités. Cette démarche a permis d'augmenter considérablement la mesure dans laquelle cette dimension est prise en compte dans les projets et la qualité des actions menées à cet effet. Tous les projets de CIWA qui contribuent à la préparation des investissements doivent prendre réellement et précisément en compte la situation des femmes dans les évaluations des risques et des impacts sociaux.

³⁹ La préparation d'un investissement durable prend en compte des questions environnementales et sociales comme la pauvreté, la parité femmes-hommes, et le changement climatique à long terme.

De nombreux projets et mission d'assistance technique de CIWA prévoient également de renforcer les réseaux et le capital humain des femmes et d'effectuer des évaluations spécifiques de la dimension de parité femmes-hommes dans le cadre du travail analytique.

Indicateur 2 :

Nombre de bassins pour lesquels le volume des données sur la gestion et la mise en valeur des ressources en eau disponibles dans le domaine public a augmenté (chiffre cumulé).

Cible pour l'exercice 2021 :

Le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté pour cinq bassins.

Bien que les valeurs prises par cet indicateur soit cumulées, il est difficile de prétendre continuer à communiquer au public des données sur les projets de gestion des ressources en eau si celles-ci ne sont plus actualisées et accessibles sur la page web de l'organisme de bassin fluvial. La cible est donc maintenue à cinq pour les exercices 2021 et 2022.

Réalisations pour l'exercice 2021 :

Les opérations de CIWA dans six bassins – le Nil, le Niger, le lac Tchad, le lac Victoria, la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe (par l'intermédiaire de SADC-GMI) et le Zambèze – ont contribué à améliorer la gestion des ressources en eau, les données climatiques et les informations sur la mise en valeur de l'eau disponibles dans le domaine public. Le soutien de CIWA au système Hydromet en Afrique (dans le cadre des projets NCORE et NCCR) et l'assistance technique concernant les eaux souterraines dans la Corne de l'Afrique et le Sahel ont une forte et réelle valeur ajoutée ; cet indicateur est toutefois plus une mesure effectuée de haut en bas du volume de données mises à la disposition du public par les bassins.

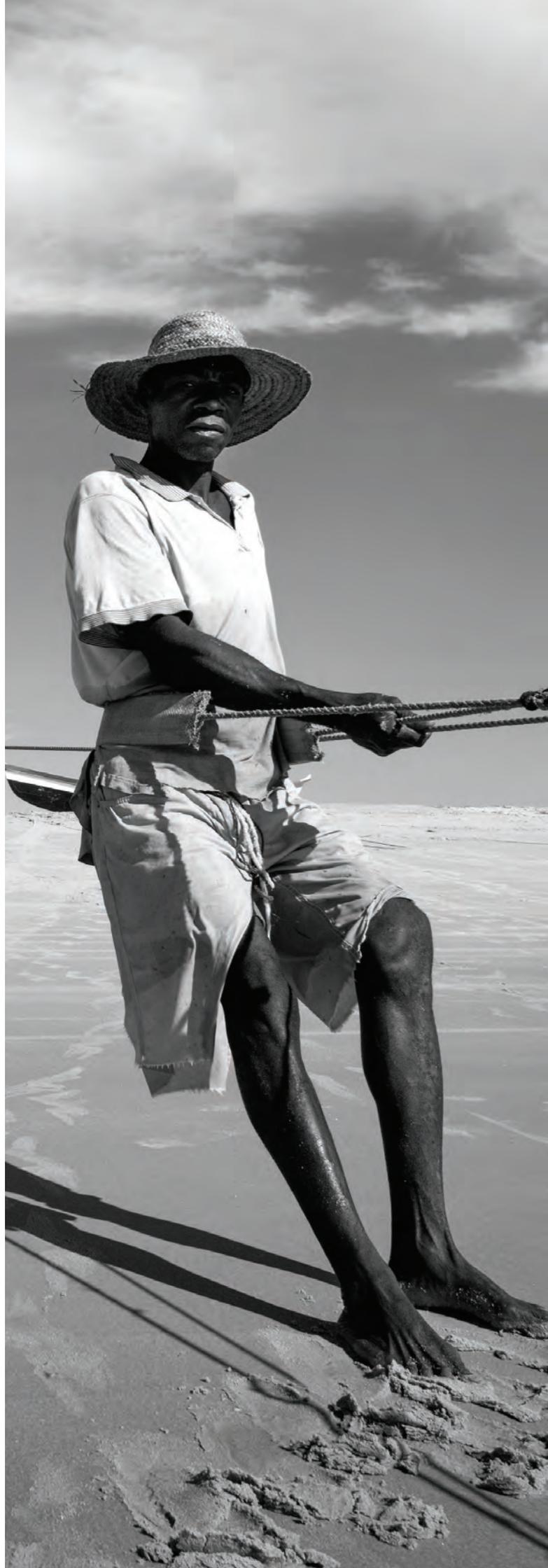


Tableau A2.3 Cadre de résultats et suivi de CIWA – Actualisé en août 2021

IMPACT : Renforcer la croissance durable résiliente face au changement climatique en Afrique subsaharienne

Objectifs de développement du programme :

Renforcer la gestion et la mise en valeur concertées des eaux internationales en Afrique subsaharienne en vue de contribuer à une croissance durable résiliente face au climat.

Indicateur	Cible Ex. 2015	Cible Ex. 2016	Cible Ex. 2017	Cible Ex. 2018	Cible Ex. 2019	Cible Ex. 2020	Cible Ex. 2021	Cible Ex. 2022	
i) Financements en dollars des États-Unis mobilisés pour des projets de gestion et de mise en valeur concertées des eaux internationales catalysés par CIWA ¹	Cible : 8 milliards de dollars (valeur des projets pouvant être catalysés par CIWA) Réalizations : 7,6 milliards de dollars d'investissements pouvant être mobilisés	Cible : 8 milliards de dollars (valeur des projets pouvant être catalysés par CIWA) Réalizations : 5,6 milliards de dollars d'investissements pouvant être mobilisés	Cible : 9 milliards de dollars (valeur des projets pouvant être catalysés par CIWA) Réalizations : 7,9 milliards de dollars d'investissements pouvant être mobilisés	Cible : 9 milliards de dollars (valeur des projets pouvant être catalysés par CIWA) Réalizations : 10,6 milliards de dollars d'investissements pouvant être mobilisés	Cible : 10 milliards de dollars (valeur des projets pouvant être catalysés par CIWA) Réalizations : 11,2 milliards de dollars d'investissements pouvant être mobilisés	Cible : 10 milliards de dollars d'investissement pour financer les projets de gestion et de mise en valeur concertées des eaux internationales catalysés par CIWA Réalizations : 10,54 milliards de dollars d'investissements pouvant être mobilisés	Cible : 10 milliards de dollars d'investissement pour financer les projets de gestion et de mise en valeur concertées des eaux internationales catalysés par CIWA Réalizations : 10,806 milliards de dollars d'investissements pouvant être mobilisés	Cible : 12 milliards de dollars d'investissement pour financer les projets de gestion et de mise en valeur concertées des eaux internationales catalysés par CIWA Réalizations : 6,34 milliards de dollars d'investissements catalysés mobilisés	Cible : 14 milliards de dollars d'investissement pour financer les projets de gestion et de mise en valeur concertées des eaux internationales catalysés par CIWA Réalizations : 6,34 milliards de dollars d'investissements catalysés mobilisés
Valeur de référence : 0 milliard de dollars (valeur des projets catalysés par CIWA)	1,3 milliard de dollars d'investissements catalysés mobilisés	4,3 milliards de dollars d'investissements catalysés mobilisés	5,0 milliards de dollars d'investissements catalysés mobilisés	6,4 milliards de dollars d'investissements catalysés mobilisés	6,2 milliards de dollars d'investissements catalysés mobilisés	6,34 milliards de dollars d'investissements catalysés mobilisés	6,34 milliards de dollars d'investissements catalysés mobilisés	6,34 milliards de dollars d'investissements catalysés mobilisés	
ii) Nombre de personnes bénéficiant directement de l'amélioration de la gestion et de la mise en valeur des ressources en eau dans les bassins ciblés grâce aux projets soutenus par CIWA ²	Cible : 10 millions (de personnes susceptibles de bénéficier directement des projets catalysés par CIWA) Réalizations : 43 millions de bénéficiaires directs potentiels	Cible : 15 millions (de personnes susceptibles de bénéficier directement des projets catalysés par CIWA) Réalizations : 37 millions de bénéficiaires directs potentiels	Cible : 20 millions (de personnes susceptibles de bénéficier directement des projets catalysés par CIWA) Réalizations : 41,2 millions de bénéficiaires directs potentiels	Cible : 30 millions (de personnes susceptibles de bénéficier directement des projets catalysés par CIWA) Réalizations : 4,7 millions de bénéficiaires directs potentiels	Cible : 40 millions (de personnes susceptibles de bénéficier directement des projets catalysés par CIWA) Réalizations : 10,8 millions de bénéficiaires directs potentiels	Cible : 50 millions de personnes bénéficieront directement des projets d'amélioration de la gestion et de la mise en valeur des ressources en eau catalysés par CIWA Réalizations : 9 millions de bénéficiaires potentiels	Cible : 30 millions de personnes bénéficieront directement des projets d'amélioration de la gestion et de la mise en valeur des ressources en eau catalysés par CIWA Réalizations : 36,86 au total	Cible : 35 millions de personnes bénéficieront directement des projets d'amélioration de la gestion et de la mise en valeur des ressources en eau catalysés par CIWA Réalizations : 17,4 millions de bénéficiaires potentiels	
Valeur de référence : 0 bénéficiaire direct	5,6 millions de bénéficiaires directs d'investissements catalysés mobilisés	10,8 millions de bénéficiaires directs d'investissements catalysés mobilisés	11,5 millions de bénéficiaires directs d'investissements catalysés mobilisés	12,15 millions de bénéficiaires directs d'investissements catalysés mobilisés	16,1 millions de bénéficiaires directs d'investissements catalysés mobilisés	19,46 millions de bénéficiaires mobilisés investments	19,46 millions de bénéficiaires mobilisés	19,46 millions de bénéficiaires mobilisés	

¹ Les valeurs de cet indicateur dans ce tableau sont cumulées.

² Les valeurs des cibles et des résultats de l'indicateur 2 sont cumulées.

Résultat intermédiaire 1. Renforcement de l'intégration et de la coopération régionales

Indicateur	Cible Ex. 2015	Cible Ex. 2016	Cible Ex. 2017	Cible Ex. 2018	Cible Ex. 2019	Cible Ex. 2020	Cible Ex. 2021	Cible Ex. 2022
i) Nombre d'institutions transfrontalières pertinentes en vue d'améliorer la coopération régionale (chiffre cumulé)	Cible : 6 institutions ayant des projets ou des activités en cours Réalizations : 7 institutions ayant des projets en cours	Cible : 6 institutions ayant des projets ou des activités en cours Réalizations : 8 institutions ayant des projets en cours	Cible : 8 institutions ayant des projets ou des activités en cours Réalizations : 8 institutions ayant des projets en cours	Cible : 8 institutions ayant des projets ou des activités en cours Réalizations : 9 institutions ayant des projets en cours	Cible : 8 institutions ayant des projets ou des activités en cours Réalizations : 11 institutions ayant des projets en cours	Cible : 8 institutions transfrontalières dans au moins 5 bassins ont renforcé la coopération et l'intégration régionales	Cible : 12 institutions transfrontalières dans au moins 5 bassins ont renforcé la coopération et l'intégration régionales	Cible : 14 institutions transfrontalières dans au moins 5 bassins ont renforcé la coopération et l'intégration régionales
Valeur de référence : 0 institution renforcée						Réalizations : 11 institutions ayant des projets en cours	Réalizations : 16 institutions ayant des projets en cours	
ii) Nombre d'analyses stratégiques et de produits du savoir utilisés pour exposer les raisons d'être de la coopération, les besoins et les difficultés ³	Cible : 4 analyses stratégiques réalisées Objectif partiellement atteint : de nombreuses analyses	Cible : 5 analyses stratégiques réalisées Réalizations : 16 analyses stratégiques réalisées	Cible : 18 analyses stratégiques réalisées Réalizations : 23 analyses stratégiques réalisées	Cible : 20 analyses stratégiques réalisées et utilisées Réalizations : 26 analyses stratégiques réalisées	Cible : 20 analyses stratégiques réalisées et utilisées Réalizations : 36 analyses stratégiques réalisées et utilisées	Cible : 20 analyses stratégiques utilisées pour exposer les raisons d'être de la coopération Réalizations : 49 analyses stratégiques réalisées et utilisées	Cible : 80 analyses stratégiques utilisées pour exposer les raisons d'être de la coopération Réalizations : Au total, 82 analyses stratégiques sont utilisées ; 33 nouvelles analyses stratégiques réalisées durant l'exercice 2021	Cible : 90 analyses stratégiques utilisées pour exposer les raisons d'être de la coopération
Valeur de référence : 0 analyse stratégique réalisée par CIWA	stratégiques sont en cours, deux sont terminées							

³ Les valeurs prises par l'indicateur sont cumulées, sauf indication contraire.

Résultat intermédiaire 3. Renforcement de la mise en valeur des ressources en eau

Indicateur	Cible Ex. 2015	Cible Ex. 2016	Cible Ex. 2017	Cible Ex. 2018	Cible Ex. 2019	Cible Ex. 2020	Cible Ex. 2021	Cible Ex. 2022	
ii) Nombre d'institutions transfrontalières pertinentes qui ont amélioré leur approche pour la planification d'investissements durables et la préparation d'opérations susceptibles d'être financées (chiffre cumulé)	Cible : 3 institutions ont des projets en cours qui améliorent l'approche adoptée en matière de planification d'investissements durables et de la préparation d'opérations susceptibles d'être financées	Cible : 4 institutions ont des projets en cours qui améliorent l'approche adoptée en matière de planification d'investissements durables et de la préparation d'opérations susceptibles d'être financées	Cible : 5 institutions ont des projets en cours qui améliorent l'approche adoptée en matière de planification d'investissements durables et de la préparation d'opérations susceptibles d'être financées	Cible : 5 institutions ont des projets en cours qui améliorent l'approche adoptée en matière de planification d'investissements durables et de la préparation d'opérations susceptibles d'être financées	Cible : 5 institutions ont des projets en cours qui améliorent l'approche adoptée en matière de planification d'investissements durables et de la préparation d'opérations susceptibles d'être financées	Cible : 5 institutions transfrontalières pertinentes ont amélioré leur approche de la planification d'investissements durables et de la préparation d'opérations susceptibles d'être financées	Cible : 5 institutions transfrontalières pertinentes ont amélioré leur approche de la planification d'investissements durables et de la préparation d'opérations susceptibles d'être financées	Cible : 6 institutions transfrontalières pertinentes ont amélioré leur approche de la planification d'investissements durables et de la préparation d'opérations susceptibles d'être financées	Cible : 6 institutions transfrontalières pertinentes ont amélioré leur approche de la planification d'investissements durables et de la préparation d'opérations susceptibles d'être financées
Valeur de référence : 0 bassin soutenu par CIWA	Réalisations : 3 institutions ont des projets pertinents en cours	Réalisations : 5 institutions ont des projets pertinents en cours	Réalisations : 5 institutions et 4 pays ont des projets pertinents en cours	Réalisations : 5 institutions et 4 pays ont des projets pertinents en cours	Réalisations : 6 institutions et 4 pays ont des projets pertinents en cours	Réalisations : 6 institutions ont amélioré leur approche de la planification d'investissements durables et de la préparation d'opérations susceptibles d'être financées	Réalisations : 6 institutions ont amélioré leur approche de la planification d'investissements durables et de la préparation d'opérations susceptibles d'être financées	Réalisations : 6 institutions ont amélioré leur approche de la planification d'investissements durables et de la préparation d'opérations susceptibles d'être financées	

Résultat intermédiaire 4. Renforcement de la coordination et de la participation des parties prenantes

Indicateur	Cible Ex. 2015	Cible Ex. 2016	Cible Ex. 2017	Cible Ex. 2018	Cible Ex. 2019	Cible Ex. 2020	Cible Ex. 2021	Cible Ex. 2022
i) Nombre de bassins bénéficiant d'un renforcement de la participation de la société civile, du secteur privé et des milieux universitaires ; pourcentage de bassins dans le cadre desquels la participation accrue des parties prenantes appuie explicitement la prise en compte de la question de la parité femmes-hommes durant la conception et la mise en œuvre des activités de gestion et de mise en valeur des ressources en eau (chiffre cumulé).	Cible : 4 organisations de bassin représentent les intérêts des femmes et/ou des pauvres Réalizations : 5 institutions de bassin ont des projets en cours qui contribuent à renforcer la participation des parties prenantes ; seuls 20 % ont un lien explicite avec les organisations représentant les intérêts des femmes	Cible : 5 bassins ont des projets ou des activités en cours ; 50 % comprennent des organisations représentant les intérêts des femmes et/ou des pauvres Réalizations : 7 institutions de bassin ont des projets en cours qui contribuent à renforcer la participation des parties prenantes ; 50 % soutiennent de manière explicite l'intégration des questions de parité femmes-hommes dans la conception et la mise en œuvre de l'activité Réalizations : 7 institutions de bassin ont des projets en cours qui contribuent à renforcer la participation des parties prenantes ; 50 % soutiennent de manière explicite l'intégration des questions de parité femmes-hommes dans la conception et la mise en œuvre de l'activité	Cible : 5 bassins ont des projets ou des activités en cours ; 50 % comprennent des organisations représentant les intérêts des femmes et/ou des pauvres Réalizations : 7 institutions de bassin ont des projets en cours qui contribuent à renforcer la participation des parties prenantes ; 50 % soutiennent de manière explicite l'intégration des questions de parité femmes-hommes dans la conception et la mise en œuvre de l'activité	Cible : 5 bassins ont des projets ou des activités en cours ; 50 % soutiennent de manière explicite l'intégration des questions de parité femmes-hommes dans la conception et la mise en œuvre de l'activité Réalizations : 7 institutions de bassin ont des projets en cours qui contribuent à renforcer la participation des parties prenantes ; 50 % soutiennent de manière explicite l'intégration des questions de parité femmes-hommes dans la conception et la mise en œuvre de l'activité	Cible : 5 bassins ont des projets ou des activités en cours ; 50 % soutiennent de manière explicite l'intégration des questions de parité femmes-hommes dans la conception et la mise en œuvre de l'activité Réalizations : 7 institutions de bassin ont des projets en cours qui contribuent à renforcer la participation des parties prenantes ; 50 % soutiennent de manière explicite l'intégration des questions de parité femmes-hommes dans la conception et la mise en œuvre de l'activité	Cible : 5 bassins ont amélioré la participation de la société civile, du secteur privé et des milieux universitaires ; 60 % soutiennent de manière explicite l'intégration des questions de parité femmes-hommes dans la conception et la mise en œuvre de l'activité Réalizations : 7 bassins ont amélioré l'engagement de la société civile, du secteur privé et des milieux universitaires ; 60 % soutiennent de manière explicite l'intégration des questions de parité femmes-hommes dans la conception et la mise en œuvre de l'activité	Cible : 7 bassins ont amélioré la participation de la société civile, du secteur privé et des milieux universitaires ; 60 % soutiennent de manière explicite l'intégration des questions de parité femmes-hommes dans la conception et la mise en œuvre de l'activité Réalizations : 7 bassins ont amélioré l'engagement de la société civile, du secteur privé et des milieux universitaires ; 60 % soutiennent de manière explicite l'intégration des questions de parité femmes-hommes dans la conception et la mise en œuvre de l'activité	Cible : 7 bassins ont amélioré la participation de la société civile, du secteur privé et des milieux universitaires ; 60 % soutiennent de manière explicite l'intégration des questions de parité femmes-hommes dans la conception et la mise en œuvre de l'activité Réalizations : 7 bassins ont amélioré l'engagement de la société civile, du secteur privé et des milieux universitaires ; 60 % soutiennent de manière explicite l'intégration des questions de parité femmes-hommes dans la conception et la mise en œuvre de l'activité
Valeur de référence : 0 engagement amélioré avec les parties prenantes ni aucune prise en compte des questions de parité femmes-hommes								
ii) Nombre de bassins pour lesquels le volume des données sur la gestion et la mise en valeur des ressources en eau disponibles dans le domaine public a augmenté ⁴	Cible : Pour 2 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté Réalizations : Pour 1 bassin, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté	Cible : Pour 3 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté Réalizations : Pour 4 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté	Cible : Pour 4 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté Réalizations : Pour 4 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté	Cible : Pour 4 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté Réalizations : Pour 4 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté	Cible : Pour 5 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté Réalizations : Pour 5 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté	Cible : Pour 5 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté Réalizations : Pour 5 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté	Cible : Pour 5 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté Réalizations : Pour 5 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté	Cible : Pour 5 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté Réalizations : Pour 5 bassins, le volume des données disponibles dans le domaine public a augmenté
Valeur de référence : 0 bassin								

⁴ Les valeurs indiquées pour les cibles et les réalisations de cet indicateur sont cumulées. Le nombre de référentiels de données ou de centres d'information accessibles au public peut toutefois varier et dépend souvent de la pérennité des organismes de bassins fluviaux transfrontaliers.

Annexe 3 : Analyse des risques

Description des risques	Mesures d'atténuation	Faits marquants
<p>1. Des catastrophes se produisent à l'échelle des paysages ou du monde. La pandémie constitue, cette année, un risque majeur pour les projets de CIWA ; le changement climatique ou d'autres facteurs accroissent par ailleurs de plus en plus la probabilité de catastrophes majeures.</p>	<p>Depuis mars 2020, un groupe chargé de la lutte contre la COVID-19 au sein du pôle mondial d'expertise sur l'eau de la Banque mondiale procède à des interventions rapides et adaptées pour aider nos pays partenaires à faire face aux effets immédiats et secondaires de la pandémie. Étant donné les liens entre les ressources en eau, les services relatifs à l'eau, les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire, CIWA soutient activement les efforts déployés par le pôle mondial d'expertise sur l'eau pour faire face à la pandémie.</p> <p>L'utilisation efficace de la technologie dans le cadre des projets a permis de maintenir la participation des parties prenantes à tous les niveaux, que ce soit pour l'assistance technique, la conception des activités et des projets, la mobilisation communautaire, les réunions pour la gouvernance des organismes de bassin fluviaux ou les réunions de vaste portée comme le Forum pour le développement du bassin du Nil.</p> <p>Les mesures d'atténuation ont consisté, pour certains projets, à accorder des prorogations sans coût additionnel aux bénéficiaires secondaires et à adapter les plans de travail afin de tirer parti des interfaces électroniques.</p>	<p>La pandémie de COVID-19 a eu de notables effets sur pratiquement tous les habitants de la planète au cours de l'exercice 2021, soit directement, soit en raison de conséquences annexes sur l'économie et les chaînes d'approvisionnement. Ses retombées sur le personnel et les bénéficiaires ont parfois été dramatiques, en général, toutefois, les répercussions sur les projets de CIWA se sont limitées à de faibles retards au niveau des opérations et au passage à des plateformes virtuelles. Il est certain que les échanges entre les parties prenantes ont été moins efficaces sur les interfaces électroniques et que les régions souffrant d'une mauvaise connectivité à Internet étaient particulièrement vulnérables ; les partenaires de CIWA ont néanmoins trouvé des solutions. L'exercice 2021 a marqué le début de la campagne mondiale de vaccination, mais il reste encore beaucoup de chemin à parcourir pour permettre aux personnes de travailler en toute sécurité.</p>
<p>2. Le contexte politique est difficile. Les projets relatifs aux eaux internationales courent tous le risque que des événements politiques nationaux ou internationaux (liés ou non à l'eau) provoquent une dégradation de la situation qui entraîne des retards importants, voire l'échec de certains projets. CIWA et ses partenaires n'ont généralement aucun contrôle sur ce type de risque.</p>	<p>Les zones d'intervention (Corne de l'Afrique, Afrique de l'Est, Afrique de l'Ouest, Afrique centrale et Afrique australe), le type d'appui (amélioration des informations, renforcement des institutions et investissements) et les clients (organismes de bassins fluviaux, commissions économiques régionales, ministères, etc.) de CIWA sont très divers, ce qui contribue à atténuer les risques politiques auxquels le programme est exposé.</p> <p>CIWA procède systématiquement à des analyses d'économie politique dans le cadre de ses activités de planification. Les projets prennent tous en compte les conclusions de ces dernières, qui leur permettent de mieux anticiper les risques, de définir leurs objectifs en conséquence, et de formuler des stratégies d'atténuation pour assurer leur mise en œuvre.</p> <p>Bien que CIWA ne soit pas un programme spécial de la Banque mondiale ayant pour objet de soutenir les interventions rapides et le redressement dans les situations politiques de fragilité, de conflit et de violence (FCV), il collabore avec de nombreux partenaires se trouvant dans ce type de situation pour atténuer certaines des causes de FCV, en particulier l'insécurité hydrique. Comme le souligne le rapport, l'accroissement de la sécurité hydrique améliore les moyens de subsistance, la santé des populations et la gouvernance, autant de facteurs qui contribuent à remédier aux situations de FCV.</p>	<p>CIWA est confronté à toute une gamme de situations politiques allant de brèves périodes de tensions bilatérales à la dispersion de populations dans la région, parfois même par suite de situations de FCV. Les situations de fragilité, de conflit et de violence opposent de graves obstacles à la mise en œuvre des projets. Les changements politiques intervenus en Afrique de l'Est ont ouvert la voie à la prise de nouveaux engagements au Soudan dans le cadre de plusieurs projets visant à atténuer les risques d'inondation et de catastrophe. Le bassin du Nil se démarque encore une fois par les bouleversements politiques observés en raison du décès inattendu du président tanzanien M. Magufuli et du changement de gouvernement qui s'en est suivi. On ne sait toutefois pas encore quel sera l'impact de ces transformations sur les projets de CIWA.</p> <p>Dans l'ensemble, CIWA gère très bien les projets de ressources en eau transfrontalières dans des situations de fragilité, de conflit et de violence. Ses résultats tiennent en grande partie à la haute expertise que possèdent de longue date les chefs d'équipe de la Banque mondiale dans les domaines techniques et celui de la gestion des projets. Les projets de CIWA dans la Corne de l'Afrique en sont un bon exemple.</p>

Description des risques	Mesures d'atténuation	Faits marquants
<p>3. L'engagement à l'échelle du bassin est insuffisant. Certains pays situés dans un bassin peuvent ne pas être officiellement membres de l'organisme du bassin participant, peuvent contester l'association de cet organisme avec CIWA, ou simplement s'opposer à une mise en valeur multilatérale des ressources en eau.</p>	<p>Les stratégies d'engagement de CIWA au niveau des bassins et/ou les processus de préparation de projets permettent de collaborer avec différentes parties prenantes à la conception des programmes de CIWA. Les équipes de projet et les responsables de CIWA poursuivent un dialogue pour exposer les avantages de la collaboration et réfuter l'argument selon lequel l'exploitation des ressources naturelles doit être une opération à somme nulle. Une grande partie des efforts déployés dans le cadre des projets de CIWA est consacrée à l'organisation d'entretiens et à l'instauration d'un climat de confiance entre les pays riverains (par exemple la diplomatie de l'eau).</p> <p>CIWA cherche à encourager l'établissement de solides relations de travail basées sur la collaboration. Il élabore un plan d'appui pour chaque bassin ou région dans lequel ou laquelle il mène une action de longue durée. Ce plan décrit la manière dont le programme conçoit le soutien qui peut être apporté au bassin et sa mise en valeur, notamment en assurant l'alignement des projets qu'il appuie sur les grands objectifs des organismes de bassin ; le plan indique aussi les synergies possibles, les doubles emplois et les lacunes qui peuvent exister et les manières d'y remédier. CIWA cherche en outre à faciliter le partage de connaissances entre les bassins.</p>	<p>Dans certains bassins, les pays ne collaborent pas tous avec l'organisme établi. Par ailleurs, quel que soit le bassin considéré, certains membres sont moins actifs que d'autres. Ce manque d'engagement tient le plus souvent au fait que les avantages d'une participation active ne sont pas évidents, les capacités de gouvernance sont insuffisantes ou précaires, et certains participants ne tirent que des avantages mineurs d'une gestion des ressources en eau partagées.</p> <p>Si le multilatéralisme a cédé le pas à la volonté de survivre et de se remettre de la pandémie de COVID-19 (notamment en respectant les relations commerciales et en remédiant aux ruptures des chaînes d'approvisionnement), il faut se demander comment les priorités de coopération régionale pourraient évoluer compte tenu de l'importance à présent accordée à la sécurité nationale. CIWA a renforcé sa visibilité grâce à son nouveau programme de communication et il continuera à faire valoir les avantages de la coopération auprès de ses parties prenantes.</p>
<p>4.* Insuffisance de la place accordée aux parties prenantes et de la prise en compte explicite des questions de parité femmes-hommes. Les parties prenantes peuvent ne pas pleinement participer au cycle de projet et, de ce fait, ne pas pouvoir suffisamment contribuer à la prise de décisions, ce qui accroît la possibilité de contestations et d'actions civiles pouvant compromettre ou retarder les projets de développement. Une implication insuffisante des parties prenantes peut aussi nuire à la qualité des résultats du projet.</p>	<p>Le programme CIWA accorde la priorité à la participation des parties prenantes et tient dûment compte de leurs besoins et de leurs préoccupations tout au long du cycle du projet. Dans l'un de ses domaines d'intervention (la « Plateforme pour la coopération »), CIWA vise à renforcer la participation des parties prenantes à la planification et à la gestion intégrées des ressources en eau et accorde une attention particulière à la recherche de possibilités de promouvoir la parité femmes-hommes.</p> <p>Lorsqu'il lance une nouvelle opération dans un bassin prioritaire, CIWA travaille avec ses clients pour concevoir un programme équilibré qui tient compte des quatre domaines d'intervention. Il prend automatiquement en compte les questions de parité femmes-hommes, de lutte contre la pauvreté et de participation des parties prenantes dans le cadre de la préparation et la mise en œuvre de ses projets.</p>	<p>Les possibilités offertes aux parties prenantes de se faire entendre et de participer diffèrent, en Afrique, selon les paysages politiques et culturels. De nombreux bassins transfrontaliers ont adopté une stratégie de collaboration uniforme avec les parties prenantes ou mènent une action en ce sens. Il arrive toutefois souvent que la stratégie des organisations de bassins fluviaux en ce domaine ne soit pas pleinement mise en œuvre.</p> <p>Durant le dernier exercice, CIWA a activement soutenu la conception de projets permettant d'assurer la plus grande participation possible des parties prenantes dans le cadre de nouvelles activités. Il a aussi poursuivi le renforcement des axes d'interventions existants, tels que le NDB. Il reproduit maintenant ce modèle en Afrique de l'Ouest afin de renforcer l'engagement des parties prenantes, notamment la participation de la société civile et la prise en compte des désirs des personnes marginalisées. CIWA a récemment publié un document sur les enseignements tirés de la promotion de la parité femmes-hommes et de l'inclusion sociale (GESI), donnant divers exemples. Le nouveau cadre GESI de CIWA renforce les efforts déployés en faveur d'un changement radical, permettant aux femmes de se faire entendre et de participer à la prise de décision.</p>
<p>La position de la Banque mondiale sur l'importance de la parité femmes-hommes et de l'inclusion sociale est fondée sur des évaluations quantitatives et qualitatives rigoureuses, l'expérience acquise pendant de nombreuses années à travailler pour la prospérité mondiale et un engagement à faire ce qui est juste. La croissance économique aux dépens de larges pans de la population n'est pas tenable.</p>		<p>D'importants efforts ont été faits dans les nouveaux projets mis en œuvre dans la région de la SADC, au Sahel, et dans le bassin du Nil en vue d'intégrer plus clairement la parité femmes-hommes et l'inclusion sociale dans les activités menées à la demande du client. Pour en savoir plus, consultez les sections correspondantes.</p>

* Il s'agit désormais de la combinaison des risques 4 (Insuffisance de la place accordée aux parties prenantes) et 6 (Priorité insuffisante accordée à la participation et à la coordination des parties prenantes [résultats intermédiaires 4] et prise en compte explicite des questions de parité femmes-hommes) dans l'analyse des risques du rapport annuel de l'exercice 2020.

Description des risques	Mesures d'atténuation	Faits marquants
<p>5. Les capacités de mise en œuvre et d'intervention sont inadéquates, ce qui peut entraîner des retards de courte ou moyenne durée. Certains organismes de bassins peuvent ne pas avoir les capacités ou l'expérience requises pour réellement participer à la gestion et à la mise en valeur du bassin, ce qui peut entraîner des retards dans l'exécution des projets et, par conséquent, la rapidité avec laquelle le programme atteint ses objectifs.</p>	<p>Les experts de la Banque mondiale s'appuient sur l'évaluation de la capacité de mise en œuvre et d'intervention de l'organisation bénéficiaire qu'ils ont réalisée pendant la préparation du projet pour déterminer l'ampleur et la complexité de la collaboration de CIWA. La Banque mondiale assure un soutien au niveau de la gestion financière, de la passation des marchés et de la gestion de projet. L'approbation d'un projet peut être également subordonnée au renforcement des capacités dans le cadre de ce dernier. Par exemple, elle pourrait dépendre du recrutement d'un spécialiste des questions environnementales et sociales pour soutenir l'application des mesures de sauvegardes. De nombreux projets contrent ce risque en consacrant une composante au renforcement des capacités et au soutien institutionnel. CIWA peut en outre recourir à un programme exécuté par la Banque mondiale pour utiliser au départ ses modalités de financement de manière à pouvoir renforcer les capacités de mise en œuvre et d'intervention du bénéficiaire.</p>	<p>En outre, les études préparatoires effectuées pour tous les investissements dans des projets de CIWA comprennent une évaluation des impacts environnementaux et sociaux et des plans de gestion, notamment des activités de collaboration avec les parties prenantes, ainsi qu'un examen des mesures particulières permettant de prendre en compte les questions sociales, y compris la parité femmes-hommes.</p> <p>L'un des principaux objectifs de CIWA est de soutenir la pérennité et la capacité des organismes de bassins fluviaux transfrontaliers pour leur permettre de jouer un rôle dans la planification et la gestion intégrées des ressources en eau au niveau régional. Malgré les mesures d'atténuation prévues, les risques en ce domaine sont importants et ils se sont matérialisés dans de nombreux projets achevés pendant l'exercice 2020 (Volta, Zambèze et Niger). CIWA a entrepris de consacrer d'importants efforts pour s'attaquer à ce problème dans la Corne de l'Afrique. Il a ainsi rapidement adapté un projet en suspendant les activités devant être menées dans deux autres aquifères pour se concentrer exclusivement sur l'aquifère de Merti.</p> <p>Le manque de préparation se manifeste souvent aussi bien au niveau du client qu'à celui des équipes de projet de la Banque mondiale. Le programme CIWA a directement soutenu la conception de nouveaux projets au cours des exercices 2020 et 2021, en assurant l'appui de spécialistes de thèmes transversaux, notamment la parité femmes-hommes, les situations de fragilité, de conflits et de violence, la biodiversité et la résilience. Les projets ont pu commencer plus rapidement grâce à cet appui supplémentaire de CIWA ; cela ne compense toutefois pas les problèmes rencontrés au niveau des clients, qui ne sont pas toujours en mesure de recruter les effectifs nécessaires (en temps voulu). Des efforts seront déployés pour trouver des solutions à ce problème récurrent.</p>
<p>6. Les financements de CIWA ne permettent pas de répondre à la demande. L'insuffisance des financements peut créer des risques parce qu'il n'est pas possible de répondre aux attentes de bénéficiaires éventuels. Les bailleurs de fonds participants peuvent tarder à engager des ressources alors qu'il existe une forte demande de participation des organismes de bassin bénéficiaires.</p>	<p>CIWA s'efforce toujours de mobiliser des fonds, mais la demande des clients et partenaires actuels et potentiels restera supérieure aux financements prévus étant donné l'ampleur et l'intensité des besoins à l'échelle du continent africain. Il gère la réserve de projets sur une base continue et de manière prudente afin de répondre à la demande au moyen des ressources disponibles et de fixer des objectifs réalistes avec ses partenaires.</p>	<p>Étant donné ses orientations stratégiques, CIWA doit renforcer son action dans des domaines clés comme les foyers de FCV, la biodiversité, la résilience climatique, la GESI et d'autres encore. Les financements ne sont toutefois toujours pas suffisants pour appuyer toutes ses priorités.</p> <p>En outre, l'impact économique de la COVID-19 sur les bailleurs de fonds ne permet pas de collecter des fonds aussi rapidement que souhaité. Le niveau actuel de financement est suffisant pour couvrir la réserve de projets de CIWA, mais le développement des activités de ce dernier, en particulier dans des situations de FCV, nécessitera davantage de ressources pour assurer la mise en œuvre et la supervision de programmes de qualité. CIWA évalue régulièrement sa situation financière et ajustera ses activités en conséquence afin d'optimiser l'impact des ressources disponibles.</p> <p>En outre, comme la demande des organismes de bassins fluviaux transfrontaliers souhaitant obtenir un soutien durable de CIWA reste soutenue, il est essentiel que les États membres prennent des engagements financiers envers ces organismes et mobilisent des cofinancements et des contributions auprès de partenaires.</p>

Description des risques	Mesures d'atténuation	Faits marquants
<p>7. Des actes de fraude sont commis, ou les ressources sont utilisées de manière inappropriée.</p>	<p>La Banque mondiale exige de tous les bénéficiaires de dons de la Banque et de tous les soumissionnaires à des marchés et contrats financés par les ressources des fonds fiduciaires qu'ils respectent les normes éthiques les plus strictes. Les subventions de CIWA sont régies par les Directives de la Banque mondiale en matière de lutte contre la corruption, les Directives pour la passation de marchés et pour la sélection et l'emploi des consultants, et les Conditions standards pour les dons consentis sur des fonds fiduciaires, qui définissent les procédures types à suivre en cas de fraude. Les Directives en matière de lutte contre la corruption stipulent que certaines mesures doivent être prises par les bénéficiaires des dons pour prévenir et combattre la fraude et la corruption, tandis que les Conditions standards prévoient la suspension et/ou l'annulation des décaissements ainsi que le remboursement des fonds décaissés sur les fonds du don si un acte de fraude ou de corruption s'est produit. Les projets exécutés par les bénéficiaires font tous l'objet d'un audit annuel effectué par un auditeur externe, ainsi qu'indiqué dans l'accord de don. La Banque mondiale peut accepter la réalisation d'audits moins fréquents pour les dons de faible montant tout en gardant le droit d'exiger un audit si nécessaire.</p>	<p>CIWA s'appuie, dans le cadre de ses projets, sur des projets exécutés par la Banque mondiale, pour aider ses clients à appliquer les Directives en matière de lutte contre la corruption. Aucun problème n'a été observé cette année.</p>
<p>8. L'appui fourni par CIWA au titre des investissements dans les institutions, les systèmes d'information et/ou les infrastructures n'est pas poursuivi ou promu par les pays riverains.</p> <p>CIWA intervient en amont de l'investissement proprement dit et n'a qu'un contrôle limité sur l'application des plans d'investissement ou la poursuite du soutien aux institutions au niveau des pays. Ce risque est d'autant plus important que des sources de financement autres que la Banque mondiale, dont les normes de préparation des projets sont moins rigoureuses, investissent de plus en plus dans les infrastructures en Afrique. Ce risque est lié à d'autres risques (les dirigeants peuvent ne pas manifester la volonté politique nécessaire et le projet peut ne pas avoir l'adhésion du pays), mais il est important d'en tenir compte parce qu'il a des répercussions directes sur les objectifs, les indicateurs et les cibles qui serviront à évaluer la réussite du programme.</p>	<p>CIWA intervient à la demande de clients. Sachant que les investissements sont des opérations de longue haleine, que les coûts de transaction sont élevés et que la collaboration est un processus non linéaire, il évalue avec soin la durabilité d'un appui potentiel en tenant des consultations approfondies avec l'organisation cliente et les autorités nationales et en procédant à des analyses de leur économie politique. La conception du programme intègre des mesures visant à assurer sa pérennité. À titre d'exemple, la préparation d'un projet donne lieu au renforcement des capacités requises pour mobiliser des ressources ; et le processus d'établissement et l'approbation des institutions régionales incluent des procédures d'harmonisation au niveau des structures nationales. Étant donné que la volonté de coopération des pays riverains peut évoluer dans le temps et qu'elle dépend de la manière dont les risques sont perçus au regard des possibilités offertes par la coopération, CIWA accorde une grande importance au maintien et au renforcement de la visibilité de ces possibilités (ce qui exige son appui) grâce au partage des connaissances et des informations, à la présentation de faits dans le cadre d'analyses et à un dialogue continu. Toutefois, conscient que la volonté de collaboration de ces pays peut s'intensifier ou s'amenuiser face à certains problèmes, CIWA veille à avoir les moyens d'assurer un soutien systématique de longue durée et un soutien catalytique à court terme, et d'agir avec la souplesse requise pour apporter ce soutien au niveau des 3 I (information, institution et infrastructure), de manière à le cibler précisément pendant la mise en œuvre du programme.</p>	<p>Les investissements unilatéraux sont plus faciles à gérer par les pays que les investissements régionaux. Il est toutefois de plus en plus reconnu que pour être durables, les projets d'infrastructures doivent avoir un caractère régional, et CIWA ne cesse de produire les éléments factuels qui soutiennent cette vue.</p> <p>Les projets des banques multilatérales de développement présentent tous le risque que, bien qu'ils aient été préparés conformément à des normes rigoureuses pour assurer un développement équitable et durable, ils puissent être exécutés par un bailleur différent qui ne respecte pas les mêmes normes. Il existe différents outils de modélisation des bassins ; certains homologues nationaux ne disposent pas des capacités techniques des organismes de bassin, de sorte que les outils les plus perfectionnés sont moins utilisés.</p> <p>Bien que CIWA soit en mesure de remédier à certaines des difficultés qui remettent en question la durabilité des résultats, le problème fondamental continue d'être l'existence d'un engagement suffisant des États membres en faveur des organismes des bassins fluviaux et leurs efforts de renforcement des capacités. Il est également important de trouver un moyen de maintenir les engagements dans un contexte caractérisé par une réorientation des ressources à l'appui de mesures impératives motivées par des problèmes pressants, comme la relance après la pandémie de COVID-19.</p>

Annexe 4 : Informations financières

Cette section fait le point sur la situation financière du programme CIWA. Sauf indication contraire, les informations financières, à l'exception des taux de change, reflètent la situation au 30 juin 2021.

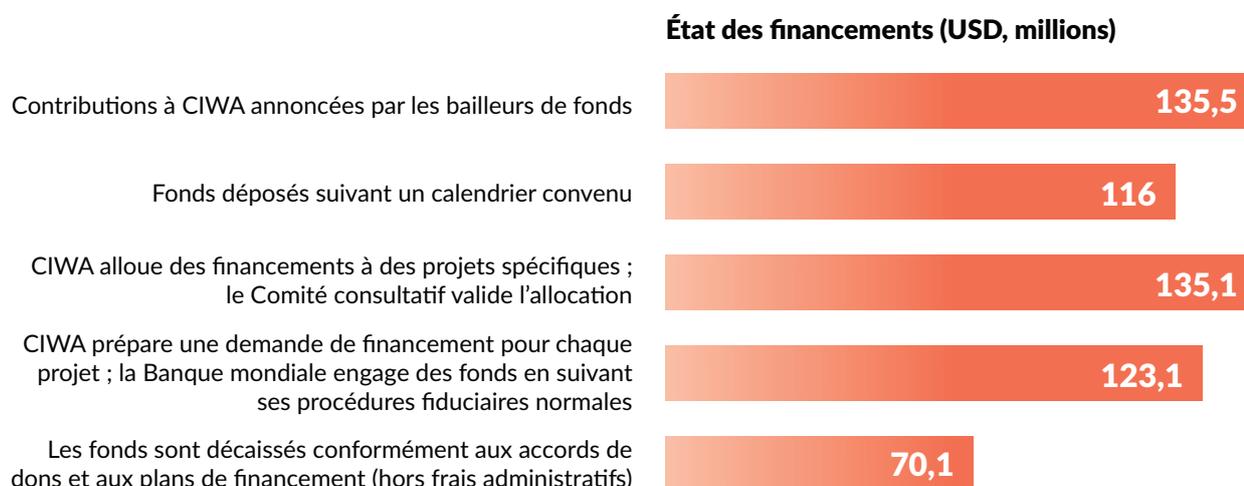
Le programme CIWA est soutenu par un fonds d'affectation spéciale multidonateurs (MDTF) administré par la Banque mondiale au nom des partenaires de développement contributeurs. Les bailleurs de fonds de CIWA sont actuellement la Commission européenne, le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède. Ce MDTF rentre dans la catégorie des fonds d'affectation spéciale établis pour financer des programmes qui permettent aux donateurs d'engager des fonds au titre d'un domaine thématique plutôt qu'un projet spécifique. Dans ce cadre, CIWA soutient des projets exécutés par les organisations bénéficiaires ainsi que des projets directement mis en œuvre par la Banque mondiale.

Processus de financement et décaissement

Conformément aux pratiques normalement suivies par la Banque mondiale pour les fonds fiduciaires, les contributions annoncées à CIWA (d'un montant total de 135,5 millions de dollars) et les fonds sont déposés selon un calendrier convenu (le montant total des dépôts s'est chiffré à 116,0 millions de dollars). Les ressources sont affectées à des programmes et projets déterminés relevant des grands thèmes et domaines approuvés par le Comité consultatif de CIWA suivant les plans stratégiques établis (le montant des allocations est de 135,1 millions de dollars). Cette section fournit des informations supplémentaires sur les contributions annoncées, les dépôts, les allocations, les engagements et les décaissements.

Une fois les ressources allouées à des activités spécifiques, CIWA collabore avec les clients à la préparation de demandes de financements sur la base desquelles les fonds sont transférés dans des comptes d'opération. La Banque mondiale suit les procédures techniques, juridiques et fiduciaires établies pour l'approbation des projets et engage des financements en appliquant ses procédures fiduciaires habituelles (le montant total des engagements est de 123,1 millions de dollars). Les fonds sont décaissés conformément aux accords de dons et aux plans de financement (le montant total des décaissements s'est chiffré à 70,1 millions de dollars). Le graphique A4.1 indique la situation générale. Fondamentalement, les fonds de CIWA sont intégralement engagés au titre de projets existants et de l'assistance technique. Les futures activités ne pourront être financées que par de nouvelles donations.

Graphique A4.1. Annonces de contributions des bailleurs de fonds, dépôts, allocations et décaissements



Annonces de contributions des bailleurs de fonds, dépôts et allocations

Les bailleurs de fonds déposent les fonds sur le compte du MDTF de CIWA suivant le calendrier convenu, qui est présenté de manière détaillée dans l'accord administratif ou tout autre document établi conjointement par la Banque mondiale et les bailleurs de fonds. Ce calendrier peut être modifié, si nécessaire, afin de satisfaire aux obligations de décaissement du projet. Le tableau A4.1 présente l'état des annonces de contributions et des dépôts des bailleurs de fonds.

Tableau A4.1. Annonces de contributions des bailleurs de fonds et montants déposés

Partenaires contributeurs	Monnaie	Montant (en la monnaie du bailleur de fonds)	Montant (USD)	Montant reçu (USD)	Solde (USD)
Pays-Bas	USD		55 552 581	36 052 581	19 500 000
Suède (Asdi)	SEK	404 000 000	48 704 199	48 704 199	-
Royaume-Uni (DfID)	GBP	14 500 000	21 592 060	21 592 060	-
Commission européenne	EUR	4 950 000	5 399 708	5 399 708	-
Danemark (DANIDA)	DKK	18 700 000	3 398 597	3 398 597	-
Norvège (NORAD)	USD		882 746	882 746	-
Total			135 529 891	116 029 891	19 500 000

Au 30 juin 2021, 135,1 millions de dollars avaient été alloués à titre indicatif à des projets et des activités de CIWA⁴⁰. Les financements de CIWA ont été intégralement affectés à des activités en cours de préparation ou de mise en œuvre. La demande actuelle de soutien dépasse de loin les ressources disponibles et les fonds non alloués s'élèvent à 0,7 million de dollars. La demande devrait continuer à croître en raison de la contribution fondamentale des eaux partagées au progrès économique, social et environnemental en Afrique (voir tableau A4.2).

Tableau A4.2. État récapitulatif des fonds disponibles et des montants alloués

Allocation de fonds	USD
Annonces de contributions indiquées dans les accords administratifs signés	135 529 891
Plus intérêts perçus au titre des placements	4 162 037
Moins frais de recouvrement des frais administratifs pour TF071597	-1 460 856
Moins frais de recouvrement des frais administratifs pour le FF-bén. du TF072642	-1 500 000
Moins frais de recouvrement des frais administratifs estimés sur les réserves de projets FF-bén. (SADC, Corne de l'Afrique, etc.)	-950 000
Fonds disponibles pour les projets/activités	135 781 072
Moins allocations aux projets/activités (ainsi que convenu avec le Comité consultatif)	135 075 875
Fonds non alloués	705 197
Pourcentage alloué	99,5 %

Les fonds alloués ont été affectés à hauteur de 94 % (126,3 millions de dollars sur un total de 135,1 millions de dollars) aux sous-programmes de CIWA au titre, notamment, de la Corne de l'Afrique, du bassin du Nil, de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale et de l'Afrique australe ainsi qu'à des travaux d'analyse couvrant l'intégralité du continent africain.

⁴⁰ Ces chiffres reflètent les financements enregistrés et les allocations indicatives approuvées par le Comité consultatif de CIWA au 30 juin 2021, qui sont susceptibles d'être modifiées après cette date.

Le portefeuille de CIWA comprend des projets exécutés par les bénéficiaires et des programmes de soutien exécutés par la Banque mondiale qui financent une assistance technique et des analyses complétant les projets exécutés par les bénéficiaires. CIWA a, dans certains cas, affecté des fonds pour financer le suivi de projets en cours, compte tenu de leur performance, de celle des organisations et de l'engagement des pays riverains. À la fin de l'exercice 2021, le montant cumulé des financements engagés par le programme s'élevait à 123,1 millions de dollars, dont 70,1 millions de dollars (57 %) avaient été décaissés dans le cadre de projets et d'activités. Le tableau A4.3 donne un aperçu de la situation financière par sous-programme et le tableau A4.5 présente des informations détaillées sur les projets de CIWA pour lesquels des financements ont été accordés depuis la création du programme ainsi que sur leurs résultats financiers.

Table A4.3. Montants alloués, engagés, décaissés et en réserve (USD)⁴¹

Bassin/sous-programme	Allocation convenue avec le Comité consultatif	Montant du financement approuvé	Décaissement	Solde des montants engagés	Réserve de projets
Corne de l'Afrique	14 850 000	5 950 000	3 093 148	2 856 852	8 900 000
Nil	61 400 000	61 400 000	29 448 810	31 951 190	
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale					
Niger	5 903 772	5 903 772	5 903 772		
Volta	2 964 237	2 964 237	2 964 237		
CEDEAO	1 065 867	1 065 867	1 065 867		
Lac Tchad/Sahel	4 806 294	4 806 294	1 975 556	2 830 738	
Participation citoyenne (modèle du NBD pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale)	2 450 000				2 450 000
Total pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale	17 190 169	14 740 169	11 909 432	2 830 738	2 450 000
Afrique australe					
Okavango	995 568	995 568	995 568		
Orange-Senqu	1 695 822	1 695 822	1 695 822		
SADC	11 750 000	11 750 000	2 299 996	9 450 004	
Zambèze	12 316 497	12 316 497	12 316 497		
Approche-programme pour l'Afrique australe	1 560 000	1 560 000	520 194	1 039 806	
Total pour l'Afrique australe	28 317 887	28 317 887	17 828 077	10 489 810	
Assistance technique catalytique à l'échelle de l'Afrique	4 529 750	4 529 750	3 161 795	1 367 955	
Renforcement de la supervision	656 274				656 274
Gestion du programme	8 131 794	8 131 794	4 630 161	3 501 633	
Total	135 075 875	123 069 599	70 071 424	52 998 178	12 006 274

⁴¹ Les « montants alloués » correspondent au montant de l'allocation validé par le Comité consultatif de CIWA – et recouvrent non seulement les fonds affectés à des subventions, mais aussi les allocations indicatives qui n'ont pas encore été versées dans des comptes d'opération. Les « montants engagés » sont les montants considérés dans les systèmes de la Banque mondiale comme ayant été affectés à un projet ou une activité. Les fonds sont engagés lorsqu'une demande de financement a été approuvée par l'administrateur du fonds fiduciaire de la Banque mondiale ; cette approbation donne lieu à la création d'un engagement contractuel ou prospectif qui doit entraîner des dépenses effectives à une date future. Les « montants décaissés » recouvrent les montants transférés du compte de subvention dans le compte désigné du client après validation par la Banque mondiale d'une demande d'investissement particulière. Dans le cas des subventions au titre de projets exécutés par la Banque mondiale, il s'agit des paiements effectués sur la base d'un bon de commande ou d'un contrat. Les activités « en réserve » dans le cadre du sous-programme sont celles pour lesquelles la validation d'une allocation est subordonnée au respect de certaines conditions ou à l'approbation du projet par la Banque mondiale et suivant les modalités du fonds fiduciaire. La constitution de la réserve est un processus continu, et peut faire l'objet de modifications liées, notamment, aux allocations indicatives effectuées après le 30 juin 2021.

Revenus, décaissements et solde des financements

À la fin de l'exercice 2021, CIWA avait reçu 120,2 millions de dollars, dont 116,0 millions sous forme de versements de bailleurs de fonds et 4,2 millions au titre des revenus des placements pour le compte de CIWA. Le montant cumulé des décaissements s'élevait à 73,1 millions de dollars, dont 70,1 millions de dollars au titre des projets et 3,0 millions de dollars au titre de frais administratifs. Le solde des engagements était de 53 millions de dollars. Le tableau A4.4 indique le solde du compte de CIWA, qui se chiffre à approximativement 47,2 millions de dollars (mais est négatif (-5,8 millions de dollars) si l'on considère l'encours des engagements qui est de 53 millions de dollars). CIWA compte engager un montant supplémentaire de 13,0 millions de dollars au deuxième semestre de 2021.

Tableau A4.4 : Solde des fonds

Rentrées de fonds c. solde des engagements et décaissements	USD
Montant total des dépôts	116 029 891
Plus intérêts perçus au titre des placements	4 162 037
Revenu total	120 191 928
Moins décaissements (projets/activités de CIWA)	-70 071 424
Moins frais de recouvrement des frais administratifs	-2 960 856
Solde	47 159 648
Moins solde des engagements au titre de subventions approuvées	-52 998 178
Solde total (y compris le montant des engagements au titre des subventions approuvées)	-5 838 530
Moins la réserve de projets pour 2021/2022 – Soudan (3 millions de dollars) ; Corne de l'Afrique (5 millions de dollars) ; Participation citoyenne en l'Afrique de l'Ouest et Afrique centrale (2 millions de dollars) ; et Supervision de projets (2 millions de dollars), etc.	-12 006 274
Moins frais de recouvrement des frais administratifs pour la réserve de projets FF-bén. (estimation)	-950 000
Solde prévisionnel (y compris le montant des engagements/de la réserve de projets pour 2021/2022)⁴²	-18 794 805

État récapitulatif financier de la gestion du programme

Les frais de gestion de CIWA comprennent les dépenses encourues par l'unité de gestion du programme et les spécialistes techniques de la Banque mondiale qui fournissent un appui et des conseils stratégiques. Cette catégorie comprend, outre les dépenses au titre du personnel et des consultants, les dépenses liées à la coordination des actions des bailleurs de fonds de CIWA, aux activités d'information et de communications, aux opérations de suivi et d'évaluation, à l'examen à mi-parcours, à l'établissement de rapports, aux réunions des membres de partenariats et au travail de diffusion (site Web, brochures, publications, etc.).

L'Accord administratif de CIWA indique que les dépenses au titre de l'unité de gestion du programme ne devraient pas dépasser 6 % du montant total des contributions des bailleurs de fonds. Ce pourcentage est de l'ordre de 3,4 % depuis le lancement du programme en 2011, de sorte que ces dépenses sont bien inférieures au plafond établi. Le programme est, dans l'ensemble, géré de manière efficace par rapport aux coûts grâce aux robustes systèmes de gestion financière et de suivi mis en place dès le départ.

Besoins de financement futurs et mobilisation de ressources

CIWA passe régulièrement en revue son portefeuille de projets existants et prépare une réserve de projets pour produire des résultats dans l'ensemble de l'Afrique. Les enseignements tirés de la mise en œuvre sont pris en compte dans le cadre de la planification des futurs engagements ; des outils de gestion des risques sont aussi employés dans le contexte du financement de CIWA, comme indiqué à l'annexe 3.

Les demandes adressées au programme CIWA portent sur des montants supérieurs aux ressources dont il dispose actuellement. CIWA a, à présent, alloué 99,5 % de ses fonds disponibles. Pour satisfaire la demande considérable de ses clients et avoir un plus grand impact, le programme a établi une réserve de projets dont le coût dépasse les ressources dont il dispose à ce stade. CIWA s'efforcera donc de trouver des sources de financement supplémentaires.

⁴² Les bailleurs de fonds doivent accélérer leurs contributions pour permettre à CIWA de minimiser les expositions et les risques dus à la taille des engagements par rapport aux dépôts.

Tableau A4.5 : Données financières des projets financés par CIWA (USD)

Bassin/sous-programme	Exécuté par	Nom	N° du Fonds fiduciaire	Date de clôture du financement	N° du projet	Allocation (USD)	Décaissement (USD)
Corne de l'Afrique	IGAD	Informations et investissements dans les eaux souterraines dans la Corne de l'Afrique	TF0B0514	30/11/2021	P163554	2 700 000	736 000
	Banque mondiale	Informations et investissements dans les eaux souterraines dans la Corne de l'Afrique	TF0A8681	30/11/2021	P163554	500 000	474 957
	Banque mondiale	Somalie – appui à la gestion des ressources en eaux transfrontalières (y compris les bassins du Jubba et du Chébéli)	TF0A7944	31/12/2020	P167749	1 350 000	1 130 562
	Banque mondiale	Renforcement de la résilience dans la Corne de l'Afrique	TF0B2448	31/05/2022	P172358	1 400 000	751 629
	À déterminer	Gestion des inondations au Soudan (nouveau projet FF-bén.)	À déterminer		À déterminer	3 000 000	
	Banque mondiale	Renforcement de la supervision (FF-bén Soudan)	À déterminer		À déterminer	450 000	
	À déterminer	Corne de l'Afrique (nouveau projet FF-bén.)	À déterminer		À déterminer	5 000 000	
	Banque mondiale	Renforcement de la supervision (FF-bén. Corne de l'Afrique)	À déterminer		À déterminer	450 000	
Total pour la Corne de l'Afrique						14 850 000	3 093 148
Nil	IBN (y compris lacs équatoriaux du Nil et Nil Oriental)	Projet pour la coopération à l'appui de résultat (NCORE) + Financements supplémentaires 1 et 2	TF013767	30/11/2020	P130694	23 000 000	22 854 134
	NBD	Participation de la société civile au renforcement de la résilience sociale et climatique dans le bassin du Nil (NBD) + Financement supplémentaire 1	TF015834	30/12/2021	P132448	4 500 000	3 366 023
	Banque mondiale	Programme d'appui pour le bassin du Nil, FF-BM	TF0A2051	30/11/2021	P156765	1 750 000	1 582 807
	Banque mondiale	Renforcement de la supervision (NBD)	TF014064	31/12/2021	P132448	600 000	505 985
	Banque mondiale	Renforcement de la supervision (NCORE)	TF015335/ TF0A0526	30/11/2020	P130694	1 100 000	1 098 039
	IBN (y compris lacs équatoriaux du Nil et Nil Oriental)	Projet de coopération à l'échelle du bassin pour la résilience climatique du Nil, FF-bén.	TF0B4716	30/11/2025	P172848	30 000 000	0
	Banque mondiale	Renforcement de la supervision (projet de coopération à l'échelle du bassin pour la résilience climatique du Nil)	TF0B5495	01/12/2025	P172848	450 000	41 822
Total pour le Nil						61 400 000	29 448 810

ANNEXES

Bassin/sous-programme	Exécuté par	Nom	N° du Fonds fiduciaire	Date de clôture du financement	N° du projet	Allocation (USD)	Décaissement (USD)	
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale	Niger	ABN	Projet de gestion du bassin du fleuve Niger	TF018539	Financement clos	P149714	4 198 203	4 198 203
		Banque mondiale	Programme d'appui au bassin du Niger	TF018616	Financement clos	P148889	1 162 140	1 162 140
		Banque mondiale	Renforcement de la supervision (ABN)	TF016609	Financement clos	P149714	543 429	543 429
Total partiel pour le Niger						5 903 772	5 903 772	
Volta	ABV	Projet de mise en œuvre du programme d'action stratégique dans le bassin de la Volta	TF016611	Financement clos	P147202/ P149969	1 979 795	1 979 795	
		Banque mondiale	Programme d'appui au bassin de la Volta	TF015556	Financement clos	P132564	499 879	499 879
		Banque mondiale	Renforcement de la supervision (Volta)	TF015557	Financement clos	P147202/ P149969	484 563	484 563
Total partiel pour la Volta						2 964 237	2 964 237	
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale	Banque mondiale	P2.2 : Gestion des ressources en eau en Afrique de l'Ouest (CEDEAO)	TF016610	Financement clos	P150210	1 065 867	1 065 867	
	Banque mondiale	P2.3 : Dialogue sur l'action à mener dans le bassin du lac Tchad (1)	TF0A1005/ TF17506/ TF015878	Financement clos	P144568/ P149275/ P124018	861 694	861 694	
	Banque mondiale	Sahel occidental et central – Mise à l'essai d'outils novateurs pour la gestion des ressources en eau	TF0B2227	31/12/2022	P173152	444 600	215 754	
	Banque mondiale	Sahel occidental et central – Appui en matière de savoirs pour la planification et l'investissement dans la résilience	TF0B2228	31/12/2022	P173152	1 500 000	709 266	
	Banque mondiale	Lac Tchad (II, FF-BM)	TF0B5943	30/06/2023	P176378	1 000 000	0	
	À déterminer	Participation citoyenne pour FF-bén. (importer le modèle du NBD en Afrique de l'Ouest/centrale, nouveau FF-bén.)	À déterminer		À déterminer	2 000 000		
	À déterminer	Renforcement de la supervision de la participation citoyenne (FF-bén.)	À déterminer		À déterminer	450 000		
	Banque mondiale	Initiative sur les eaux souterraines au Sahel	TF0B3793		P175105	1 000 000	188 842	
Total partiel pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale						8 322 161	3 041 423	
Total pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale						17 190 169	11 909 433	

Bassin/sous-programme	Exécuté par	Nom	N° du Fonds fiduciaire	Date de clôture du financement	N° du projet	Allocation (USD)	Décaissement (USD)	
Afrique australe	Okavango	Banque mondiale	P2.1 : Analyse des opportunités d'investissements multisectoriels à Okavango	TAOA0105	Financement clos	P150383	995 568	995 568
		Total partiel pour Okavango					995 568	995 568
Orange-Senqu	Botswana	Banque mondiale	Transfert d'eau des hauts plateaux du Lesotho vers le Botswana	TF016233	Financement clos	P144228	1 527 322	1 527 322
		Banque mondiale	Renforcement de la supervision (projet de transfert d'eau des hauts plateaux du Lesotho vers le Botswana)	TF016038	Financement clos	P144228	168 500	168 500
		Total partiel pour Orange-Senqu					1 695 822	1 695 822
SADC	SADC	Banque mondiale	Gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC	TF016748	31/12/2020	P127086	2 000 000	2 000 000
		Banque mondiale	Renforcement de la préparation (SADC)	TF015336	31/12/2020	P127086	300 000	299 996
		SADC	Gestion durable des eaux souterraines II	TF0B5735	30/11/2025	P166032	9 000 000	
		Banque mondiale	Renforcement des activités de préparation et de supervision	TF0B5840	30/11/2025	P166032	450 000	
		Total partiel pour la SADC					11 750 000	2 299 996
Zambèze	ZAMCOM	Banque mondiale	Projet de gestion du bassin du Zambèze (ZAMCOM)	TF018921	Financement clos	P143546	4 000 000	4 000 000
		ZRA	Projet de mise en valeur du bassin du Zambèze (ZRA)	TF016238	Financement clos	P133380	5 786 277	5 786 277
		Banque mondiale	Projet d'appui au bassin du Zambèze	TF011577	Financement clos	P129683	1 001 192	1 001 192
		Banque mondiale	Renforcement de la supervision (ZAMCOM)	TF014926	Financement clos	P143546	648 749	648 749
		Banque mondiale	Renforcement de la supervision (ZRA)	TF014927	Financement clos	P133380	880 279	880 279
		Total partiel pour le Zambèze					12 316 497	12 316 497
Approche-programme pour l'Afrique australe	Banque mondiale	Banque mondiale	Programme d'ensemble pour la résilience de l'Afrique australe face à la sécheresse (SADRI)	TF0B3679	30/09/2022	P173077	300 000	169 721
		Banque mondiale	Études exploratoires et préparation pour la résilience en Afrique Sud	TF0B2156	15/12/2020	P173077	60 000	59 882
		Banque mondiale	Système énergétique pour la résilience de l'Afrique australe face à la sécheresse	TF0B3730	30/09/2022	P174870	400 000	26 871
		Banque mondiale	Résilience des villes de l'Afrique australe à la sécheresse	TF0B3706	30/09/2022	P174856	400 000	82 788
		Banque mondiale	Résilience de l'Afrique australe à la sécheresse – moyens de subsistance et sécurité alimentaire	TF0B3669	30/09/2022	P174871	400 000	180 932
Total pour l'Afrique australe						28 317 887	17 828 077	

ANNEXES

Bassin/sous-programme	Exécuté par	Nom	N° du Fonds fiduciaire	Date de clôture du financement	N° du projet	Allocation (USD)	Décaissement (USD)	
Catalytique	Opportuniste	Banque mondiale	P2.4 : Conférence sur le lac Tanganyika	TF0B6056	30/09/2021	P149048	30 000	0
		Banque mondiale	P2.5 : Mise en valeur du bassin de la rivière Lwapula	TF0A5600	Financement clos	P162810	203 877	203 877
	Afrique	Banque mondiale	P1 : Présentation stratégique des eaux internationales en Afrique	TF011569	Financement clos	P129776	280 358	280 358
		Banque mondiale	P1 : Fondement économique de la coopération	TF011626	Financement clos	P129777	315 659	315 659
		Banque mondiale	P1 : Analyse de l'économie politique	TF016821	Financement clos	P150041	517 035	517 035
		Banque mondiale	P3 : Facilitation des services hydrométéorologiques en Afrique	TF0A0106	Financement clos	P151921	97 136	97 136
		Banque mondiale	P3 : Coopération pour la résilience face au climat	TF0A1627	Financement clos	P156599	174 579	174 579
		Banque mondiale	P4 : Renforcement des capacités et échange de connaissances	TF0A0107	Financement clos	P149931	260 564	260 564
		Banque mondiale	P4 : Améliorer l'accès du public aux données du bassin	TF016747	Financement clos	P149868	295 077	295 077
		Banque mondiale	Renforcer la résilience dans le domaine de la gestion des ressources en eau	TF0B1074	Financement clos	P171931	55 465	55 465
		Banque mondiale	Qualité de l'eau des Grands Lacs	TF0B1226	30/04/2021	P172554	300 000	296 502
		Banque mondiale	Initiative des données numériques	TF0B5148	41 425	P176348	1 000 000	20 908
		Banque mondiale	Réserve (à déterminer)	À déterminer		À déterminer		
		Banque mondiale	Examen/gestion par les pairs	TF019125	20/06/2020	PA149048	1 000 000	644 635
Total, programme catalytique						4 529 750	3 161 795	
Total partiel (projets)						126 287 807	65 441 263	
Renforcement de la supervision	Banque mondiale	Réserve (à déterminer)	À déterminer		À déterminer	656 274		
Unité de gestion du programme	Banque mondiale	Gestion et administration du programme	TF011372/11377	31/1/2026	P122345	8 131 794	4 630 161	
			TF0B1847/TF0B1846	31/1/2026				
TOTAL						135 075 875	70 071 424⁴³	

⁴³ Les projets en réserve validés par le Comité consultatif lors de sa réunion de 2020 sont indiqués en bleu.

Annexe 5 : Optimisation de l'emploi des ressources

Optimisation des ressources — exposé succinct

CIWA accorde une place importante aux principes d'optimisation des ressources dans le cadre de la conception et de l'exécution de ses activités⁴⁴. Il opère dans les limites définies par ses cibles et est guidé par les mesures prises dans le but de réaliser des économies au niveau des coûts de gestion et d'administration du programme et de préparation et de supervision des projets. Tout en maîtrisant ses coûts, CIWA est parvenu à réaliser de solides progrès en direction des objectifs établis au niveau du programme et a dépassé les cibles fixées pour les résultats intermédiaires, ce qui lui a permis d'obtenir un bon taux de rentabilité pour l'appui financier de ses partenaires de développement.

CIWA continue d'être bien placé, au sein de la Banque mondiale, pour réaliser des économies d'échelle et exploiter l'appui qui lui est fourni de manière à multiplier son impact aux niveaux de l'efficacité et de l'efficacités. Il est parvenu à ce résultat en menant une action conçue pour :

- Tirer parti de l'expérience et des compétences spécialisées de la Banque mondiale en matière de gestion de fonds fiduciaires de manière à rationaliser ses frais d'administration.
- Exploiter les solides compétences techniques dont disposent les membres des services de la Banque à l'échelle mondiale pour agir dans une large gamme de secteurs pertinents tels que l'eau, l'agriculture, l'énergie, l'environnement, la gouvernance et la lutte contre la pauvreté et s'attaquer à des questions de développement intersectorielles comme le changement climatique, la fragilité et les conflits, la parité femmes-hommes et les partenariats public-privé.
- Faire fond sur la longue expérience acquise par la Banque dans le domaine de la coopération pour les eaux internationales dans le cadre de programmes, comme le Fonds fiduciaire du bassin du Nil, l'Initiative pour la maîtrise de l'eau en Asie du Sud et le Programme de partenariat pour l'eau.
- S'appuyer sur les étroits partenariats forgés par la Banque avec des collaborateurs mondiaux pour pouvoir faire appel à l'expérience et aux réseaux régionaux.
- Mobiliser des financements auprès de sources

supplémentaires, notamment le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le Dispositif mondial de réduction des effets des catastrophes et de relèvement (GFDRR) et le Projet mondial sur les systèmes hydriques (GWSP) au titre de projets appuyés par CIWA.

- Recourir à de multiples sources de financement relais, comme l'IDA, la Banque africaine de développement (BAfD) et d'autres investisseurs, pour les projets susceptibles d'être financés dont CIWA soutient la préparation.

Mesures pouvant être employées pour déterminer le degré d'optimisation des ressources par CIWA

Les mesures ci-après peuvent être employées pour déterminer l'économie, l'efficacité et l'efficacités de l'action de CIWA qui, conjointement, caractérisent le degré d'optimisation des ressources du programme :

Économie

1. **Commission administrative bancaire**⁴⁵. Cette commission, qui représente 2 % du montant des contributions reçues, finance toute une gamme de services généraux assurés par les unités centrales de la Banque mondiale – trésorerie, comptabilité, décaissements, préparation des états financiers non audités, audits annuels, supervision des audits externes, relations avec les bailleurs de fonds, y compris la négociation des accords-cadres. En finançant ces services essentiels au moyen du produit d'une commission, CIWA limite ses coûts de transaction et permet aux unités chargées des opérations de gestion et de décaissement d'opérer dans un cadre porteur qui leur donne les moyens de s'acquitter dûment de leurs responsabilités au titre du programme.
2. **Commission de gestion et d'administration du programme**. Cette commission, qui représente un montant estimé à 6 % des contributions versées dans le fonds fiduciaire, finance toutes les fonctions de gestion et d'administration assurées par l'équipe de gestion du programme, notamment la conception et l'application de procédures, de systèmes et

⁴⁴ CIWA détermine l'optimisation de ses ressources en se fondant sur le cadre des 3E de l'ex-Agence de développement DfID, défini par ce dernier dans son document intitulé *Approach to Value for Money* de juillet 2011 comme suit : Économie — est-il possible, pour nous ou nos agents, d'acquérir des intrants ayant la qualité requise au prix correct ? Les intrants recouvrent le personnel, les consultants, les matières premières et les capitaux qui sont employés à des fins de production. Efficacité — dans quelle mesure est-il possible, pour nous ou nos agents, de convertir nos intrants en produits ? Les produits sont les résultats obtenus par nous-mêmes ou par nos agents. Nous, ou nos agents, exerçons un contrôle important sur la qualité et la quantité des produits. Efficacités — dans quelle mesure les produits d'une intervention permettent-ils d'obtenir les résultats souhaités ? Il est important de noter que contrairement à ce qui se passe pour les produits, nous ou nos agents n'avons aucun contrôle direct sur les résultats.

⁴⁵ Cette commission n'est plus appliquée, et ne concerne que les contributions antérieurement versées dans le fonds fiduciaire de CIWA.

d'outils de gestion propres au programme ; la négociation de la reconstitution des fonds destinés aux opérations en cours et l'élargissement de la couverture de ces dernières ; l'appel et l'évaluation de propositions d'activités et l'allocation des fonds du programme aux unités d'exécution ; la planification du programme de travail ; la planification des ressources au niveau du programme ; la planification et la gestion du budget ; le suivi et l'évaluation du programme ; les activités de communication et de sensibilisation ; les mesures visant à assurer la visibilité, la coordination des actions et l'organisation des réunions des bailleurs de fonds ; et l'établissement de rapports sur les résultats du programme.

- 3. Renforcement des activités de préparation et de supervision.** Dans le but d'assurer la poursuite de programmes de qualité, la Banque mondiale exige que les opérations financées par le fonds fiduciaire se déroulent conformément aux dispositions des différentes politiques et procédures applicables du Groupe de la Banque mondiale⁴⁶, et que toutes les activités exécutées par les bénéficiaires fassent l'objet d'une supervision adéquate et soient menées conformément aux conditions des accords d'administration et de financement, ainsi qu'aux normes et procédures de supervision de l'institution. Les coûts de préparation et de supervision, qui sont estimés à environ 6 % du montant des contributions au fonds fiduciaire (mais qui ne sont réglés que sur la base des coûts effectifs), couvrent l'identification et l'évaluation des projets qui pourraient être poursuivis, les activités de préparation, l'apport d'un soutien à l'exécution et la supervision. Ainsi que stipulé dans l'Accord d'administration, la Banque sollicite l'approbation préalable du Comité consultatif de CIWA lorsque le coût d'une supervision renforcée des activités du programme dépasse le

montant indiqué dans ledit Accord et, par conséquent, représente plus de 6 % du montant des contributions. CIWA a adopté des normes dans le but de maintenir les coûts de supervision renforcée à moins de 6 % des contributions versées dans le fonds fiduciaire ; selon ces dernières, les frais d'identification et de préparation sont fixés à 150 000 dollars par projet, et les dépenses de supervision et la mise en œuvre sont plafonnées à 100 000 dollars par an pendant trois ans, quelle que soit la durée du projet. Le montant retenu par CIWA pour les coûts de supervision renforcée est inférieur au coût type enregistré dans le cadre des opérations de l'IDA.

Selon les données de la Région Afrique de la Banque mondiale, le coût moyen de la préparation d'un projet d'investissement est de l'ordre de 350 000 dollars tandis que le coût annuel de supervision est d'environ 150 000 dollars.

Il est normal que les coûts de préparation et de supervision de projets régionaux réalisés dans le cadre de l'IDA soient plus élevés parce qu'ils sont plus complexes ; CIWA parvient de surcroît à maintenir ses coûts à un niveau plus faible en établissant les budgets des projets sur la base d'estimations précises des coûts et en suivant des procédures de passation des marchés efficaces ; il procède également au partage des frais de déplacement et rationalise ces derniers en s'efforçant, dans la mesure du possible, de tenir ses réunions par vidéoconférence, d'organiser différentes réunions les unes après les autres ou encore de les mener en marge d'autres réunions concernant le secteur de l'eau de manière à bénéficier de synergies. Le directeur du programme peut, dans les limites imposées par le plafond de 6 %, affecter des fonds supplémentaires à la préparation et à la supervision de projets particuliers, si nécessaire.

Tableau A5.1. Contributions cumulées sous forme de cofinancement jusqu'à l'exercice 21

Projet	Contribution de CIWA (USD, millions)	Cofinancier	Contribution de partenaires (USD, millions)
Gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC – Phase 2	9,0	FEM	5,0
Projet de coopération à l'échelle du bassin pour la résilience climatique du Nil	30,0	GFDRR GWSP	0,1 0,095
Coopération à l'appui de résultats dans le bassin du Nil (NCORE)	23,5	Fonds fiduciaire pour le bassin du Nil	16,5
Collaboration de la Communauté pour le développement de l'Afrique australe	2,0	FEM	8,2
Mise en œuvre du Programme d'action stratégique et de développement institutionnel dans le bassin de la Volta	3,5	FEM	7,2
Contribution de CIWA	68	Fonds mobilisés	37,1

⁴⁶ Banque mondiale *CFPTO Trust Fund Handbook* (révisé le 8 juillet 2010).

4. Ratio de levier. CIWA améliore ses résultats économiques en mobilisant des fonds auprès d'autres sources de financement, ce qui lui permet de réduire le coût unitaire de ses intrants par rapport à la somme des produits qu'il obtient. Il utilise la mesure indiquée ci-après en tant qu'indicateur de l'amélioration des résultats économiques due à la mobilisation de fonds auprès de sources supplémentaires :

$$\text{Ratio de levier} = \frac{\sum \text{fonds mobilisés auprès de sources de financement additionnelles des projets de CIWA}}{\sum \text{contributions de CIWA aux projets cofinancés}}$$

Le tableau A5.1 présente le ratio de levier cumulé de CIWA pour l'exercice 2021, et donc les ressources économiques de CIWA (c'est-à-dire les cofinancements de projets et l'assistance technique) par rapport à ses contributions.

CIWA a mobilisé des fonds supplémentaires dans le but d'améliorer les résultats économiques des projets qu'il appuie (en accroissant son produit global et, par conséquent, en réduisant le coût unitaire de ses intrants) et a ainsi pu cofinancer le projet NCORE en partenariat avec le fonds fiduciaire pour le bassin du Nil, ainsi que trois projets — pour la gestion des eaux souterraines de la SADC (phases 1 et 2) et la mise en œuvre du programme d'action stratégique pour le bassin de la Volta — en partenariat avec le FEM. Durant l'exercice 2021, le projet de coopération pour la résilience climatique dans le bassin du Nil (NCCR) a reçu un cofinancement du GFDRR au titre du système d'alerte précoce en cas d'inondation dans le Nil oriental et du GWSP au titre de la gestion et la planification de la qualité de l'eau dans le lac Victoria.

Ratio de levier = 1,83

Chaque dollar affecté par CIWA à des projets cofinancés a permis à ce dernier de mobiliser, en moyenne, 1,83 dollar auprès de sources de financement supplémentaires au profit de ses projets.

Efficacité

CIWA mesure son efficacité, c'est-à-dire sa capacité d'obtenir les résultats en matière de développement correspondant aux cibles établies, qui sont représentés par les indicateurs du programme. Comme les années précédentes, CIWA a partiellement atteint ses objectifs au cours de l'exercice 2021. Dans l'ensemble, il a atteint ou dépassé toutes les cibles fixées pour les indicateurs durant l'exercice 2021 à l'exception de l'indicateur 2 de l'objectif de développement du programme (ODP), qui mesure le nombre de bénéficiaires.

Les indicateurs inclus dans le cadre des résultats de CIWA ne décrivent toutefois pas pleinement les avantages secondaires et tertiaires de l'appui du programme. Une institution transfrontalière renforcée par CIWA, par exemple, peut ultérieurement faciliter la poursuite d'une série de mesures de coopération régionale. Nombreux sont ceux qui profitent à divers titres des mesures poursuivies en coopération grâce au renforcement de l'institution transfrontalière. Ces produits sont souvent enregistrés au niveau du bassin et du projet ; il n'est pas possible de les regrouper au niveau du programme en raison de leur diversité et de leur portée générale, de la nature des questions traitées et du temps qu'il peut leur falloir pour se manifester. À long terme, l'efficacité de CIWA est par conséquent supérieure à celle qui ressort des indicateurs du cadre des résultats. Ce rapport contient plus de précisions sur la communication des résultats.

La valeur totale des investissements induits par CIWA (mobilisés et éventuels) est de 17,1 milliards de dollars (soit un montant 1,4 fois plus élevé que la cible de 12 milliards de dollars⁴⁷). Elle est égale à la somme des investissements qui pourraient être induits par CIWA (10,806 milliards de dollars) et des investissements mobilisés grâce à l'action du programme (6,34 milliards de dollars). Le nombre de bénéficiaires directs des projets de CIWA est de 36,86 millions de personnes, ce qui est légèrement supérieur à l'objectif actuel de 30 millions de personnes⁴⁸. L'évolution à la hausse de ces chiffres par rapport à l'exercice précédent est due à l'actualisation des montants des investissements dans le sous-bassin de Lwapula : les deux investissements potentiels récemment considérés (l'aquifère de Merti et l'aquifère transfrontalier de Khakea) sont toutefois toujours à l'étude.

Efficience

CIWA estime son efficience en calculant le ratio des deux résultats relatifs à l'ODP par rapport à la valeur globale des programmes :

$$\text{Ratio d'investissement induit} = \frac{\sum \text{valeur des investissements induits}}{\sum \text{valeur de l'ensemble des opérations en cours}}$$

$$\text{Ratio des bénéficiaires directs} = \frac{\sum \text{bénéficiaires directs des investissements induits}}{\sum \text{valeur de l'ensemble des opérations en cours}}$$

⁴⁷ Les cibles pour les exercices 2021 et 2022 ont été établies sur la base des résultats cumulés et des évolutions observées durant l'année en cours. Elles ont été fixées de manière provisoire dans l'attente de la prochaine revue du programme qui déterminera systématiquement toutes les cibles pour plusieurs années.

⁴⁸ La cible fixée pour les bénéficiaires directs a été ramenée à 30 millions pour l'exercice 2021, contre 50 millions pour l'exercice 2020. Comme cela est expliqué dans cette section du rapport annuel de l'exercice 2020, l'écart entre le nombre de bénéficiaires ciblés et leur nombre effectif s'explique par le retrait du barrage de Fomi du portefeuille. Comme il n'est pas prévu à ce jour d'apporter un soutien à d'autres grands barrages de ce type, il était logique de réduire la cible pour l'exercice 2021. Les cibles des indicateurs et les réalisations sont examinées plus en détail à l'annexe 2.

Ces mesures sont basées sur les indicateurs de l'objectif de développement du programme de CIWA et la valeur des opérations en cours, c'est-à-dire le montant total provenant de l'enveloppe globale affectée au programme⁴⁹.

Le ratio d'investissement induit est de 126 ; en d'autres termes, chaque dollar de contribution de CIWA induit, en moyenne, 126 dollars d'investissement à l'appui d'une croissance coopérative, durable résiliente face au climat. Le ratio des bénéficiaires directs est de 0,267 bénéficiaire par dollar engagé par CIWA ; en d'autres termes, chaque fois que CIWA engage quatre dollars, une personne profite directement des investissements mobilisés ou pouvant l'être dans les ressources en eau transfrontalières⁵⁰.

Amélioration des résultats de marché et optimisation des ressources

CIWA affiche de bons résultats économiques dans le cadre de ses activités de passation de marchés et de contrats (en réduisant ses coûts et en assurant l'obtention de produits de qualité), car il exige que toutes les activités exécutées par des bénéficiaires financent des marchés de fournitures et de travaux ainsi que des contrats de service passés conformément aux directives de la Banque pour la « Passation des marchés financés par les prêts de la BIRD et les crédits de l'IDA » et pour la « Sélection et emploi de consultants par les emprunteurs de la Banque mondiale » (26/135) conjointement appelées « Directives pour la passation de marchés et l'emploi de consultants ». La Banque est, de même, responsable de toutes les activités de

CIWA dont elle assure l'exécution, et procède à la passation de marchés de fournitures et des contrats d'emploi et de supervision de consultants conformément aux procédures et politiques applicables. Les Directives fournissent, notamment, des instructions détaillées concernant l'emploi des documents de la Banque (dossiers types d'appel d'offres, demandes de propositions, formulaires de contrat) ; les conflits d'intérêts ; les marchés et contrats passés par anticipation ; les cofinancements ; la déclaration de marchés non conformes ; ainsi que la fraude et la corruption.

Le programme CIWA continue-t-il d'optimiser ses ressources ?

Le programme CIWA se déroule dans un environnement complexe caractérisé par des progrès non linéaires. En d'autres termes, les progrès et les revers vont de pair, ce qui peut avoir des répercussions sur les indicateurs de développement. Les données indiquent toutefois clairement que le programme CIWA continue d'utiliser ses ressources de manière optimale. Il a, en particulier, atteint les cibles fixées pour l'ODP, et de nombreux investissements induits par CIWA ont permis de mobiliser des ressources ; CIWA a maintenu le niveau de ses frais de gestion et d'administration, de même que les coûts de supervision renforcée, à moins de 6 % ; et les trois indicateurs d'économie, d'efficacité et d'efficience ont affiché de bons résultats pour l'exercice 2021 (voir la présente annexe). CIWA a donc fait preuve de sa détermination à respecter les principes d'économie, d'efficience et d'efficacité et a prouvé qu'il optimisait ses ressources.

⁴⁹ Il est important de noter que ces deux indicateurs ne sont plus calculés comme auparavant ; en effet, cette année, le dénominateur prend en compte la valeur de l'ensemble des opérations en cours (montant alloué à partir de l'enveloppe globale du programme) et non pas seulement le financement des projets en cours bénéficiant de l'appui de CIWA qui ont induit les investissements considérés et fait des bénéficiaires. L'emploi des valeurs établies au niveau du programme pour calculer les indicateurs donne une meilleure idée de l'efficience au niveau du programme.

⁵⁰ Ces ratios sont inchangés par rapport à l'exercice 2020, car les nouvelles études d'investissement ne sont pas encore terminées.



Barrage de Katse, Lesotho, Afrique australe. Credits photo : Deldew/Shutterstock



Coopération pour les eaux internationales en Afrique

La Coopération pour les eaux internationales en Afrique (CIWA), créée en 2011, est un partenariat forgé par la Banque mondiale, ses partenaires africains et la Commission européenne, le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède. CIWA aide les pays riverains d'Afrique subsaharienne à exploiter les possibilités d'assurer une croissance durable, inclusive et résiliente face au climat, et de réduire la pauvreté en s'attaquant aux obstacles à une gestion et à une mise en valeur concertées des ressources en eau internationale.

www.ciwaprogram.org

www.ciwaprogram.org/fr

 [@CIWAProgram](https://twitter.com/CIWAProgram)

